



LE PREFET DE LA VENDEE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA  
MER DE LA VENDEE**

Service Eau Risques et Nature  
Unité Risques et Gestion de Crise

Dossier suivi par :  
Benjamin GAYRAUD

Tél : 02 51 44 33 53  
Fax : 02 51 44 33 48

La Roche-sur-Yon, le **04 OCT. 2017**

Le Préfet de la Vendée  
à  
Monsieur le Président de l'Autorité  
Environnementale

**Objet :** Évaluation environnementale - Examen au « cas par cas » – Élaboration du PPRi Vendée Aval pour les communes de Vouillé-les-Marais, La Taillée, Le Gué-de-Velluire, Velluire, Le Poiré-sur-Velluire et l'Île d'Elle.

**PJ :** un dossier renseigné et ses annexes

Vous trouverez ci-joint une demande d'examen « au cas par cas » relative à l'élaboration d'un PPR sur les communes de Vouillé-les-marais, La Taillée, Le Gué-de-Velluire, Velluire, Le Poiré-sur-Velluire, L'Île d'Elle, en application de l'article R.562-2 du Code de l'Environnement.

L'article R.122-18 du code de l'environnement définit la procédure applicable à l'examen du cas par cas. Je vous transmets donc, en tant que « personne publique responsable » du projet toutes les informations disponibles permettant d'obtenir :

- une description des caractéristiques principales du motif de la prescription du plan ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre de la procédure de prescription ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la procédure de prescription.

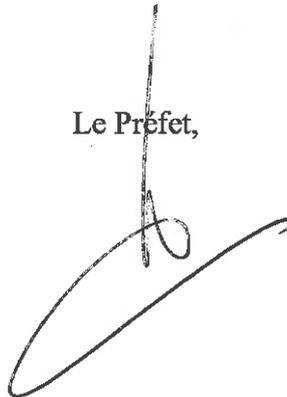
L'élaboration du PPRi Vendée Aval permettra de couvrir la totalité de la rivière Vendée, qui est soumise à des crues fréquentes, d'affiner la connaissance des aléas sur ce secteur mais également de permettre aux collectivités de bénéficier du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Actions de Prévention contre le risque d'Inondations (PAPI) Vendée Sèvre Autize.

Dès réception de la notification de votre décision, mes services prépareront les arrêtés de prescription du PPR, indiquant vos conclusions sur la réalisation d'une évaluation environnementale et y annexeront votre courrier, conformément à la réglementation.

La sensibilité et les attentes du territoire invitant l'État à prescrire un PPR sont très significatives, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du PAPI dont le financement dépend fortement de la subvention fournie par l'État au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM). Ainsi, la prescription, dès maintenant, du PPRi Vendée Aval apparaît indispensable pour permettre aux collectivités de bénéficier du financement du FPRNM. C'est en ce sens, que je souhaiterais prescrire rapidement ce PPR, soit avant la fin de l'année 2017.

En conséquence, il m'agrèerait si vous ne mobilisiez pas la totalité du délai de 2 mois prévu par l'article R.122-18 III. du Code de l'Environnement.

Le Préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line that curves into a large, sweeping loop at the bottom.

Benoît BROCARD

4 septembre 2017

# ***Évaluation environnementale des plans et programmes relevant du code de l'environnement***

***Procédure d'examen au cas par cas***

***PPRi Vendée Aval***

***Communes de Vouillé-les-Marais, La Taillée,  
Le Gué-de-Velluire, Velluire, La Poiré-sur-  
Velluire, L'Île d'Elle***

## Fiche d'examen au cas par cas pour les PPR Naturels

à adresser à [autoriteenvironnementale.cgedd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:autoriteenvironnementale.cgedd@developpement-durable.gouv.fr)

Nota : en application du 11-b de l'article R122-18 du code de l'environnement, ces informations seront mises en ligne sur le site Internet de l'autorité environnementale

La saisine doit s'accompagner des informations suivantes, afin de permettre à l'Autorité environnementale d'apprécier si une évaluation environnementale est nécessaire ou non (article R122-18 du code de l'environnement) :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

### *Coordonnées du porteur du plan*

Nom et adresse du demandeur :	Monsieur le Préfet de la Vendée 29 Rue Delille 85009 La Roche sur Yon cedex
Nom, numéro de téléphone et adresse mail du correspondant	Patrick Martineau Tel secrétariat : 02-51-44-33-11 Mail : ddtm-sern-rgc@vendee.gouv.fr

### *0 – Désignation du PPRi (carte en annexe1)*

#### **Renseignements généraux**

Personne publique compétente en charge du document	Préfecture de la Vendée
Communes concernées	Vouillé-les-Marais (85450), La Taillée (85450), Le Gué-de-Velluire (85770), Velluire (85770), Le Poiré-sur-Velluire (85770), l'Île d'Elle (85770).
Estimation de la superficie globale du périmètre	Environ 79,24 km <sup>2</sup>
Ordre de grandeur de la population du périmètre	Populations légales – Recensement en 2014 : 4720 habitants

## 1- Caractéristiques du PPRi

### Procédure concernée

Élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) Vendée Aval

#### 1.1 – Quels sont les objectifs de la prescription de ce PPRi

Actuellement, la rivière Vendée n'est pas entièrement couverte par des PPR. Seuls deux PPR sont approuvés et en vigueur (cf. Annexe 1) :

- le PPRi de la Vendée approuvé le 18/08/2008
- le PPRi de Fontenay le Comte approuvé le 24/01/2001 et modifié le 09/10/2006

Or les communes de Vouillé-les-Marais, La Taillée, Le Gué-de-Velluire, Velluire, Le Poiré-sur-Velluire et l'Île d'Elle, se trouvant à l'aval du cours d'eau, ne sont pas couvertes par un PPR.

La prescription du PPRi a pour objectifs :

- 1) la couverture de la totalité de la rivière Vendée par des PPR, qui est soumise à des crues fréquentes (cf. annexe 4 avec de nombreux arrêtés CATNAT),
- 2) d'approfondir la connaissance des aléas sur ce secteur dont l'unique document actuellement connu est l'Atlas des zones Inondables des fleuves côtiers vendéens – Sèvre Niortaise et Marais Poitevin d'août 2008 (cf. Annexe 5)
- 3) de permettre aux collectivités de bénéficier du financement du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs sur les communes non couvertes par un PPR dans le cadre de la mise en œuvre du programme des travaux Programme d'Action de Prévention contre les Inondations (PAPI) Vendée Sèvre Autize (VSA), labélisé le 10 juillet 2014, sur ces communes, à savoir :
  - le confortement des digues de la Rivière Vendée (Action 7.17),
  - la restauration du couvert végétal des digues (action 7.18),
  - la réfection de l'ouvrage du Pont du Jard (action 7.23).

#### 1.2 – Quels sont les risques pris en compte

Les risques naturels pris en compte sont :

- l'inondation fluviale
- la submersion marine
- l'inondation par ruissellement
- l'inondation par remontées de nappes.

#### 1.3 – La prescription du PPRi sera-t-elle appelée à s'inscrire dans un programme d'élaboration plus large impliquant d'autres PPR ?

Oui. Suite aux campagnes Lidar prévues en 2018-2019 sur ce territoire, le projet de PPRi sera, à moyen terme, appelé à s'inscrire dans une étude plus large. Cette étude recouvrera la majeure partie du marais Poitevin et du secteur de la rivière « Vendée ».

Cependant, sur les 6 communes identifiées, plusieurs travaux sont prévus à court terme dans le cadre de la mise en œuvre du PAPI dont le financement dépend fortement de la subvention fournie par l'État au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM).

Ainsi, la prescription, dès maintenant, du PPRi Vendée Aval apparaît indispensable pour permettre aux

collectivités de bénéficier du financement du FPRNM à hauteur de 50 % pour les études, de 40 % pour les travaux, ouvrages et équipements de prévention et de 25 % pour les travaux, ouvrages et équipements de protection.

**1.4 – Le territoire est-il inclus dans un territoire à risques importants d'inondation (TRI) au sens de l'arrêté du 12/12/2012 ?**

NON

**2.1 – Décrivez les enjeux environnementaux du territoire :**

Les zonages des enjeux environnementaux extraits des bases de données nationales sont repris en annexe 2 de ce document.

Les communes sont :

- au sein du Parc Naturel Régional marais Poitevin,
- au sein de la Réserve Naturel Régionale du Marais Communal du Poiré sur Velluire,
- au sein de 3 zones Natura 2000 (ZPS, Zone de Protection Spéciale « Marais Poitevin » et « Plaine Calcaire du Sud Vendée » et ZSC, Zone Spéciale de Conservation « Marais Poitevin »),
- au sien de deux Zones d'Importance Communautaire pour la conservation des Oiseaux sauvages (ZICO) Baie de l'Aiguillon et Marais Poitevin, document sans portée réglementaire, qui repose sur une démarche scientifique,
- en ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique) avec 16 ZNIEFF de type 1 et 3 ZNIEFF de type 2
- concernées par le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique)
- en Zone Humide d'Importance Majeure du Marais Poitevin
- font partis de 3 Stratégies Nationale de Création d'Aires Protégées du Marais Poitevin (SCAP) de Champagné les Marais au Poiré sur Velluire, de la SCAP Sèvre Niortaise et canaux évacuateurs et la SCAP communal de Montreuil et ses abords.

**Existence d'un SAGE :**

Oui le SAGE Sèvre Niortaise - Marais Poitevin

**Existence d'éléments constitutifs du SRCE ?**

Oui

**Sont -ils sensibles aux risques naturels concernés ?**

Oui

L'élaboration du PPRi n'a aucune influence sur l'intensité et l'extension des aléas naturels étudiés.

**Natura 2000 (Site concerné ou situé à proximité?)**

Oui

**Zone de Marais :**

Oui

**Zone littorale :**

Non

**Zone de Montagne :**

Non

## **2.2 – Le territoire concerné fait-il l'objet d'une procédure d'urbanisme en cours ou de documents de planification approuvés ?**

Vouillé-les-Marais (85450) : PLU approuvé dont la dernière modification date du 10/02/2015

La Taillée (85450) : Carte Communale

Le Gué-de-Velluire (85770) : Carte Communale

Velluire (85770) : PLU approuvé

Le Poiré-sur-Velluire (85770) : Règlement National d'Urbanisme mais un PLU est prescrit depuis le 16/01/2015

L'Ile d'Elle (85770) : PLU approuvé dont la dernière modification date du 22/11/2013

## **2.3 – Décrivez les pressions pesant sur le territoire concerné (par exemple étalement urbain...)**

Selon les sources INSEE, le secteur du PPRi à prescrire possède un accroissement démographique notable : une augmentation de la population de près de 8 % en 5 ans et une variation annuelle moyenne de +1,58 % de la population par an (Cf Annexes 3).

Les documents d'urbanisme présents sur le secteur identifient les enjeux sur les différentes zones. Aussi, les communes sont situées sur un territoire très contraint, notamment du fait des enjeux naturels forts et attractifs de part la proximité du littoral mais aussi de La Rochelle. Les risques naturels et technologiques, par commune, sont répertoriés en annexe 4, via des fiches descriptives. Cette ambivalence territoriale, en pleine évolution, est un marqueur d'accroissement du risque auprès de la population et des biens.

De même, les conséquences dramatiques de la tempête Xynthia du 28 février 2010 rappellent la grande vulnérabilité du bassin de la rivière de la Vendée exposée à la fois aux inondations fluviales et à l'influence, via le Marais Poitevin, des submersions marines. Ainsi, les PAPI visent à réduire les conséquences des inondations sur les territoires à travers une approche globale du risque, portée par un partenariat entre les services de l'État et les acteurs locaux. Dès lors, le PAPI d'intention, labellisé le 20 mars 2012 par la Commission Mixte Inondations, a constitué la première étape. La seconde étape concerne la mise en œuvre du PAPI Complet début 2015, suite à l'avis favorable de la Commission Mixte Inondations du 10 juillet 2014. En conséquence, la prescription d'un PPRi serait un outil d'amélioration souhaité afin de sensibiliser les collectivités et les habitants des zones à risques dans le cadre des travaux du Programme d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI) du bassin de la rivière Vendée. La prescription du PPRi est un moyen pour faciliter la faisabilité des équipements de prévention via l'accès au financement des Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM).

### *3 – Description des principales incidence (positives, négatives, directes, indirectes, cumulatives) sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRi :*

#### 3.1 – S'agissant des champs environnementaux, autres que les risques, décrivez les effets potentiels du projet de PPRi :

##### **Effets potentiels sur l'étalement urbain :**

Une fois approuvé et l'ensemble des mesures de publicité remplies, le PPRi vaut servitude d'utilité publique en application de l'article L.562-4 du code de l'environnement. Il s'impose aux documents d'urbanisme en vigueur et doit être annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et Cartes Communales conformément aux dispositions des articles L151-43, L161-1, L153-60, L163-10, L152-7 et L162-1 du code de l'urbanisme.

Le PPRi répond ainsi à trois objectifs principaux :

- Interdire les implantations nouvelles dans les zones les plus dangereuses afin de préserver les vies humaines,
- Réduire le coût des dommages liés aux inondations en réduisant notamment la vulnérabilité des biens existants dans les zones à risques,
- Adapter le développement de nouveaux enjeux afin de limiter le risque dans les secteurs les plus exposés et afin de préserver les zones non urbanisées dédiées à l'écoulement des submersions et au stockage des eaux.

De ce fait, le PPRi participe à la limitation de l'étalement urbain dans les zones à risques.

##### **Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles :**

Comme évoqué dans le cadre précédent, l'un des objectifs du PPRi est de limiter le développement de nouveaux enjeux dans les secteurs les plus exposés et de préserver les zones non urbanisées dédiées à l'écoulement des inondations et au stockage des eaux.

Ainsi, le principe d'inconstructibilité sera retenu dans les zones non urbanisées inondables (naturelles, agricoles et zones d'habitat diffus) afin d'éviter l'apport de population supplémentaire.

Cependant, le règlement du PPRi permettra la mise en valeur des zones naturelles ainsi que le maintien et le développement de l'activité agricole, hors maison d'habitation.

##### **Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) :**

Les effets sur les pollutions des eaux seront positifs.

En effet, le règlement du PPRi prescrira, dans les zones inondables, des mesures concernant notamment l'implantation des cuves de stockage de produits dangereux ou polluants au-dessus de la cote de référence ou encore l'arrimage des cuves de produits polluants ou toxiques.

##### **Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages :**

Les effets seront positifs.

En effet, le règlement du PPRi permettra les aménagements visant la protection et la mise en valeurs du patrimoine bâti, des sites et des paysages.

**Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations et nuisances :**

Le PPRi est un des outils indispensables à cette politique de la prévention des risques. Ce document constitue en tout premier lieu, un outil de sensibilisation à la culture du risque de la population résidentielle en l'informant sur les risques encourus et sur les moyens de s'en prémunir en apportant une meilleure connaissance des phénomènes et de leurs incidences. De plus, à travers le respect de prescriptions dans les zones à risques, il permet d'orienter les choix d'aménagement sur les secteurs non ou peu exposés pour réduire les dommages aux personnes et aux biens.

Ainsi, dans l'optique de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens, des prescriptions seront appliquées sur le bâti existant telles que la création d'une zone refuge, le balisage des piscines en zone inondable,...mais également sur les futures constructions qui devront, par exemple, avoir une cote plancher au-dessus de la cote de référence « 2100 ».

Le PPRi n'ont pas vocation à geler l'urbanisation des communes de leurs périmètres mais permettent, au moyen de prescriptions, d'accompagner les mutations urbaines en garantissant leur prise en compte au regard du risque inondation et ainsi préserver l'environnement en parallèle. Il vise à réduire les impacts négatifs des inondations sur la population, les biens, l'environnement et l'économie. Il contribue à améliorer la résilience du territoire. Les prescriptions ont plutôt des effets positifs sur l'environnement comme l'encadrement du stockage des produits polluants ou encore l'ancrage des citernes dans les zones inondables.

Pièces jointes :

Annexe 1 : plan de situation et plan du périmètre d'étude

Annexe 2 : Les enjeux environnementaux

Annexe 3 : Dossiers INSEE par communes

Annexe 4 : Le référencement des risques par commune

Annexe 5 : L'Atlas des Zones Inondables (AZI) Sèvre Niortaise et Marais Poitevin

Fiche rédigée le 4 septembre 2017

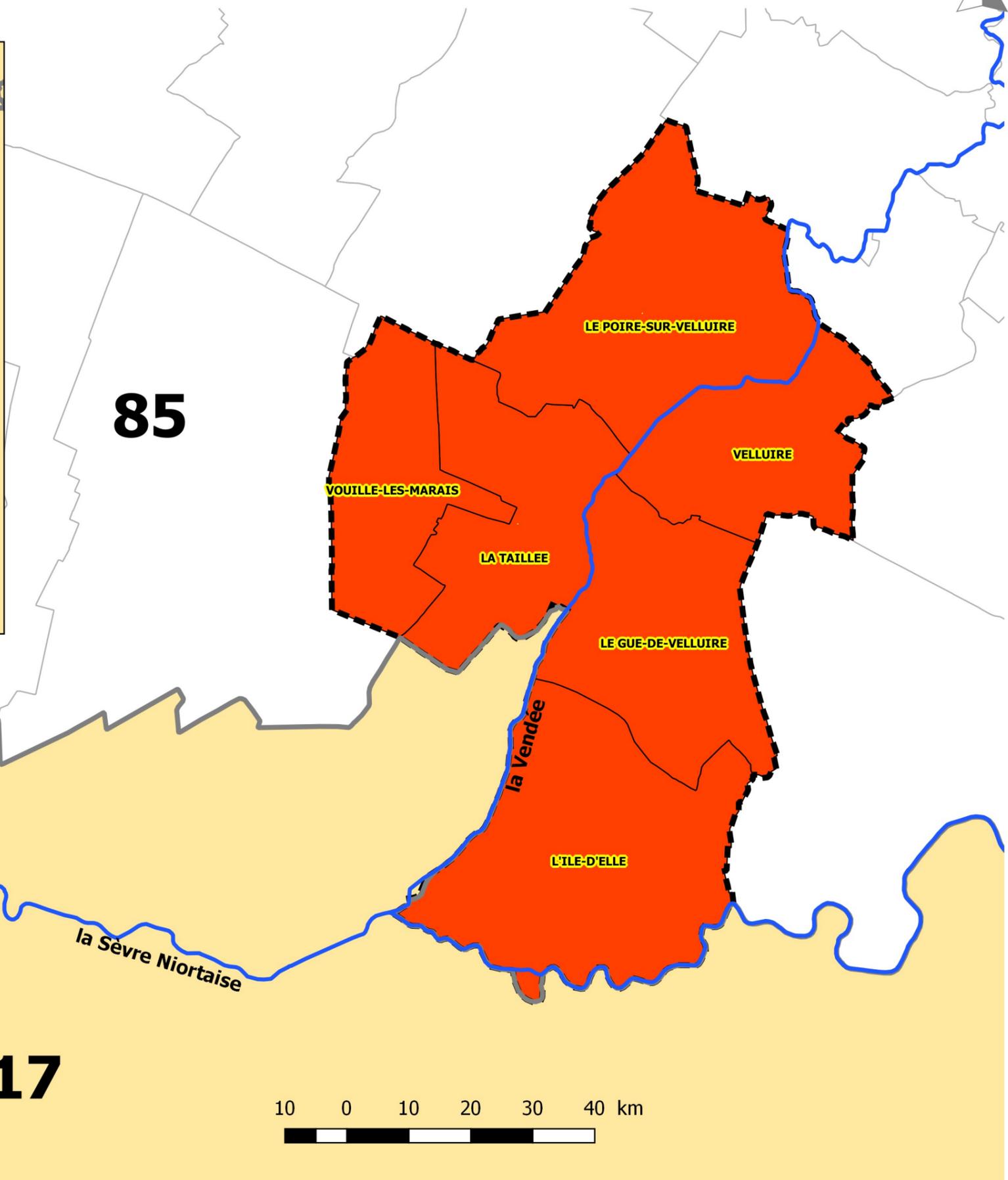
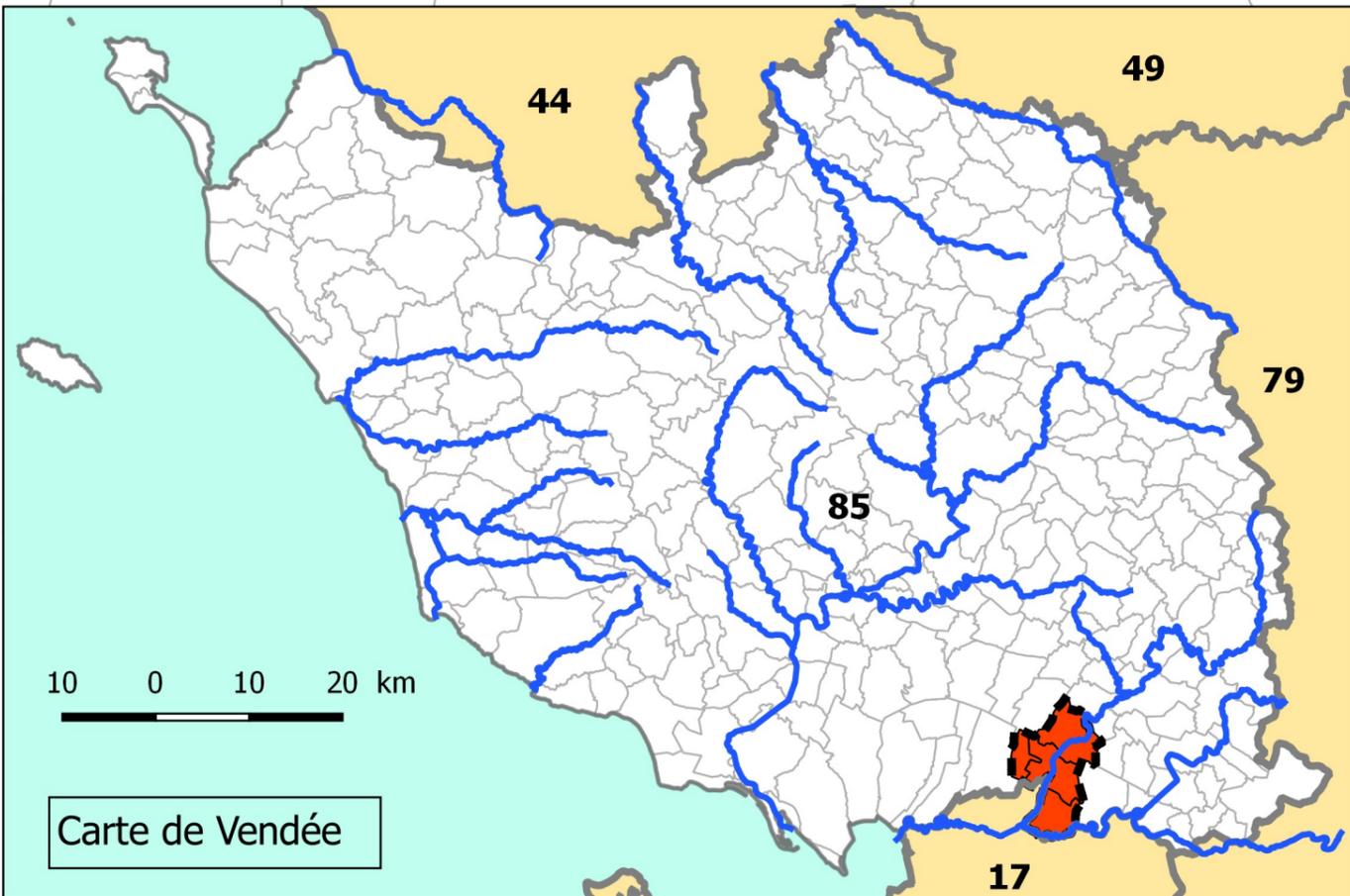
Validée le 4 octobre 2017  
par Le Préfet de la Vendée

# ANNEXE 1



# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## Carte de situation



Source(s) : © géobase\_DDTM 85

Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

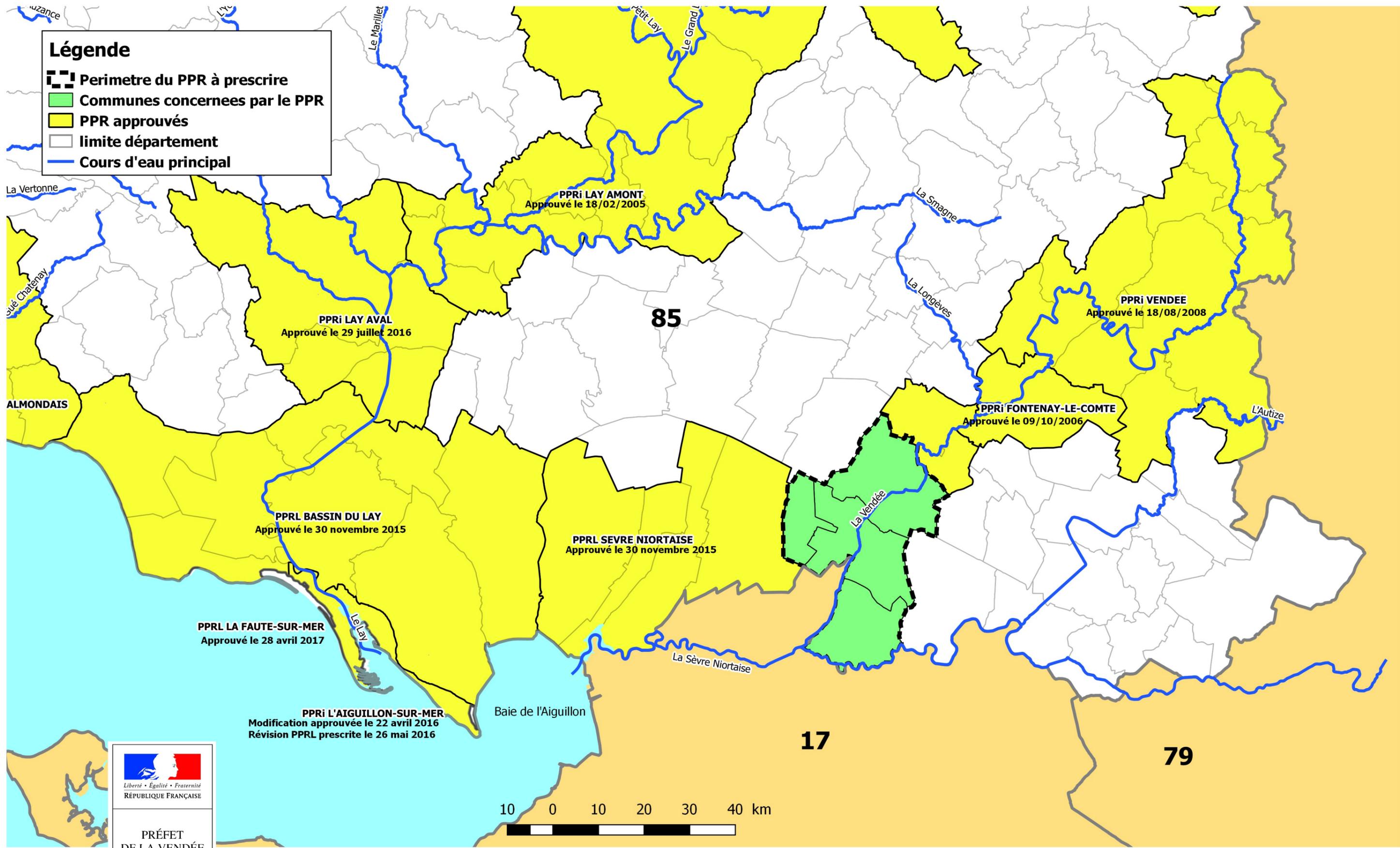
# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## Carte des PPR



### Légende

- Perimetre du PPR à prescrire
- Communes concernées par le PPR
- PPR approuvés
- limite département
- Cours d'eau principal



Source(s) : © géobase\_DDTM 85

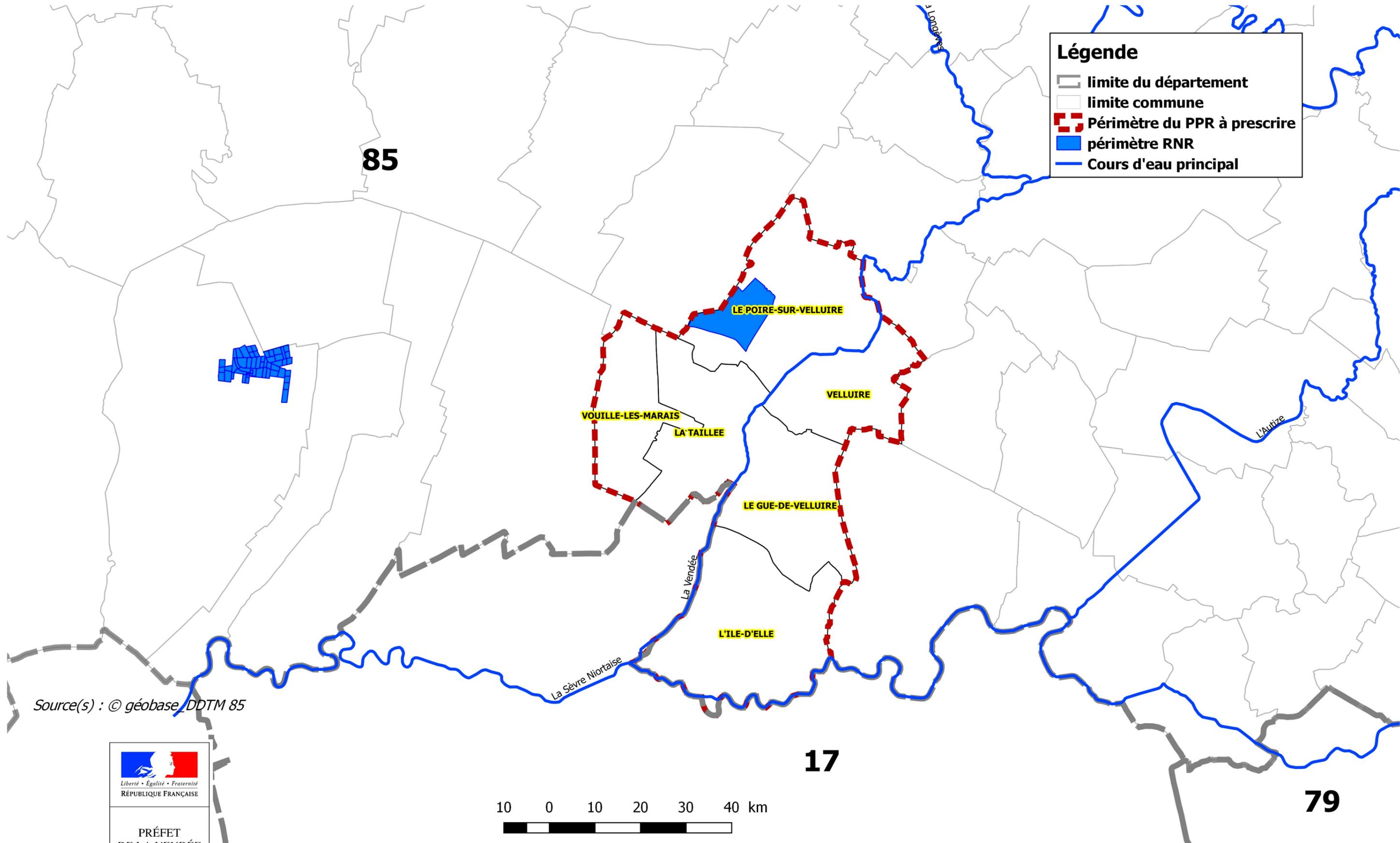
Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée

# ANNEXE 2



# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## RNR (réserve naturelle régionale-marais communal du Poiré sur Velluire)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périmètre du PPR à prescrire
- périmètre RNR
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase/DDTM 85

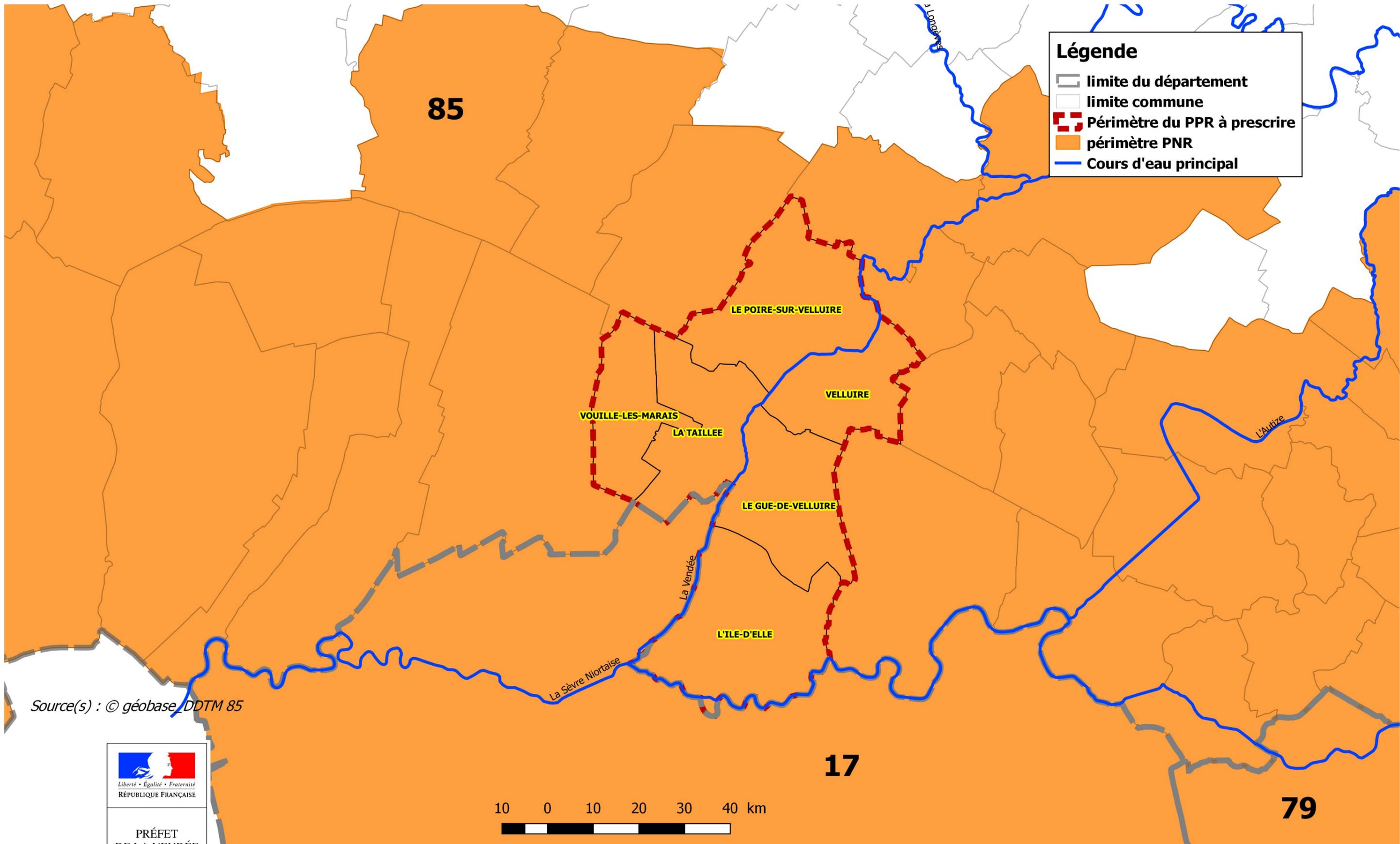
PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## PNR (parcs naturels régionaux)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre PNR
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase/DDTM 85

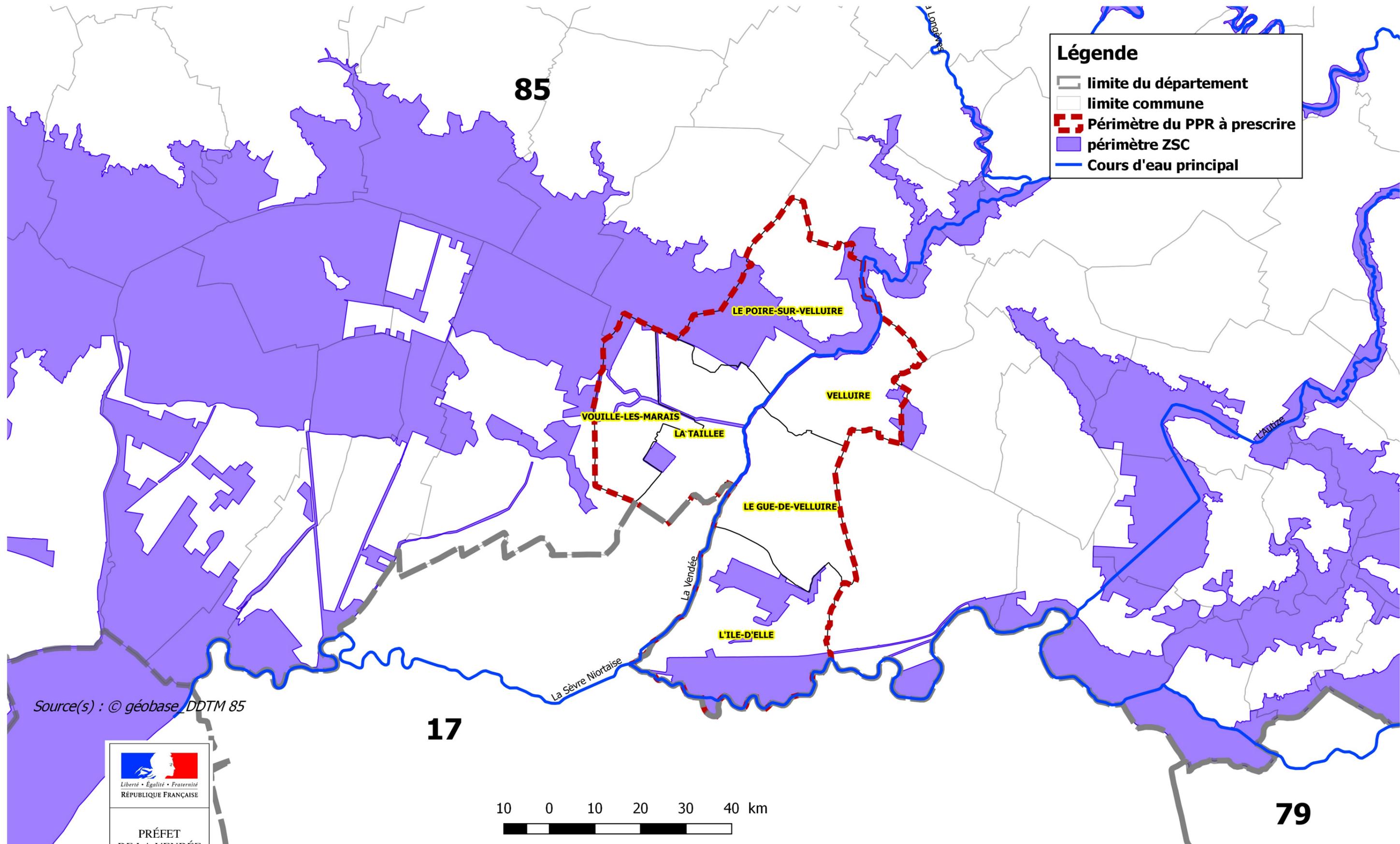
PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## ZSC (zone spéciale de conservation)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre ZSC
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase\_DDTM 85

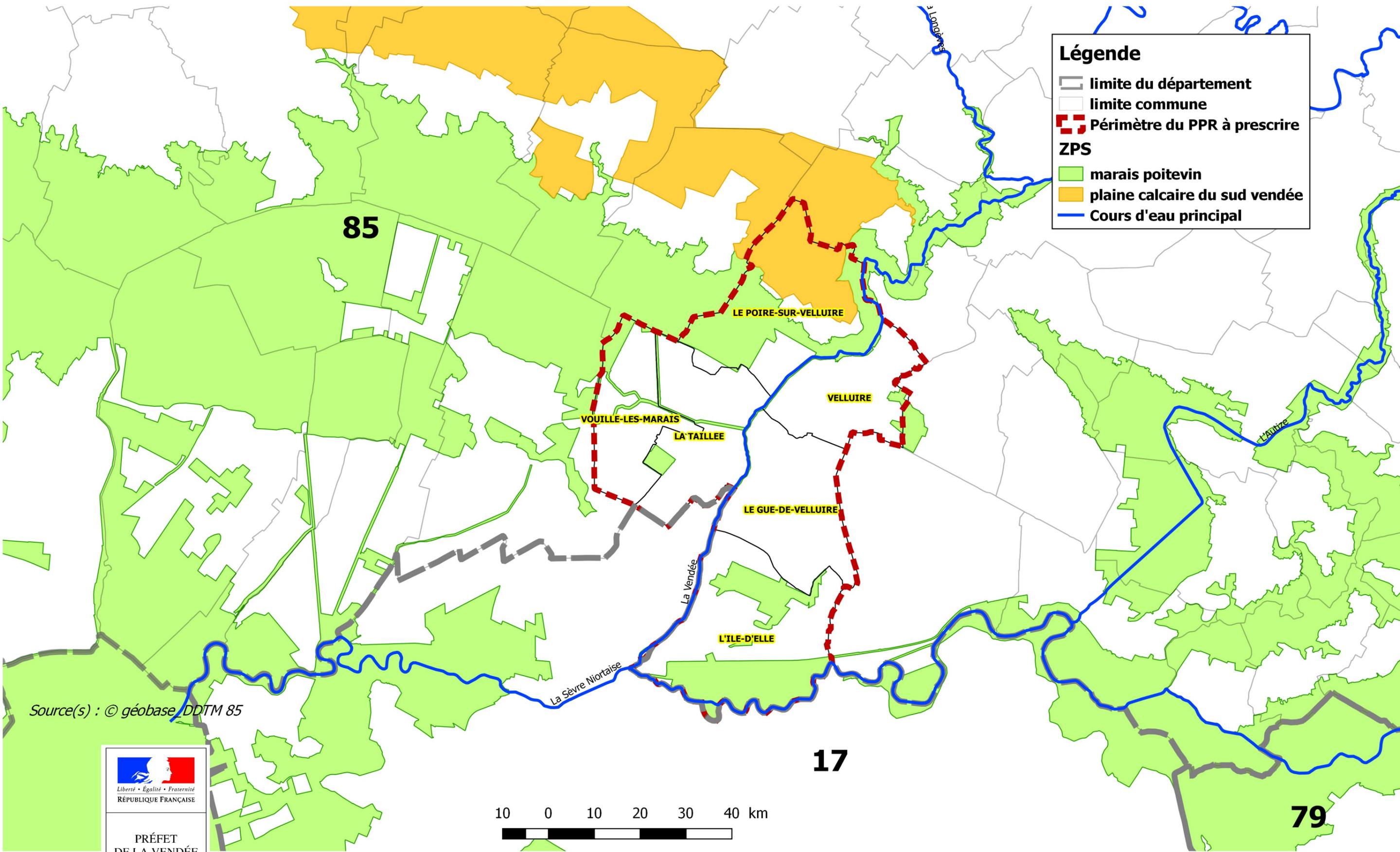
PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

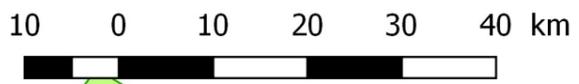
## ZPS (zone de protection spéciale)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- ▬ Périimètre du PPR à prescrire
- ZPS**
- marais poitevin
- plaine calcaire du sud vendée
- Cours d'eau principal

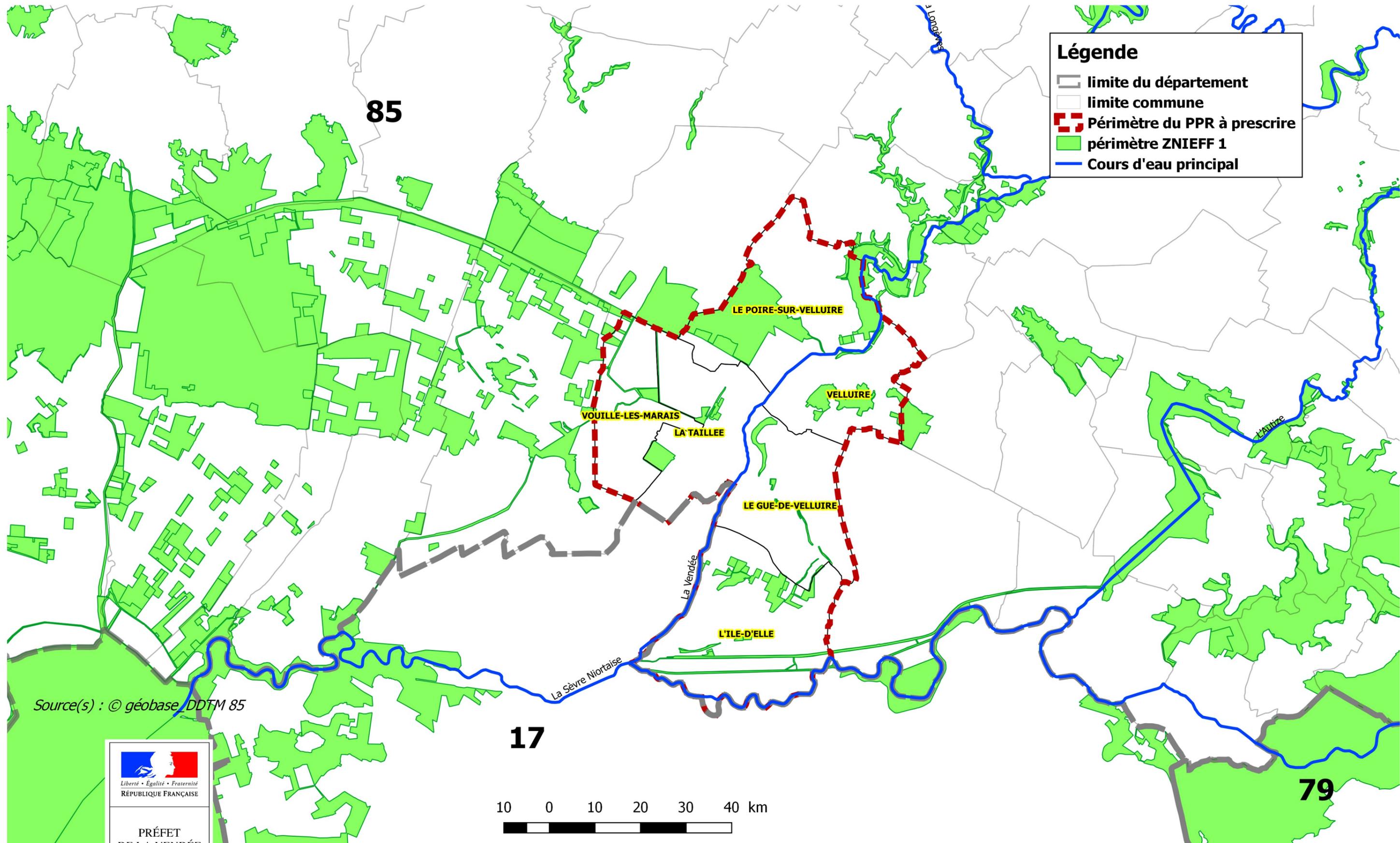
Source(s) : © géobase DDTM 85



Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

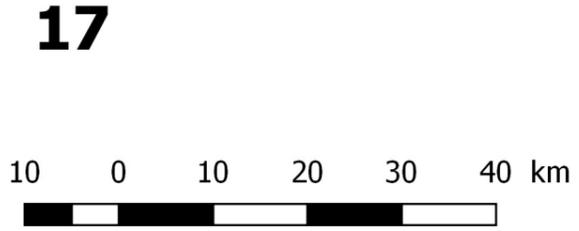
## ZNIEFF 1 (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre ZNIEFF 1
- Cours d'eau principal

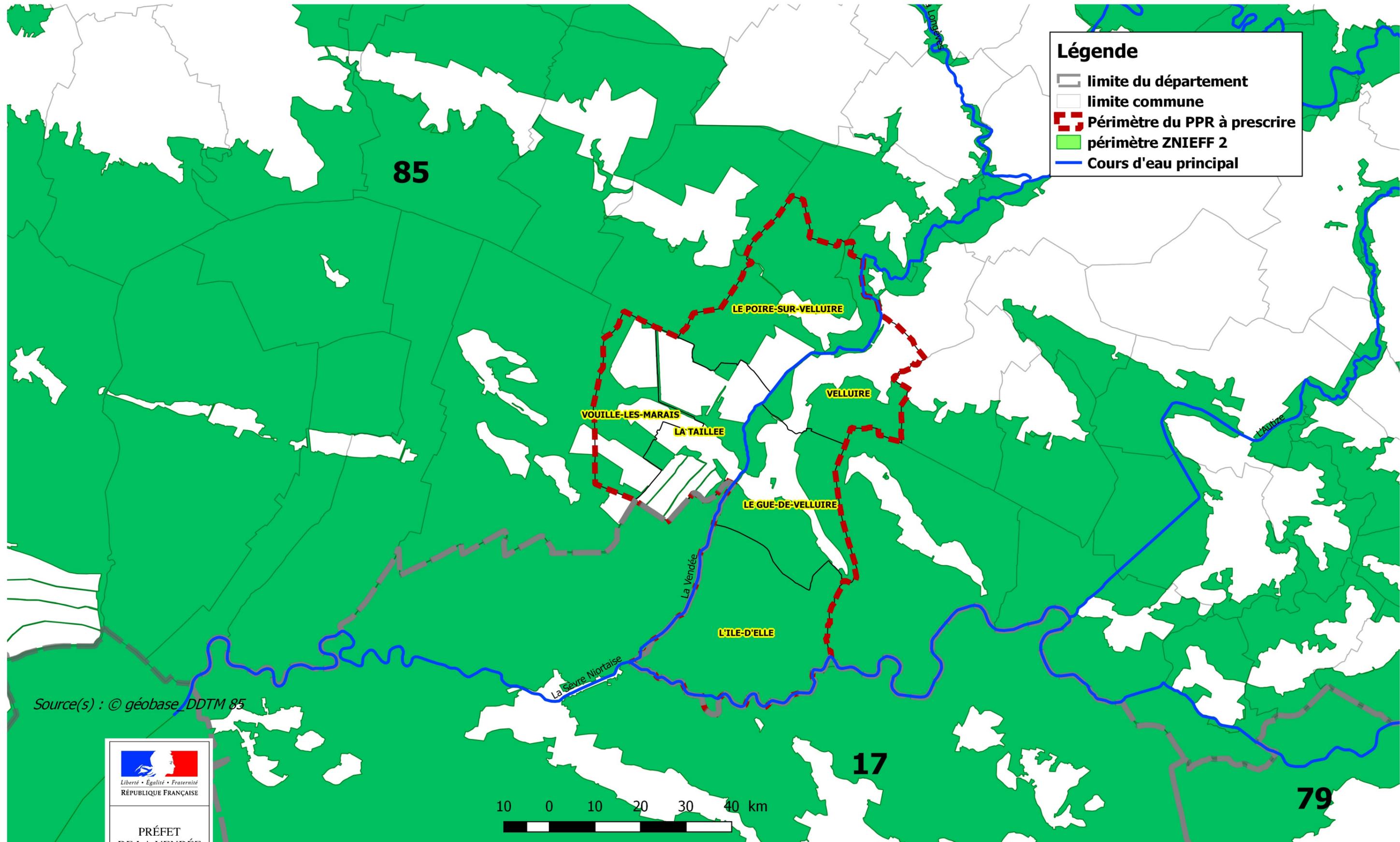
Source(s) : © géobase DDTM 85



Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## ZNIEFF 2 (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- ▬ Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre ZNIEFF 2
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase\_DDTM 85

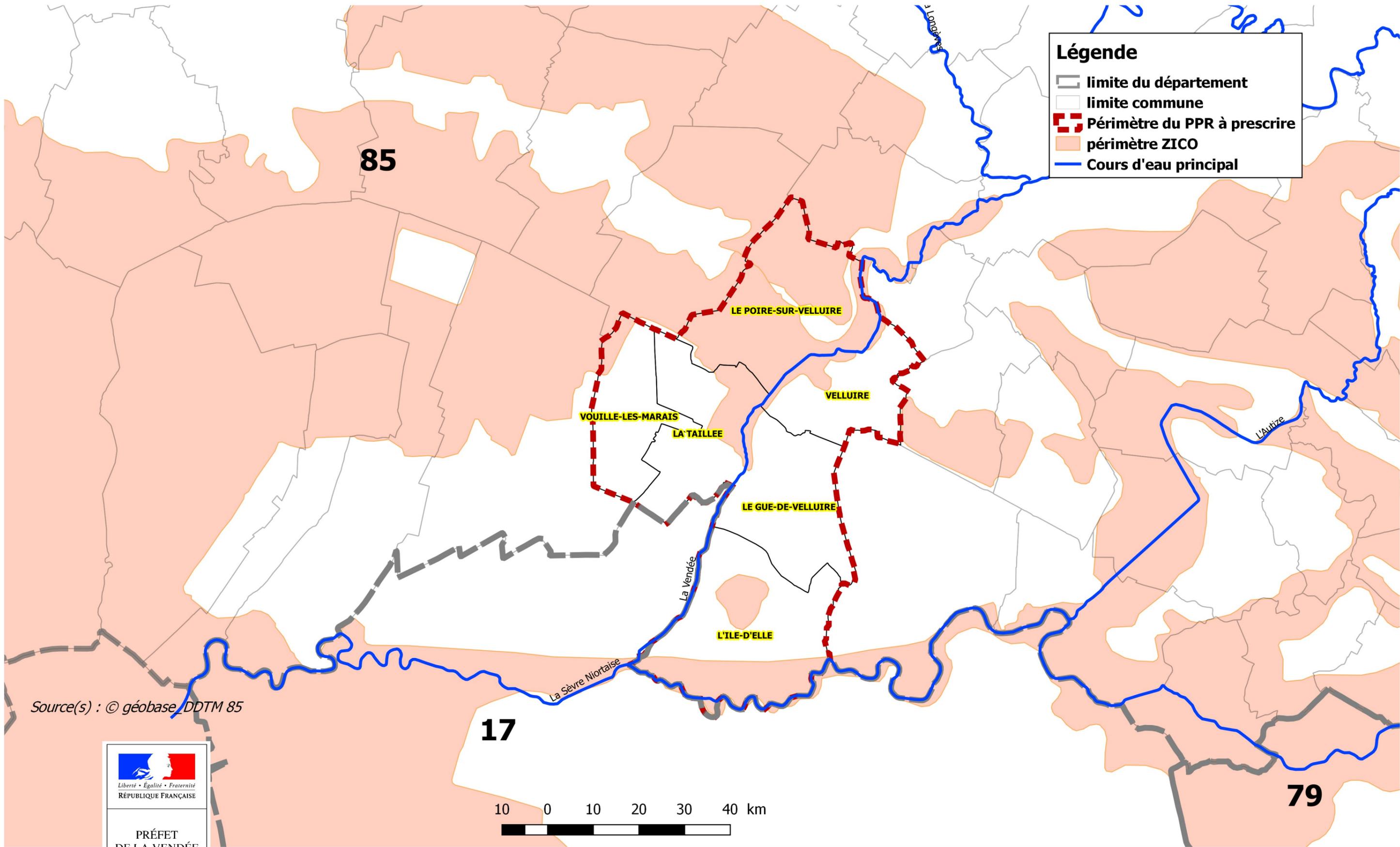
PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux)



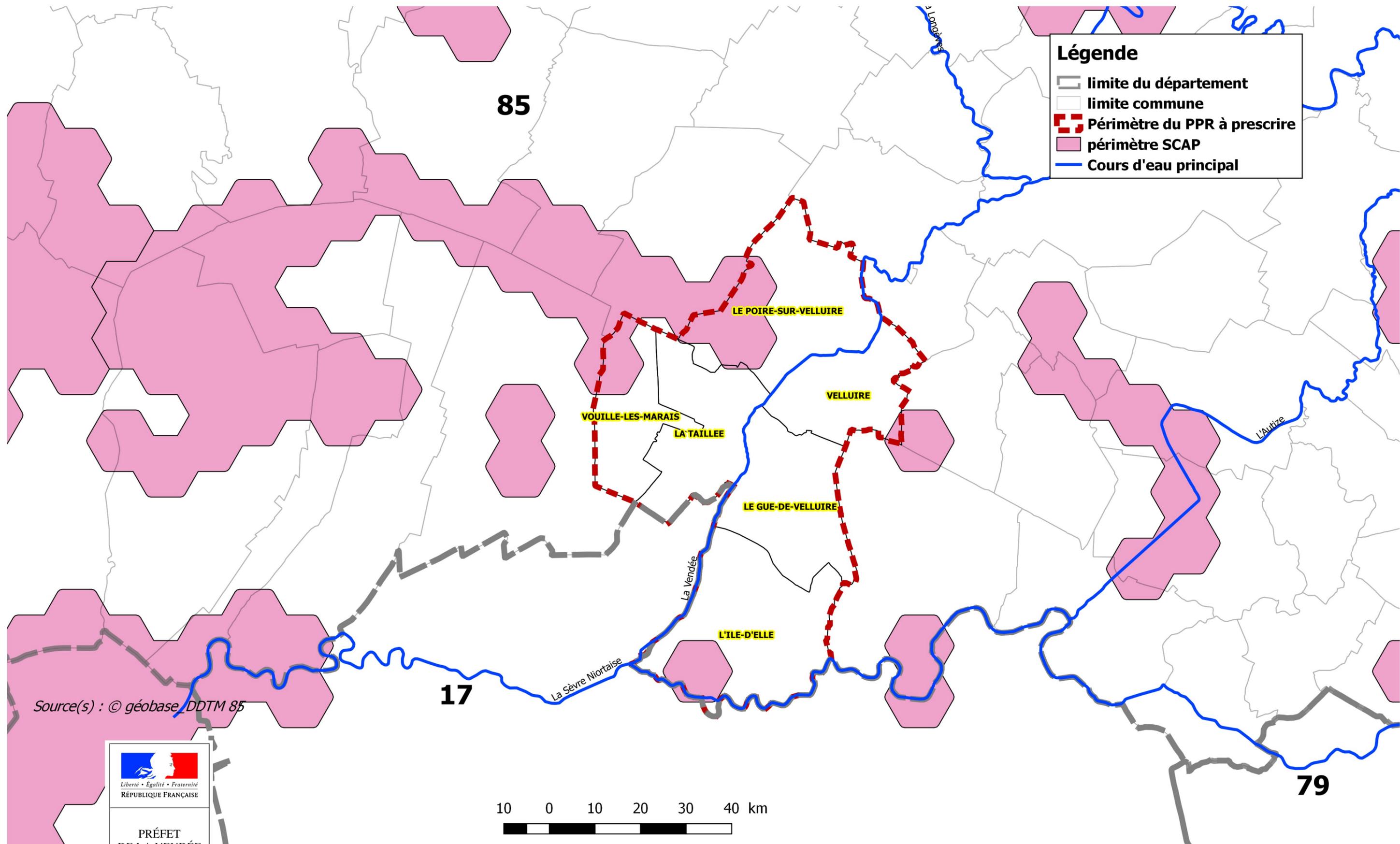
Source(s) : © géobase/DDTM 85



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

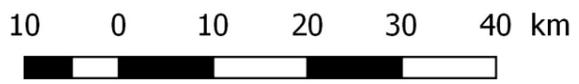
## SCAP (stratégie de création d'aires protégées)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre SCAP
- Cours d'eau principal

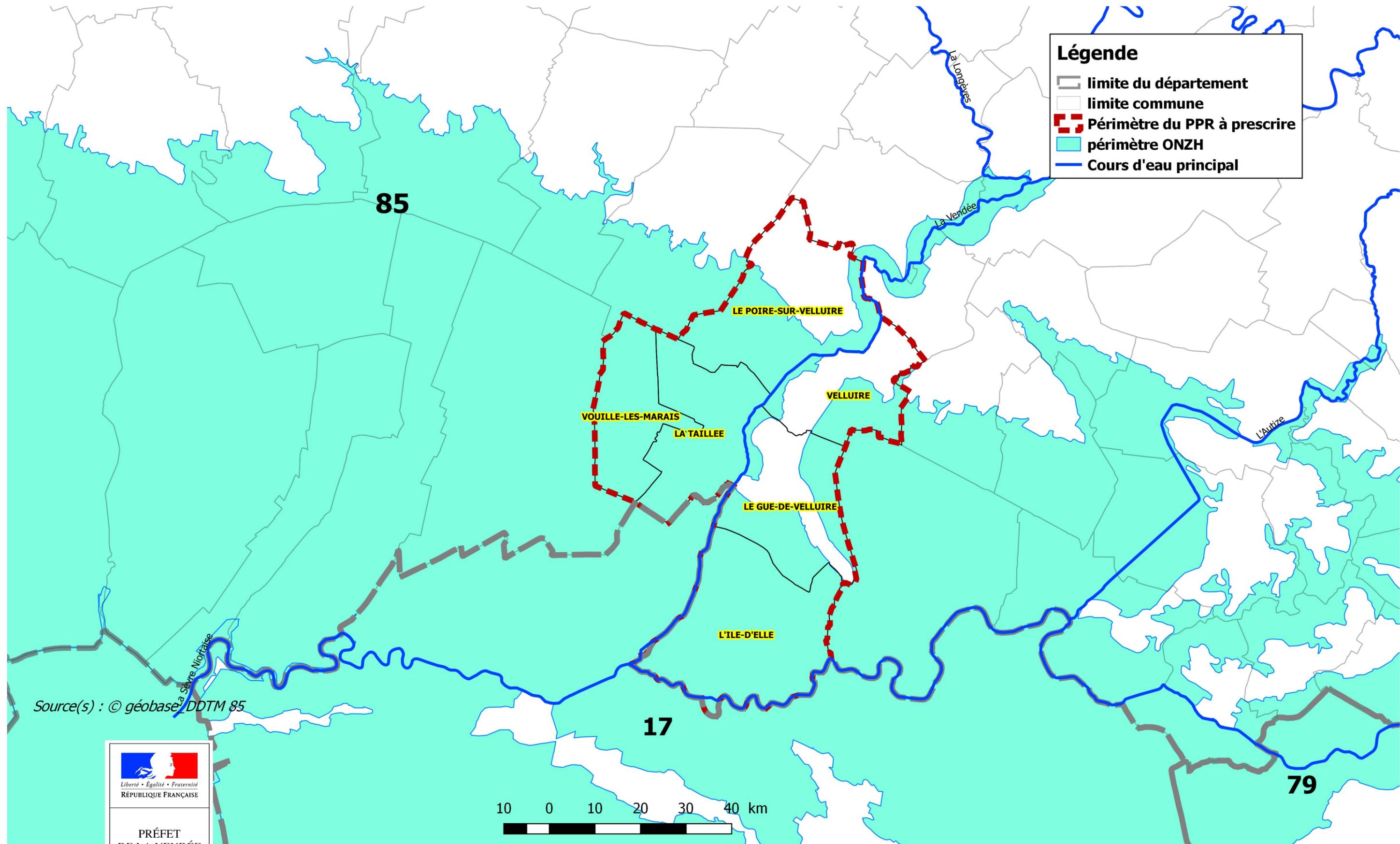
Source(s) : © géobase\_DDTM 85



Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## ONZH (zone humide d'importance majeure)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- périmètre ONZH
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase / DDTM 85

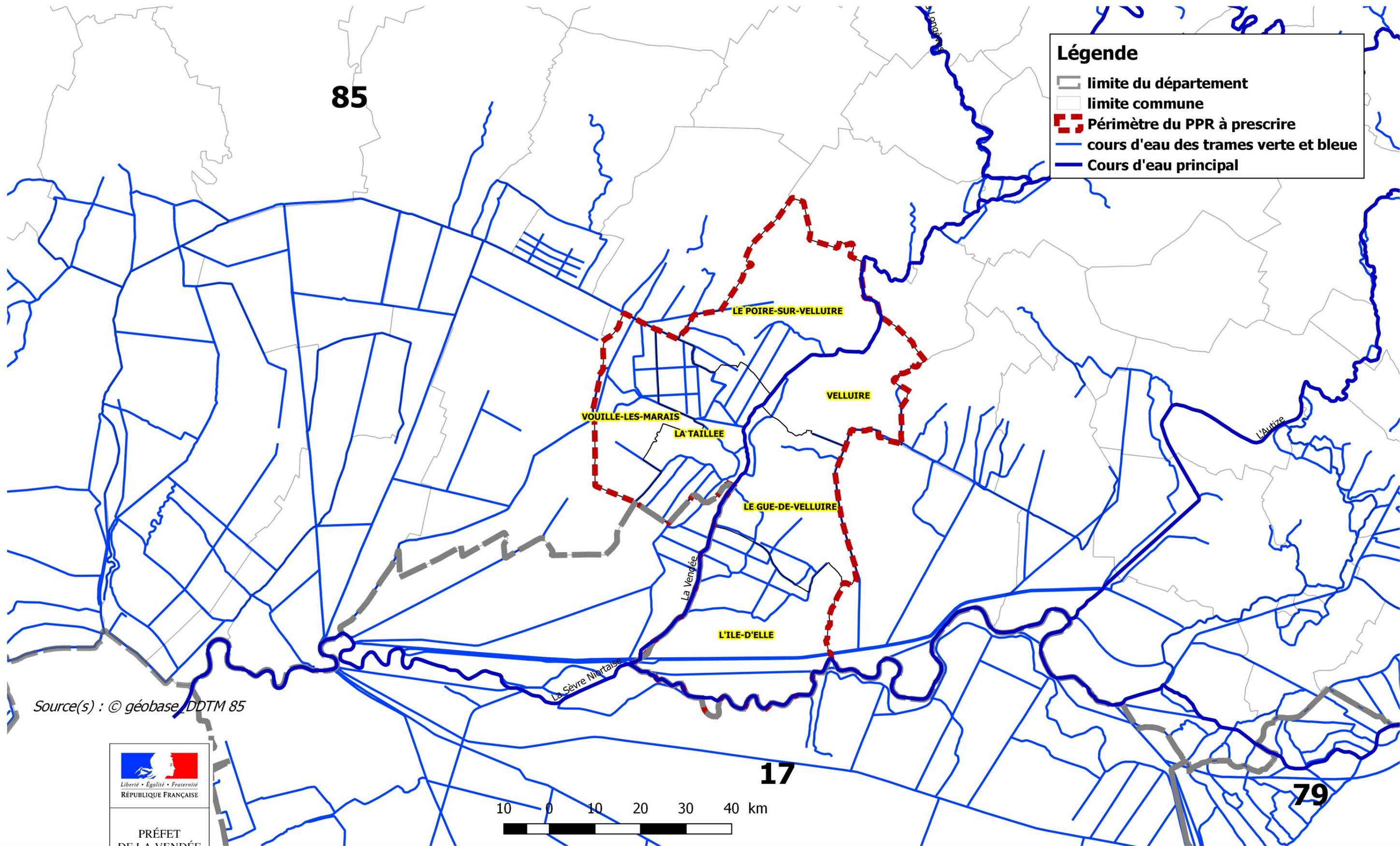
PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Vendée

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## SRCE (cours d'eau des trames verte et bleue)



**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périimètre du PPR à prescrire
- cours d'eau des trames verte et bleue
- Cours d'eau principal

Source(s) : © géobase DDTM 85

PRÉFET  
DE LA VENDÉE



# ANNEXE 3





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune du Gué-de-Velluire (85105)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune du Gué-de-Velluire (85105)

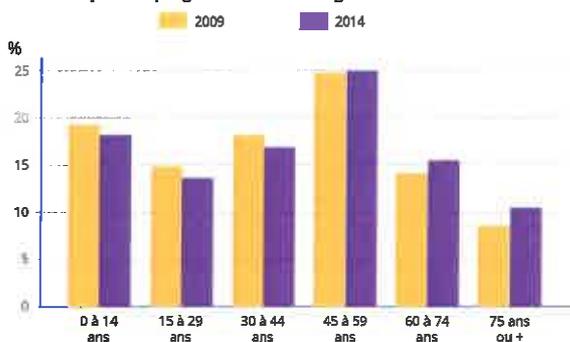
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>539</b>	<b>100,0</b>	<b>544</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	98	18,2	105	19,3
15 à 29 ans	74	13,7	81	14,9
30 à 44 ans	91	16,9	99	18,2
45 à 59 ans	135	25,0	135	24,8
60 à 74 ans	84	15,6	77	14,2
75 ans ou plus	57	10,6	47	8,6

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

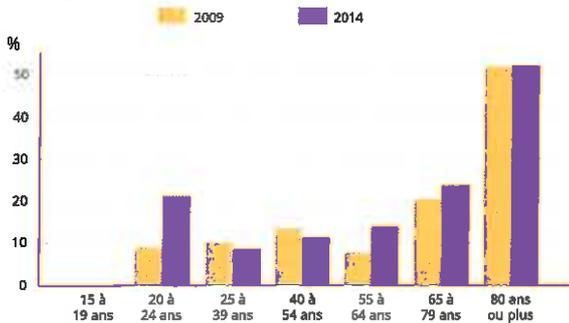
	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>275</b>	<b>100,0</b>	<b>264</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	53	19,3	45	17,0
15 à 29 ans	42	15,3	32	12,1
30 à 44 ans	41	14,9	50	18,9
45 à 59 ans	69	25,1	66	25,0
60 à 74 ans	46	16,7	38	14,4
75 à 89 ans	24	8,7	29	11,0
90 ans ou plus	0	0,0	4	1,5
0 à 19 ans	68	24,7	56	21,2
20 à 64 ans	164	59,6	154	58,3
65 ans ou plus	43	15,6	54	20,5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### Couples - Familles - Ménages en 2014 Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

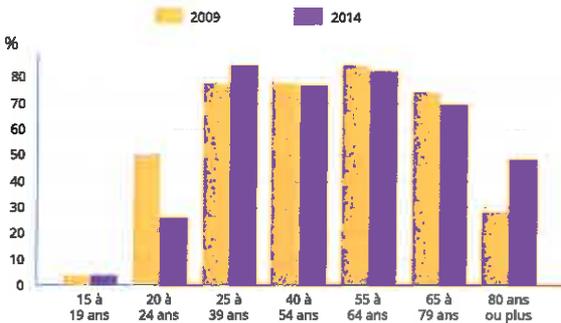
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

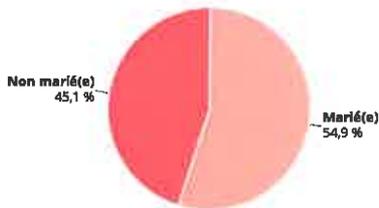
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>344</b>	<b>336</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>70,3</b>	<b>72,9</b>
actifs ayant un emploi en %	60,5	64,9
chômeurs en %	9,9	8,0
<b>Inactifs en %</b>	<b>29,7</b>	<b>27,1</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,4	6,3
retraités ou préretraités en %	12,8	11,6
autres inactifs en %	10,5	9,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

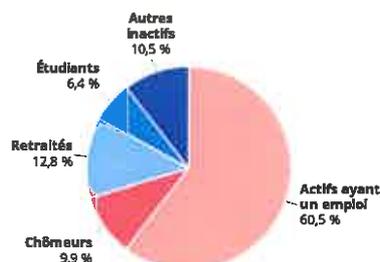
#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>344</b>	<b>242</b>	<b>70,3</b>	<b>208</b>	<b>60,5</b>
15 à 24 ans	45	21	46,7	11	24,4
25 à 54 ans	205	180	87,8	161	78,5
55 à 64 ans	94	41	43,6	36	38,3
<b>Hommes</b>	<b>179</b>	<b>130</b>	<b>72,6</b>	<b>114</b>	<b>63,7</b>
15 à 24 ans	25	12	48,0	7	28,0
25 à 54 ans	103	97	94,2	90	87,4
55 à 64 ans	51	21	41,2	17	33,3
<b>Femmes</b>	<b>165</b>	<b>112</b>	<b>67,9</b>	<b>94</b>	<b>57,0</b>
15 à 24 ans	20	9	45,0	4	20,0
25 à 54 ans	102	83	81,4	71	69,6
55 à 64 ans	43	20	46,5	19	44,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

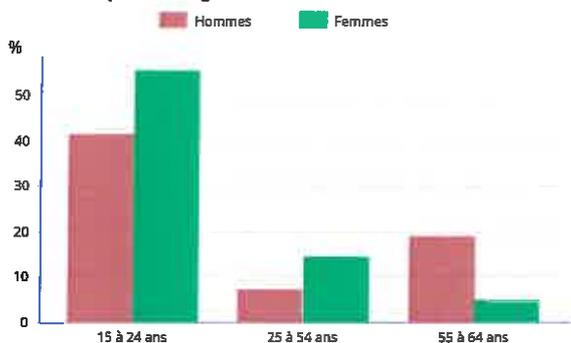
#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>34</b>	<b>27</b>
Taux de chômage en %	14,0	11,0
Taux de chômage des hommes en %	12,3	8,0
Taux de chômage des femmes en %	16,1	15,0
Part des femmes parmi les chômeurs en %	52,9	59,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### EMP T5 - Emploi et activité

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	70	57
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	208	219
Indicateur de concentration d'emploi	33,7	25,9
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	54,9	56,0

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>70</b>	<b>100,0</b>	<b>57</b>	<b>100,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>41</b>	<b>59,1</b>	<b>37</b>	<b>65,1</b>
<i>dont femmes</i>	26	37,7	27	47,6
<i>dont temps partiel</i>	14	19,8	16	28,1
<b>Non-salariés</b>	<b>29</b>	<b>40,9</b>	<b>20</b>	<b>34,9</b>
<i>dont femmes</i>	8	11,4	1	1,8
<i>dont temps partiel</i>	5	7,1	2	3,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

### Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>208</b>	<b>100,0</b>	<b>14,4</b>	<b>45,2</b>
Salarisés	179	86,1	14,5	47,5
Non-salarisés	29	13,9	13,8	31,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>114</b>	<b>100</b>	<b>94</b>	<b>100</b>
<b>Salarisés</b>	<b>94</b>	<b>82,5</b>	<b>85</b>	<b>90,4</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	78	68,4	70	74,5
<i>Contrats à durée déterminée</i>	10	8,8	13	13,8
<i>Intérim</i>	6	5,3	1	1,1
<i>Emplois aidés</i>	0	0,0	1	1,1
<i>Apprentissage - Stage</i>	0	0,0	0	0,0
<b>Non-Salarisés</b>	<b>20</b>	<b>17,5</b>	<b>9</b>	<b>9,6</b>
<i>Indépendants</i>	9	7,9	5	5,3
<i>Employeurs</i>	11	9,6	4	4,3
<i>Aides familiaux</i>	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T3 - Salarisés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>94</b>	<b>3,2</b>	<b>85</b>	<b>27,1</b>
<i>15 à 24 ans</i>	7	14,3	4	0,0
<i>25 à 54 ans</i>	71	1,4	63	23,8
<i>55 à 64 ans</i>	16	6,3	18	44,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

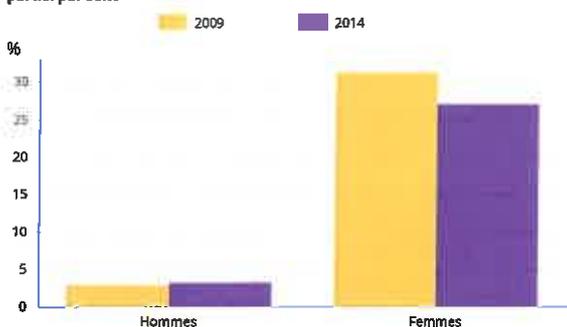
#### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>208</b>	<b>100</b>	<b>219</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	38	18,3	36	16,4
dans une commune autre que la commune de résidence	170	81,7	183	83,6

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

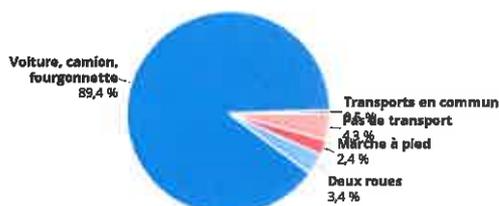
ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014 Commune du Gué-de-Velluire (85105)

### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>306</b>	<b>100,0</b>	<b>284</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	240	78,4	234	82,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	27	8,8	33	11,6
Logements vacants	39	12,7	17	6,0
Maisons	297	97,1	270	95,1
Appartements	6	2,0	11	3,9

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>240</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	0	0,0	3	1,3
2 pièces	10	4,2	3	1,3
3 pièces	40	16,7	34	14,5
4 pièces	75	31,3	62	26,5
5 pièces ou plus	115	47,9	132	56,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,7</b>	<b>4,9</b>
maison	4,7	5,0
appartement	3,2	3,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

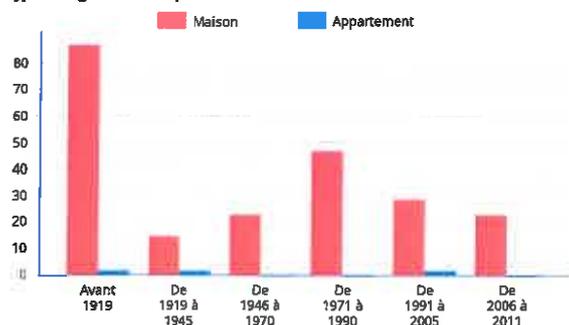
## LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>231</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	90	39,0
De 1919 à 1945	17	7,4
De 1946 à 1970	23	10,0
De 1971 à 1990	47	20,3
De 1991 à 2005	31	13,4
De 2006 à 2011	23	10,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

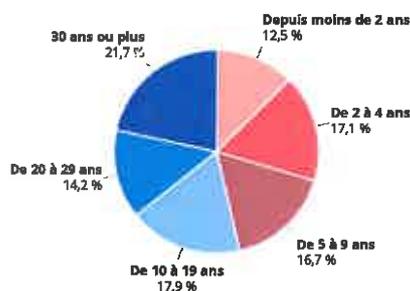
## LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>240</b>	<b>100,0</b>	<b>539</b>	<b>4,7</b>	<b>2,1</b>
Depuis moins de 2 ans	30	12,5	70	4,2	1,8
De 2 à 4 ans	41	17,1	98	4,5	1,9
De 5 à 9 ans	40	16,7	106	4,4	1,7
10 ans ou plus	129	53,8	265	5,0	2,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>240</b>	<b>100,0</b>	<b>539</b>	<b>16,8</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	185	77,1	415	19,9	178	76,1
<i>Locataire</i>	53	22,1	121	5,8	53	22,6
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	17	7,1	31	9,5	20	8,5
<i>Logé gratuitement</i>	2	0,8	3	29,5	3	1,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T8M - Confort des résidences principales

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>240</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	233	97,1	227	97,0
<i>Chauffage central collectif</i>	5	2,1	3	1,3
<i>Chauffage central individuel</i>	81	33,8	92	39,3
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	99	41,3	79	33,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>240</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>	190	79,2	175	74,8
<b>Au moins une voiture</b>	<b>223</b>	<b>92,9</b>	<b>213</b>	<b>91,0</b>
<i>1 voiture</i>	119	49,6	113	48,3
<i>2 voitures ou plus</i>	104	43,3	100	42,7

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

Commune du Gué-de-Velluire (85105)

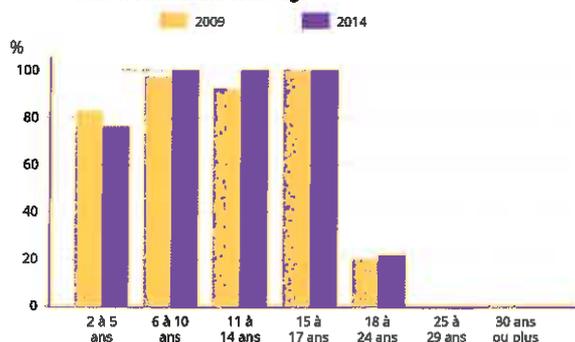
### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	25	19	76,0	78,6	72,7
6 à 10 ans	32	32	100,0	100,0	100,0
11 à 14 ans	26	26	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	18	18	100,0	100,0	100,0
18 à 24 ans	27	6	22,2	15,4	28,6
25 à 29 ans	29	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	367	3	0,8	1,7	0,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

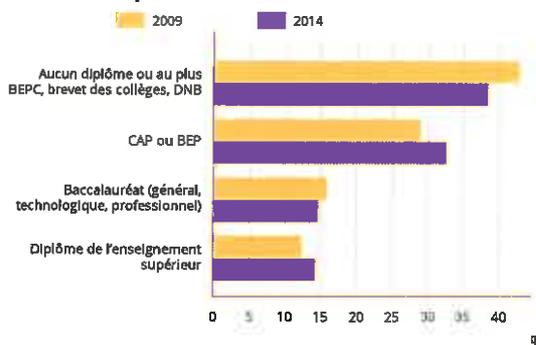
### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>414</b>	<b>205</b>	<b>209</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	38,4	33,7	43,1
d'un CAP ou d'un BEP	32,6	41,5	23,9
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14,7	12,7	16,7
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	14,3	12,2	16,3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune du Gué-de-Velluire (85105)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	523	449	431	435	467	544	539
Densité moyenne (hab/km²)	40,8	35,1	33,6	34,0	36,5	42,5	42,1

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

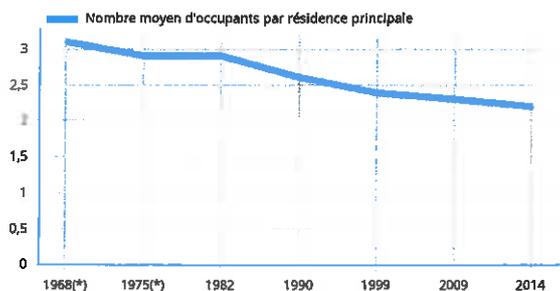
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,2	-0,6	0,1	0,8	1,5	-0,2
due au solde naturel en %	0,0	-0,3	-0,2	-0,6	-0,1	0,6
due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,2	-0,3	0,3	1,4	1,6	-0,7
Taux de natalité (‰)	14,0	13,5	8,1	10,1	10,2	12,2
Taux de mortalité (‰)	14,0	16,8	10,1	15,8	10,8	6,6

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>200</b>	<b>209</b>	<b>208</b>	<b>235</b>	<b>243</b>	<b>284</b>	<b>306</b>
Résidences principales	166	155	149	167	196	234	240
Résidences secondaires et logements occasionnels	24	34	47	39	33	33	27
Logements vacants	10	20	12	29	14	17	39

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

**Tourisme en 2017****Commune du Gué-de-Velluire (85105)****TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017**

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	0	0
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017**

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	0	0
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017**

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	0	0
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	33,3
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	33,3
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	0	0,0

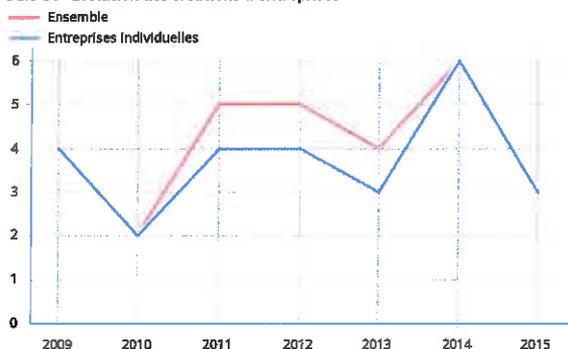
Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Entreprises individuelles créées

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	100,0
Construction	1	100,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	100,0
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	0	

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>20</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	5,0
Construction	2	10,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	7	35,0
Services aux entreprises	3	15,0
Services aux particuliers	7	35,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

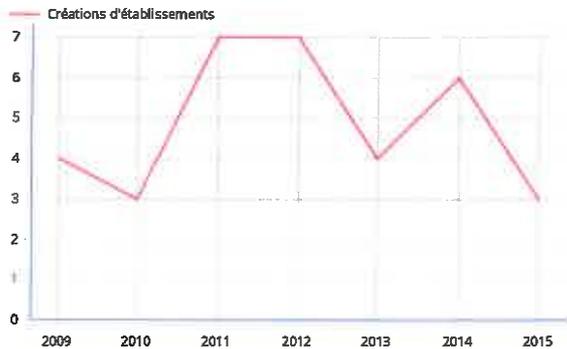
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	33,3
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	33,3
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	0	0,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements

DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>24</b>	<b>100,0</b>
Industrie	5	20,8
Construction	2	8,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	7	29,2
Services aux entreprises	3	12,5
Services aux particuliers	7	29,2

Champ : activités marchandes hors agriculture.

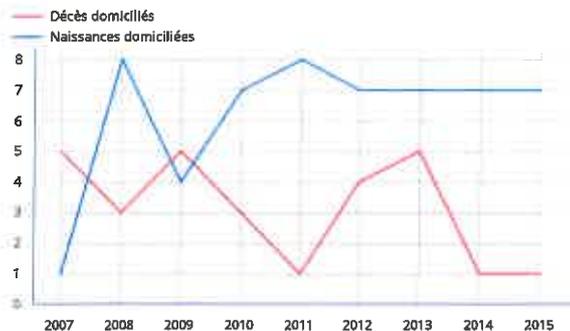
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

Commune du Gué-de-Velluire (85105)

### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>100,0</b>	<b>34</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	12	26,7	9	3	0	0	0
Industrie	3	6,7	3	0	0	0	0
Construction	3	6,7	3	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	19	42,2	15	4	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	5	11,1	4	1	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	8	17,8	4	4	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

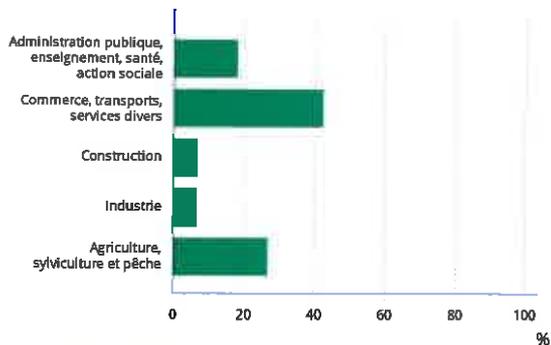
	Total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>22</b>	<b>100,0</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	7	31,8	7	0	0	0	0
Industrie	0	0,0	0	0	0	0	0
Construction	0	0,0	0	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	5	22,7	5	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	1	4,5	1	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	10	45,5	10	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

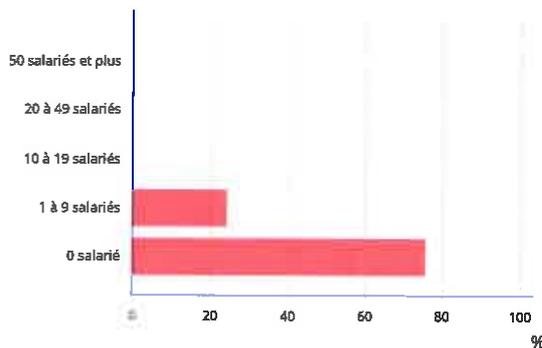


Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

**CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015**

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>100,0</b>	<b>22</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	22	48,9	9	40,9
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	23	51,1	13	59,1
<i>dont domaine public</i>	2	4,4	6	27,3

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

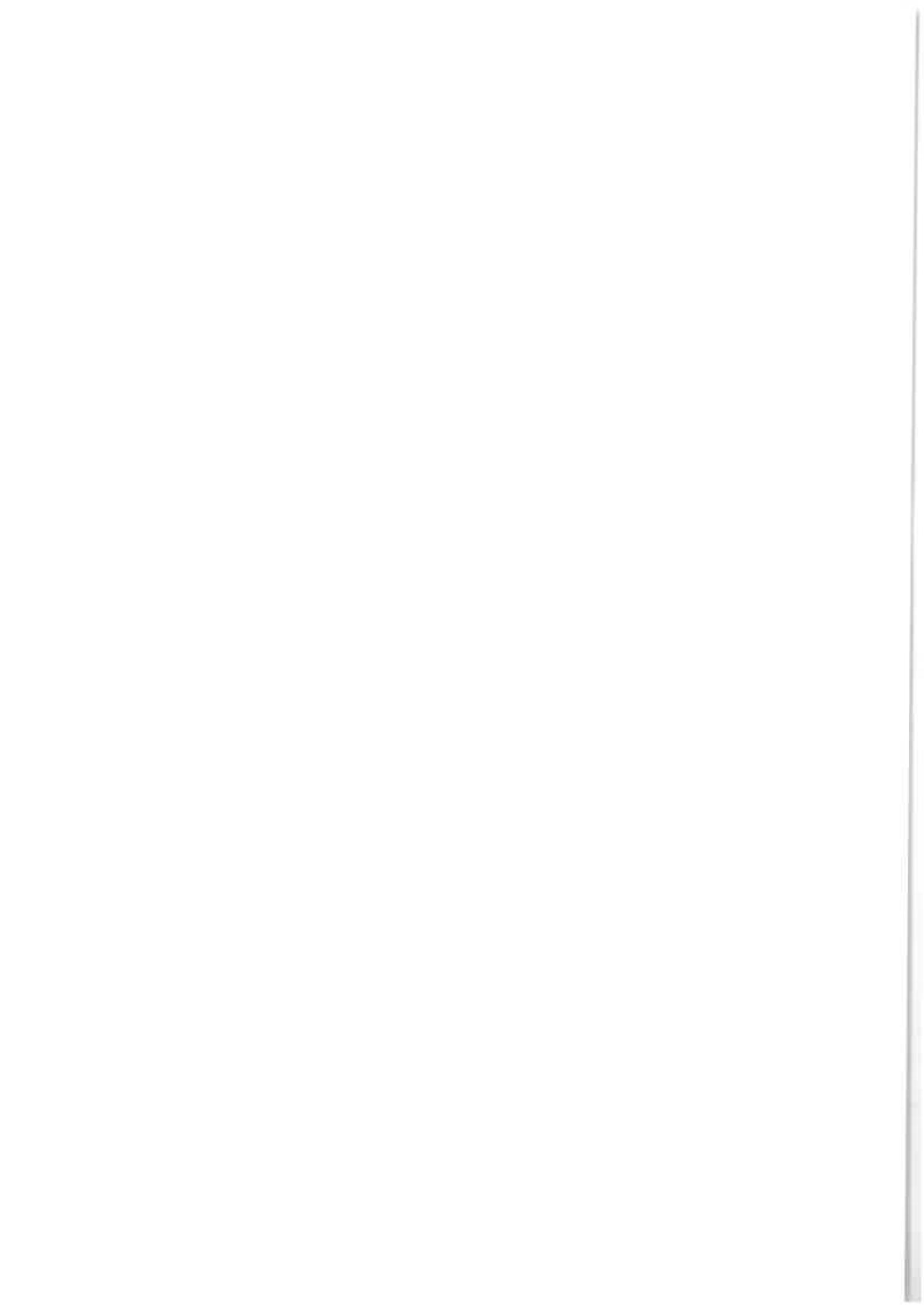
### Commune du Gué-de-Velluire (85105)

#### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	229
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	533,0
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	18 071
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune de l'Île-d'Elle (85111)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune de l'Île-d'Elle (85111)

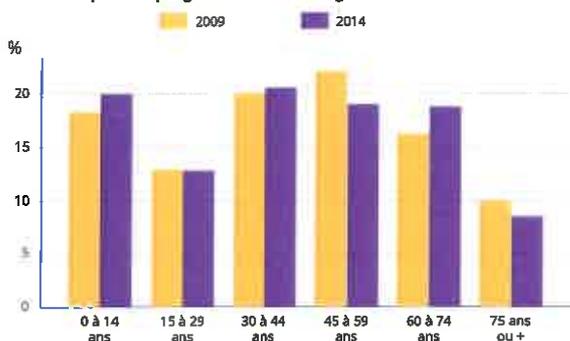
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>1 540</b>	<b>100,0</b>	<b>1 421</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	308	20,0	261	18,4
15 à 29 ans	198	12,8	185	13,0
30 à 44 ans	319	20,7	286	20,1
45 à 59 ans	294	19,1	315	22,2
60 à 74 ans	290	18,8	231	16,3
75 ans ou plus	131	8,5	143	10,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

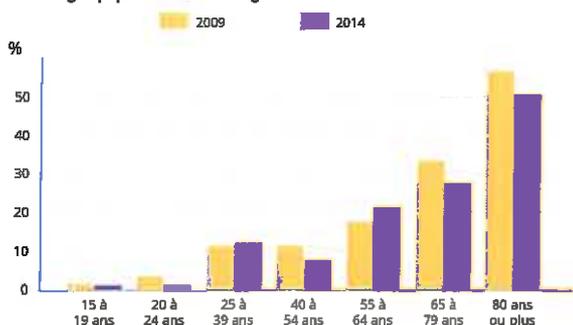
	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>742</b>	<b>100,0</b>	<b>798</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	147	19,9	161	20,2
15 à 29 ans	99	13,4	98	12,3
30 à 44 ans	156	21,0	164	20,5
45 à 59 ans	144	19,4	149	18,7
60 à 74 ans	145	19,6	144	18,1
75 à 89 ans	49	6,6	74	9,2
90 ans ou plus	1	0,1	7	0,9
0 à 19 ans	196	26,3	197	24,6
20 à 64 ans	419	56,4	437	54,8
65 ans ou plus	128	17,2	164	20,5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### Couples - Familles - Ménages en 2014 Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

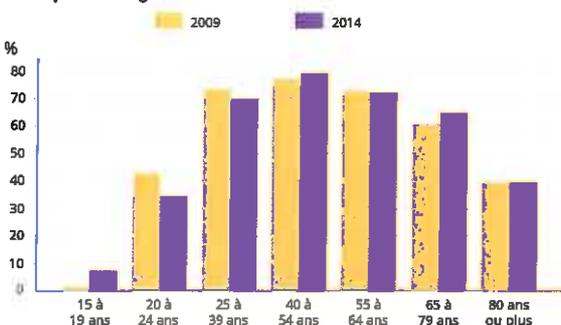
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

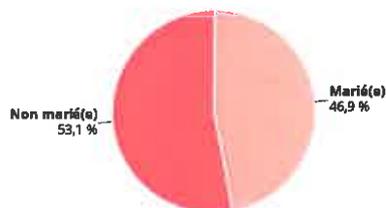
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>940</b>	<b>885</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>72,4</b>	<b>69,6</b>
actifs ayant un emploi en %	61,8	64,0
chômeurs en %	10,7	5,6
<b>Inactifs en %</b>	<b>27,6</b>	<b>30,4</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,1	5,9
retraités ou préretraités en %	11,7	13,2
autres inactifs en %	9,8	11,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

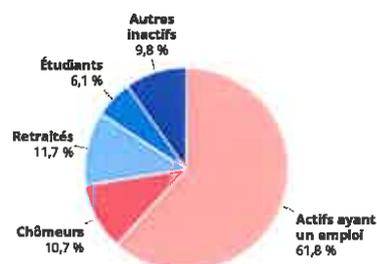
#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>940</b>	<b>681</b>	<b>72,4</b>	<b>581</b>	<b>61,8</b>
15 à 24 ans	140	75	53,3	51	36,5
25 à 54 ans	565	504	89,1	437	77,4
55 à 64 ans	234	102	43,7	92	39,3
<b>Hommes</b>	<b>467</b>	<b>355</b>	<b>76,1</b>	<b>308</b>	<b>66,0</b>
15 à 24 ans	76	44	58,1	34	44,6
25 à 54 ans	274	261	95,1	229	83,6
55 à 64 ans	117	50	43,0	45	38,6
<b>Femmes</b>	<b>473</b>	<b>326</b>	<b>68,8</b>	<b>272</b>	<b>57,6</b>
15 à 24 ans	65	31	47,6	17	27,0
25 à 54 ans	291	243	83,4	208	71,5
55 à 64 ans	118	52	44,3	47	40,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

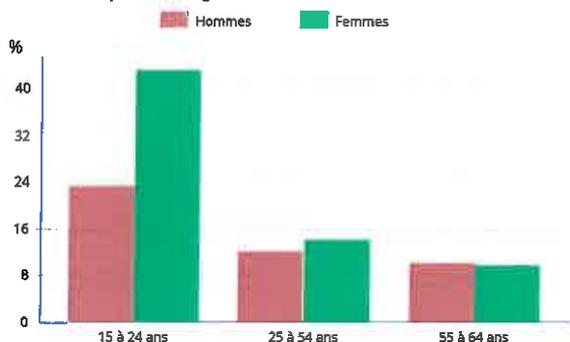
#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>100</b>	<b>50</b>
Taux de chômage en %	14,7	8,1
Taux de chômage des hommes en %	13,3	4,5
Taux de chômage des femmes en %	16,4	12,4
Part des femmes parmi les chômeurs en %	53,1	69,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### EMP T5 - Emploi et activité

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	409	375
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	589	568
Indicateur de concentration d'emploi	69,4	66,0
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	56,0	53,3

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>409</b>	<b>100,0</b>	<b>375</b>	<b>100,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>344</b>	<b>84,1</b>	<b>311</b>	<b>83,0</b>
<i>dont femmes</i>	112	27,5	94	25,1
<i>dont temps partiel</i>	57	13,9	50	13,2
<b>Non-salariés</b>	<b>65</b>	<b>15,9</b>	<b>64</b>	<b>17,0</b>
<i>dont femmes</i>	24	6,0	24	6,5
<i>dont temps partiel</i>	3	0,8	13	3,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>589</b>	<b>100,0</b>	<b>18,4</b>	<b>46,8</b>
Salariés	498	84,5	20,2	48,8
Non-salariés	91	15,5	9,0	36,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>313</b>	<b>100</b>	<b>275</b>	<b>100</b>
<b>Salariés</b>	<b>255</b>	<b>81,4</b>	<b>243</b>	<b>88,1</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	219	69,9	204	74,0
<i>Contrats à durée déterminée</i>	13	4,2	31	11,1
<i>Intérim</i>	11	3,6	5	1,9
<i>Emplois aidés</i>	0	0,0	2	0,7
<i>Apprentissage - Stage</i>	11	3,6	1	0,4
<b>Non-Salariés</b>	<b>58</b>	<b>18,6</b>	<b>33</b>	<b>11,9</b>
<i>Indépendants</i>	25	7,8	18	6,7
<i>Employeurs</i>	32	10,1	11	4,1
<i>Aides familiaux</i>	2	0,7	3	1,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>252</b>	<b>4,5</b>	<b>240</b>	<b>35,0</b>
<i>15 à 24 ans</i>	30	10,3	17	41,2
<i>25 à 54 ans</i>	193	3,7	182	32,0
<i>55 à 64 ans</i>	30	3,4	40	46,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

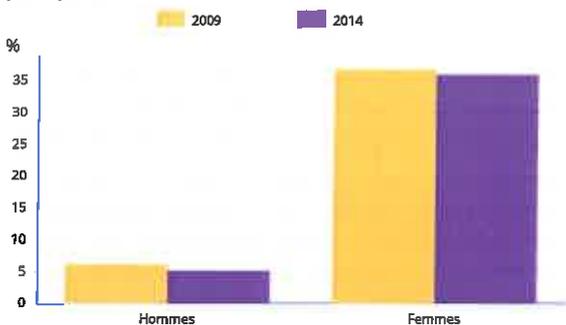
#### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>589</b>	<b>100</b>	<b>568</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	157	26,6	156	27,5
dans une commune autre que la commune de résidence	432	73,4	412	72,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

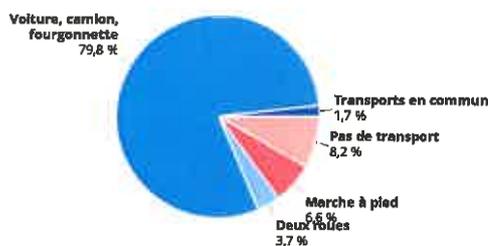
ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014 Commune de l'Île-d'Elle (85111)

### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>843</b>	<b>100,0</b>	<b>792</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	669	79,4	640	80,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	84	10,0	96	12,2
Logements vacants	90	10,6	55	7,0
Maisons	809	96,0	753	95,1
Appartements	24	2,8	16	2,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>100,0</b>	<b>640</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	4	0,6	6	0,9
2 pièces	34	5,1	44	6,8
3 pièces	105	15,8	113	17,7
4 pièces	232	34,8	216	33,7
5 pièces ou plus	293	43,8	261	40,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>
maison	4,5	4,4
appartement	2,9	2,6

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

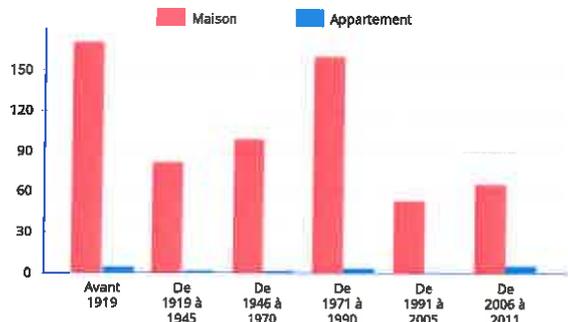
### LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>657</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	177	26,9
De 1919 à 1945	84	12,8
De 1946 à 1970	101	15,4
De 1971 à 1990	167	25,4
De 1991 à 2005	55	8,4
De 2006 à 2011	73	11,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

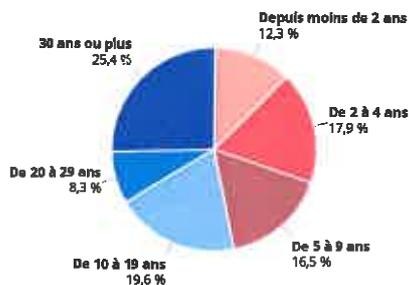
### LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>100,0</b>	<b>1 536</b>	<b>4,4</b>	<b>1,9</b>
Depuis moins de 2 ans	82	12,3	184	3,9	1,7
De 2 à 4 ans	120	17,9	296	4,1	1,6
De 5 à 9 ans	111	16,5	318	4,6	1,6
10 ans ou plus	356	53,3	737	4,6	2,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014			2009		
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>100,0</b>	<b>1 536</b>	<b>17,1</b>	<b>640</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	505	75,5	1 177	20,2	484	75,6
<i>Locataire</i>	145	21,7	332	5,9	138	21,5
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	33	4,9	81	9,0	21	3,3
<i>Logé gratuitement</i>	18	2,8	28	21,6	18	2,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T8M - Confort des résidences principales

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>100,0</b>	<b>640</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	642	96,0	617	96,4
<i>Chauffage central collectif</i>	1	0,2	5	0,8
<i>Chauffage central individuel</i>	265	39,7	375	58,5
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	250	37,4	159	24,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>100,0</b>	<b>640</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé ou stationnement</i>	488	73,0	425	66,5
<b>Au moins une voiture</b>	<b>605</b>	<b>90,5</b>	<b>558</b>	<b>87,2</b>
<i>1 voiture</i>	326	48,7	307	47,9
<i>2 voitures ou plus</i>	280	41,8	251	39,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

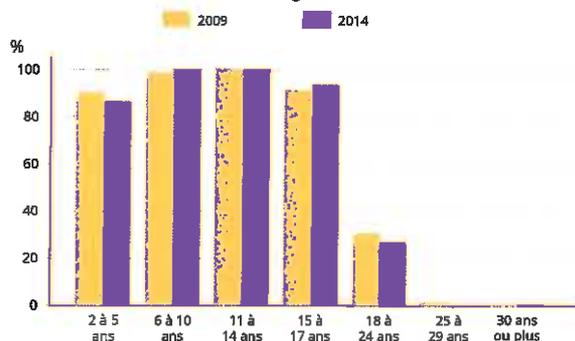
#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	83	72	86,4	82,1	90,5
6 à 10 ans	103	103	100,0	100,0	100,0
11 à 14 ans	88	88	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	49	46	93,7	96,4	90,0
18 à 24 ans	91	25	27,0	26,1	27,9
25 à 29 ans	57	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	1 034	7	0,7	0,8	0,6

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

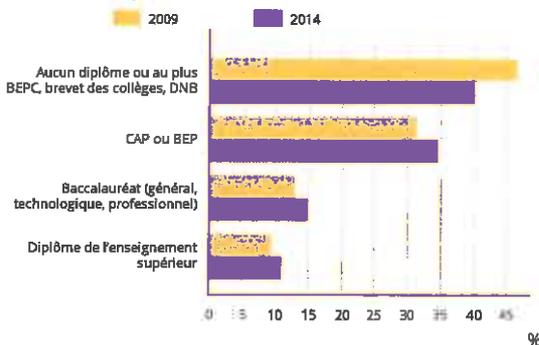
#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>1 154</b>	<b>551</b>	<b>603</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	39,8	35,5	43,8
d'un CAP ou d'un BEP	34,4	39,0	30,2
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14,8	16,0	13,8
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	10,9	9,5	12,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune de l'Île-d'Elle (85111)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	1 459	1 412	1 357	1 352	1 359	1 421	1 540
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	76,4	74,0	71,1	70,8	71,2	74,4	80,7

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

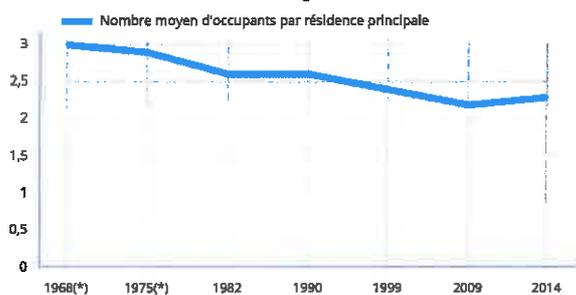
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,5	-0,6	-0,0	0,1	0,4	1,6
due au solde naturel en %	0,1	0,0	-0,2	-0,0	0,2	0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	-0,6	0,1	0,1	0,3	1,2
Taux de natalité (‰)	14,3	12,7	11,1	10,7	10,3	13,1
Taux de mortalité (‰)	13,4	12,4	13,0	10,8	8,7	9,3

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>549</b>	<b>624</b>	<b>633</b>	<b>720</b>	<b>710</b>	<b>792</b>	<b>843</b>
Résidences principales	491	492	526	521	556	640	669
Résidences secondaires et logements occasionnels	22	72	65	134	91	96	84
Logements vacants	36	60	42	65	63	55	90

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

## Tourisme en 2017

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

#### TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	<b>1</b>	<b>36</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	1	36
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

#### TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

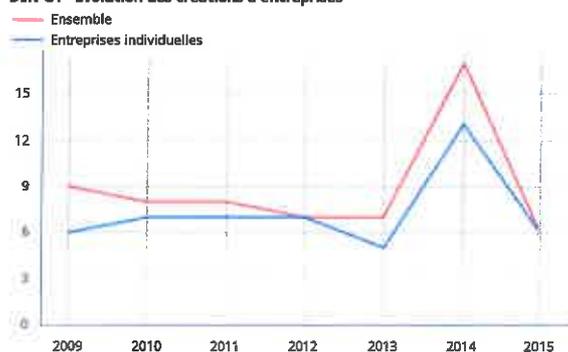
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>6</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	0	0,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	2	33,3
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	4	66,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>6</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	
Construction	0	
Commerce, transport, hébergement et restauration	2	100,0
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	4	100,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>60</b>	<b>100,0</b>
Industrie	6	10,0
Construction	15	25,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	24	40,0
Services aux entreprises	6	10,0
Services aux particuliers	9	15,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

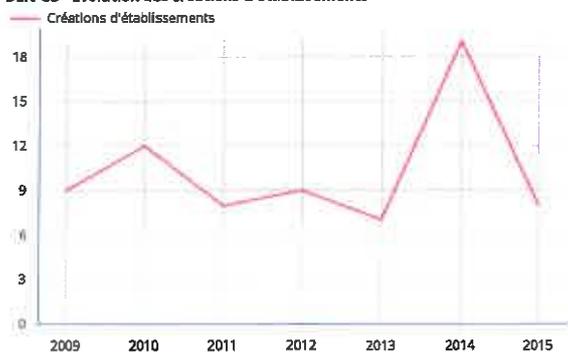
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>8</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	12,5
Construction	0	0,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	2	25,0
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	5	62,5

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements

DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>70</b>	<b>100,0</b>
Industrie	6	8,6
Construction	15	21,4
Commerce, transport, hébergement et restauration	28	40,0
Services aux entreprises	11	15,7
Services aux particuliers	10	14,3

Champ : activités marchandes hors agriculture.

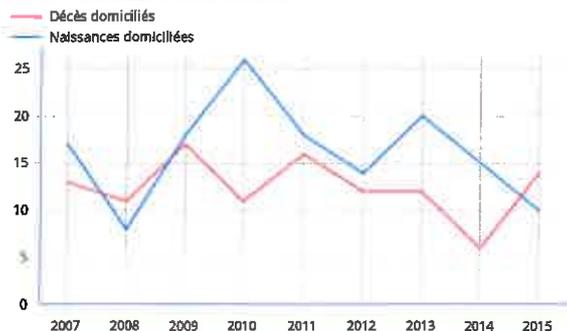
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

### Commune de l'Île-d'Elle (85111)

#### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>105</b>	<b>100,0</b>	<b>83</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	18	17,1	13	5	0	0	0
Industrie	8	7,6	4	3	0	0	1
Construction	15	14,3	12	3	0	0	0
Commerce, transports, services divers	53	50,5	47	6	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	25	23,8	21	4	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	11	10,5	7	2	1	1	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

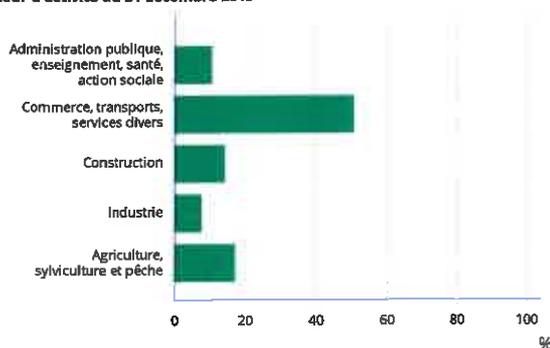
	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>281</b>	<b>100,0</b>	<b>43</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>190</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	5	1,8	5	0	0	0	0
Industrie	197	70,1	7	0	0	0	190
Construction	6	2,1	6	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	13	4,6	13	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	8	2,8	8	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	60	21,4	12	18	30	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

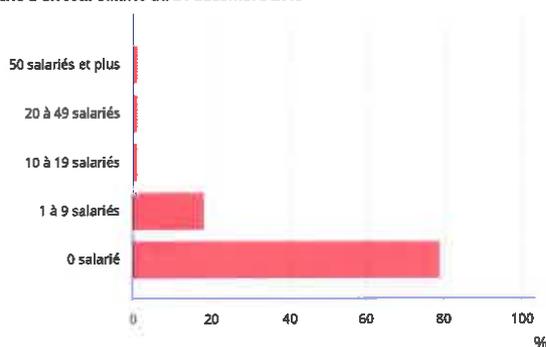


Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>105</b>	<b>100,0</b>	<b>281</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	43	41,0	199	70,8
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	62	59,0	82	29,2
<i>dont domaine public</i>	5	4,8	60	21,4

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

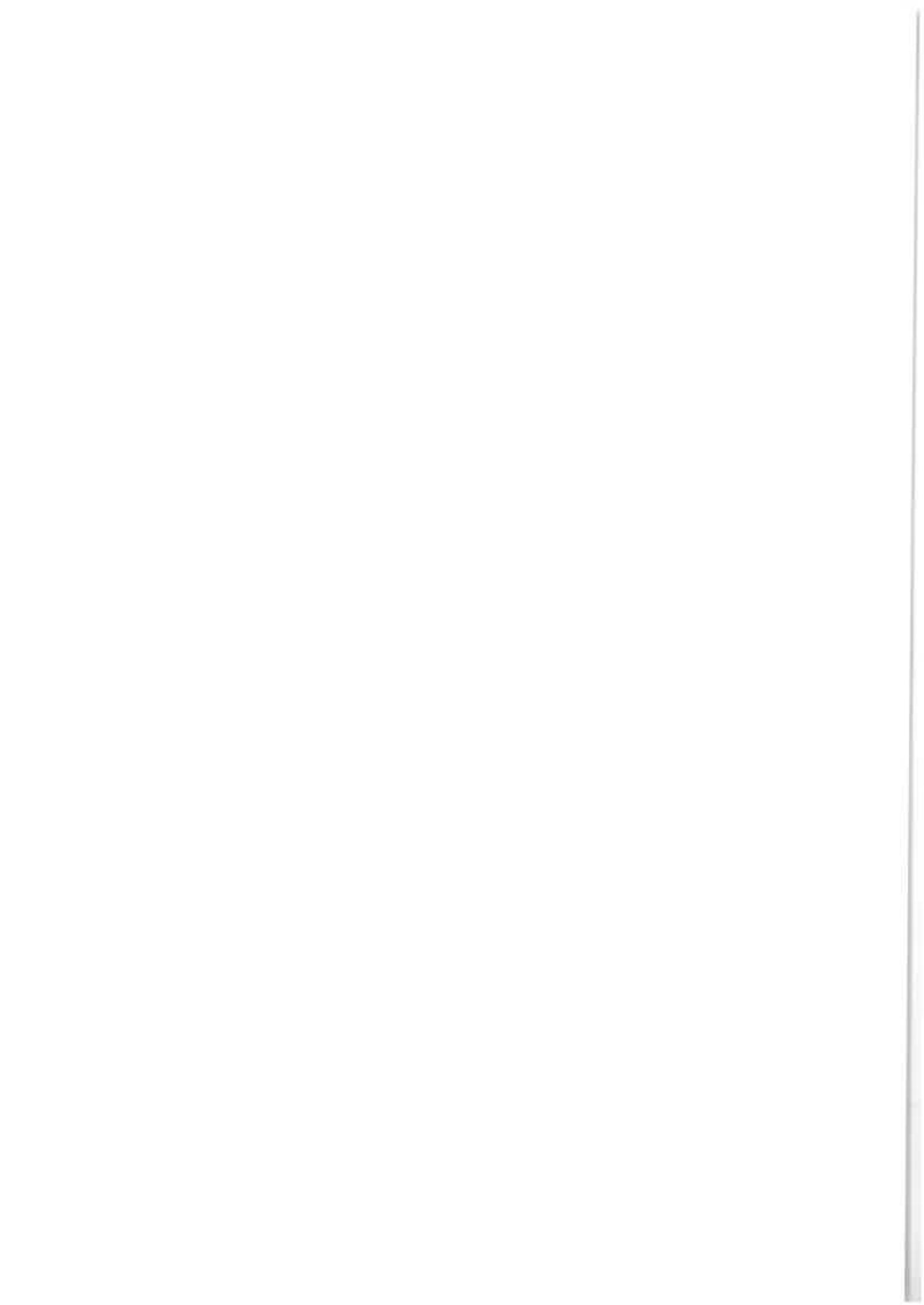
Commune de l'Île-d'Elle (85111)

### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	658
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	1 513,0
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	17 540
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune de la Taillée (85286)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune de la Taillée (85286)

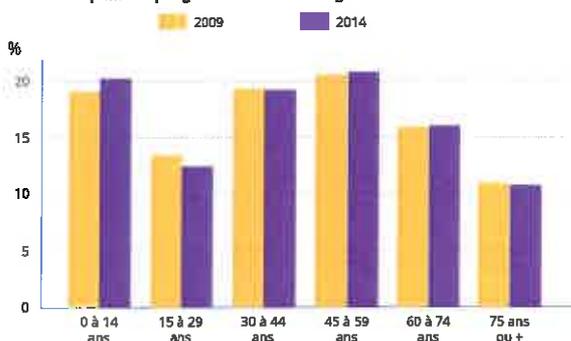
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>566</b>	<b>100,0</b>	<b>534</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	115	20,3	103	19,2
15 à 29 ans	71	12,5	73	13,6
30 à 44 ans	109	19,3	104	19,4
45 à 59 ans	118	20,9	110	20,7
60 à 74 ans	92	16,2	85	16,0
75 ans ou plus	61	10,8	59	11,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

##### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>289</b>	<b>100,0</b>	<b>277</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	62	21,4	53	19,2
15 à 29 ans	37	12,9	33	12,1
30 à 44 ans	52	18,0	57	20,6
45 à 59 ans	61	21,1	57	20,6
60 à 74 ans	47	16,3	44	16,0
75 à 89 ans	29	9,9	29	10,3
90 ans ou plus	1	0,3	3	1,1
0 à 19 ans	80	27,6	65	23,5
20 à 64 ans	149	51,4	149	53,7
65 ans ou plus	61	21,1	63	22,8

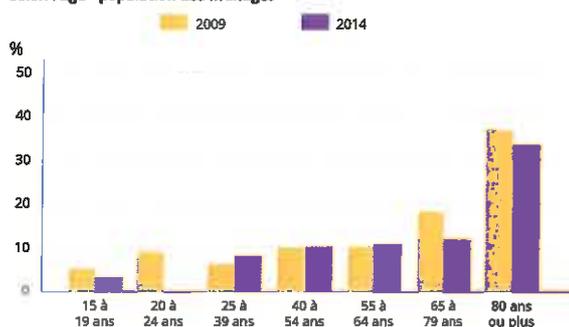
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Couples - Familles - Ménages en 2014

### Commune de la Taillée (85286)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

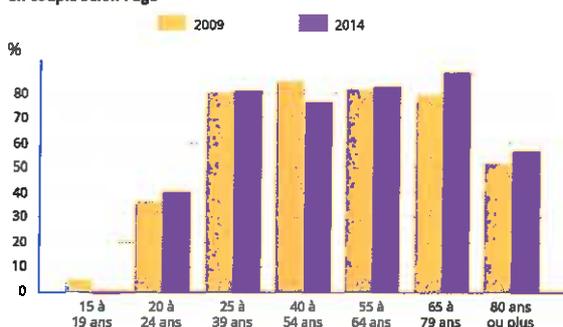
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

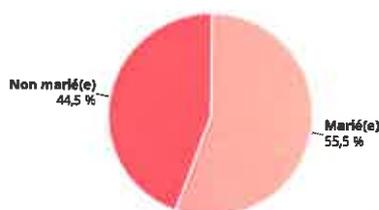
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune de la Taillée (85286)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>327</b>	<b>320</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>76,8</b>	<b>76,7</b>
actifs ayant un emploi en %	67,8	66,1
chômeurs en %	9,0	10,6
<b>Inactifs en %</b>	<b>23,2</b>	<b>23,3</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,9	4,5
retraités ou préretraités en %	7,8	11,8
autres inactifs en %	8,4	7,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

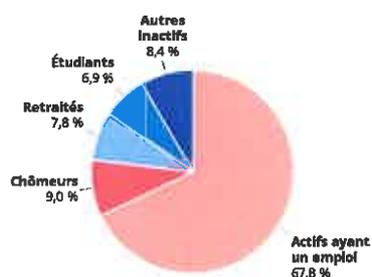
#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>327</b>	<b>251</b>	<b>76,8</b>	<b>221</b>	<b>67,8</b>
15 à 24 ans	49	24	48,0	17	34,0
25 à 54 ans	205	187	91,3	169	82,7
55 à 64 ans	73	40	55,4	35	48,6
<b>Hommes</b>	<b>166</b>	<b>131</b>	<b>78,7</b>	<b>114</b>	<b>68,6</b>
15 à 24 ans	28	16	57,1	11	39,3
25 à 54 ans	99	95	96,0	86	86,1
55 à 64 ans	39	20	50,0	18	45,0
<b>Femmes</b>	<b>160</b>	<b>120</b>	<b>74,8</b>	<b>107</b>	<b>66,9</b>
15 à 24 ans	22	8	36,4	6	27,3
25 à 54 ans	105	92	86,9	84	79,4
55 à 64 ans	33	21	61,8	18	52,9

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

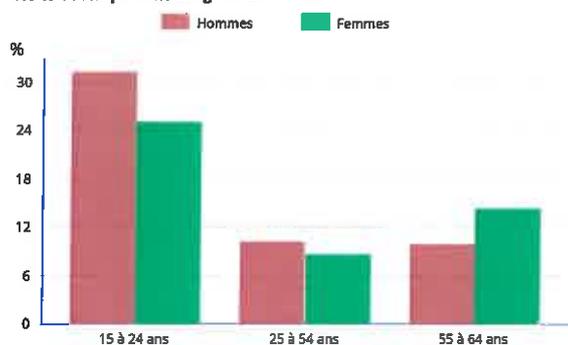
#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>30</b>	<b>34</b>
Taux de chômage en %	11,8	13,8
Taux de chômage des hommes en %	12,8	10,6
Taux de chômage des femmes en %	10,7	17,4
Part des femmes parmi les chômeurs en %	43,3	60,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### EMP T5 - Emploi et activité

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	81	84
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	222	212
Indicateur de concentration d'emploi	36,5	39,4
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	55,9	57,3

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>81</b>	<b>100,0</b>	<b>84</b>	<b>100,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>55</b>	<b>68,2</b>	<b>59</b>	<b>70,8</b>
<i>dont femmes</i>	28	34,0	25	29,4
<i>dont temps partiel</i>	26	31,7	21	24,8
<b>Non-salariés</b>	<b>26</b>	<b>31,8</b>	<b>24</b>	<b>29,2</b>
<i>dont femmes</i>	7	8,5	10	11,6
<i>dont temps partiel</i>	2	2,4	2	2,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

### Commune de la Taillée (85286)

#### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>100,0</b>	<b>23,5</b>	<b>48,2</b>
Salariés	185	83,2	25,0	50,5
Non-salariés	37	16,8	15,8	36,8

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>115</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>100</b>
<b>Salariés</b>	<b>92</b>	<b>79,5</b>	<b>94</b>	<b>87,2</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	75	65,0	78	72,5
<i>Contrats à durée déterminée</i>	5	4,3	11	10,1
<i>Intérim</i>	4	3,4	3	2,8
<i>Emplois aidés</i>	2	1,7	2	1,8
<i>Apprentissage - Stage</i>	6	5,1	0	0,0
<b>Non-Salariés</b>	<b>24</b>	<b>20,5</b>	<b>14</b>	<b>12,8</b>
<i>Indépendants</i>	11	9,4	9	8,3
<i>Employeurs</i>	13	11,1	5	4,6
<i>Aides familiaux</i>	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>91</b>	<b>6,5</b>	<b>94</b>	<b>42,1</b>
<i>15 à 24 ans</i>	11	18,2	6	16,7
<i>25 à 54 ans</i>	68	4,3	72	43,8
<i>55 à 64 ans</i>	12	8,3	16	43,8

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>222</b>	<b>100</b>	<b>212</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	44	19,9	42	19,6
dans une commune autre que la commune de résidence	178	80,1	171	80,4

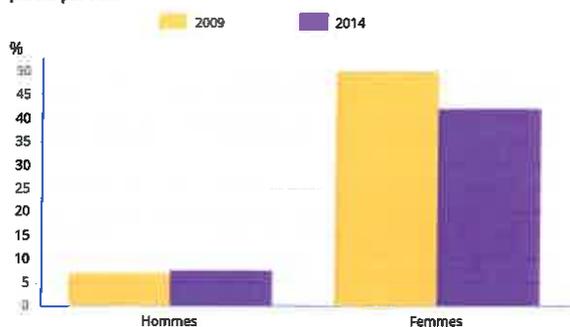
Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

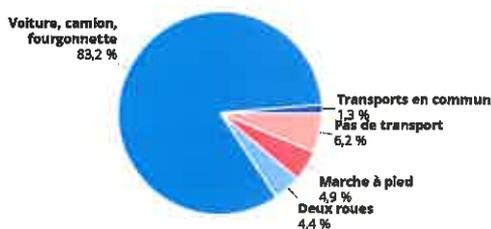
### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014 Commune de la Taillée (85286)

### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>281</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	233	80,9	224	79,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	33	11,4	37	13,2
Logements vacants	22	7,6	20	7,0
Maisons	284	98,6	276	98,2
Appartements	3	1,0	1	0,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>100,0</b>	<b>224</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	1	0,4	2	0,9
2 pièces	5	2,1	12	5,2
3 pièces	29	12,2	25	11,3
4 pièces	62	26,6	65	29,0
5 pièces ou plus	137	58,6	120	53,7

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>
maison	4,9	4,7
appartement	3,7	2,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

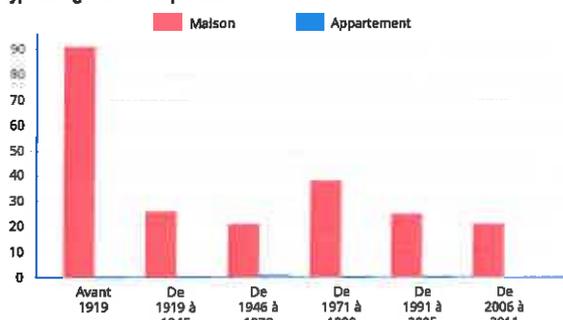
## LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>221</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	91	40,9
De 1919 à 1945	26	11,6
De 1946 à 1970	22	9,8
De 1971 à 1990	38	17,3
De 1991 à 2005	25	11,1
De 2006 à 2011	21	9,3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

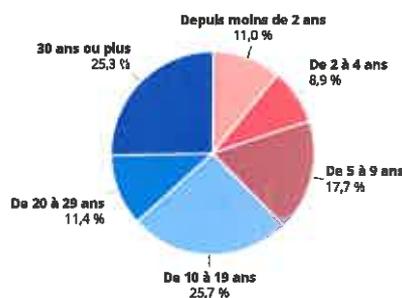
## LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>100,0</b>	<b>566</b>	<b>4,9</b>	<b>2,0</b>
Depuis moins de 2 ans	26	11,0	53	3,7	1,8
De 2 à 4 ans	21	8,9	68	4,6	1,4
De 5 à 9 ans	41	17,7	128	4,6	1,5
10 ans ou plus	146	62,4	317	5,3	2,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>100,0</b>	<b>566</b>	<b>19,4</b>	<b>224</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	196	84,0	467	22,1	187	83,5
<i>Locataire</i>	37	16,0	99	4,8	32	14,3
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	8	3,4	29	8,1	12	5,2
<i>Logé gratuitement</i>	0	0,0	0		5	2,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T8M - Confort des résidences principales

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>100,0</b>	<b>224</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	224	96,2	216	96,5
<i>Chauffage central collectif</i>	3	1,3	1	0,4
<i>Chauffage central individuel</i>	110	47,3	104	46,3
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	64	27,4	49	22,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>100,0</b>	<b>224</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>	167	71,7	155	69,3
<b>Au moins une voiture</b>	<b>219</b>	<b>93,7</b>	<b>199</b>	<b>88,7</b>
<i>1 voiture</i>	92	39,2	93	41,6
<i>2 voitures ou plus</i>	127	54,4	106	47,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

### Commune de la Taillée (85286)

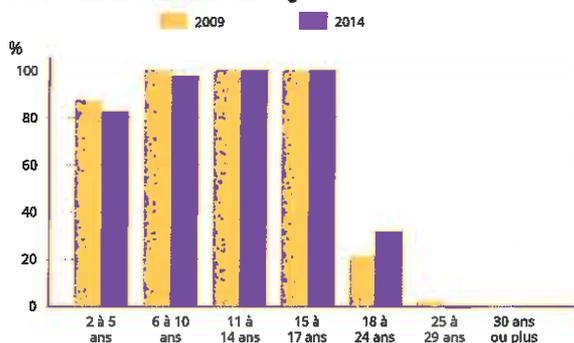
#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	23	19	82,6	80,0	87,5
6 à 10 ans	43	42	97,7	100,0	95,5
11 à 14 ans	32	32	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	22	22	100,0	100,0	100,0
18 à 24 ans	28	9	32,1	37,5	25,0
25 à 29 ans	22	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	380	2	0,5	0,5	0,5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

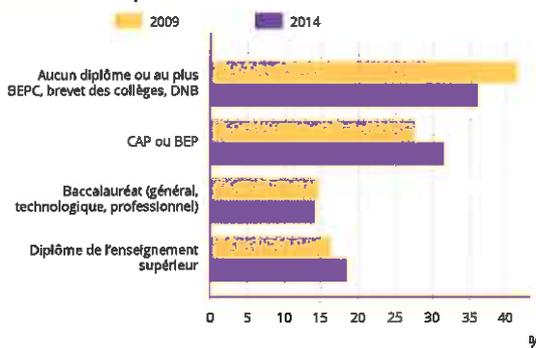
#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>418</b>	<b>209</b>	<b>210</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	36,0	30,7	41,3
d'un CAP ou d'un BEP	31,5	42,0	21,1
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14,1	14,2	14,1
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	18,4	13,2	23,5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune de la Taillée (85286)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	462	408	421	404	436	534	566
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	39,9	35,3	36,4	34,9	37,7	46,2	48,9

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

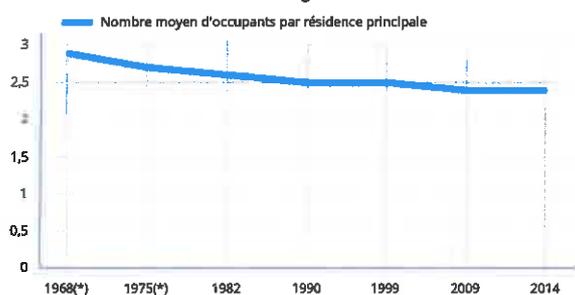
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,8	0,4	-0,5	0,8	2,0	1,2
due au solde naturel en %	0,1	-0,3	-1,0	0,2	0,3	0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-1,9	0,8	0,5	0,7	1,8	0,7
Taux de natalité (‰)	13,4	11,0	7,9	11,2	11,7	11,3
Taux de mortalité (‰)	12,1	14,1	17,5	9,6	8,8	7,0

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>208</b>	<b>217</b>	<b>219</b>	<b>238</b>	<b>253</b>	<b>281</b>	<b>288</b>
Résidences principales	159	151	159	163	175	224	233
Résidences secondaires et logements occasionnels	27	56	45	57	57	37	33
Logements vacants	22	10	15	18	21	20	22

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

**Tourisme en 2017****Commune de la Taillée (85286)****TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017**

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017**

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017**

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune de la Taillée (85286)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

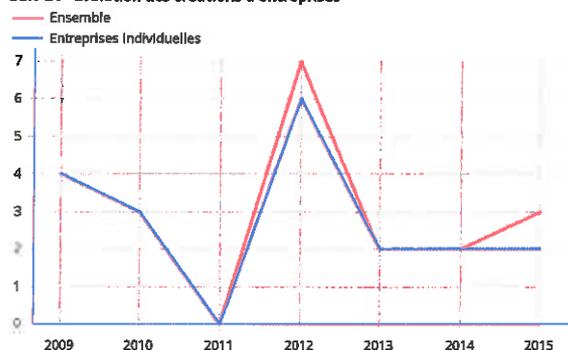
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0,0
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	2	66,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>66,7</b>
Industrie	0	
Construction	1	100,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	1	50,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>21</b>	<b>100,0</b>
Industrie	1	4,8
Construction	12	57,1
Commerce, transport, hébergement et restauration	3	14,3
Services aux entreprises	2	9,5
Services aux particuliers	3	14,3

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

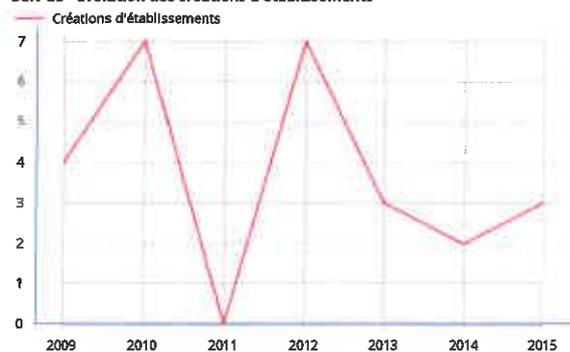
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0,0
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	2	66,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements

DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>23</b>	<b>100,0</b>
Industrie	4	17,4
Construction	12	52,2
Commerce, transport, hébergement et restauration	3	13,0
Services aux entreprises	1	4,3
Services aux particuliers	3	13,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

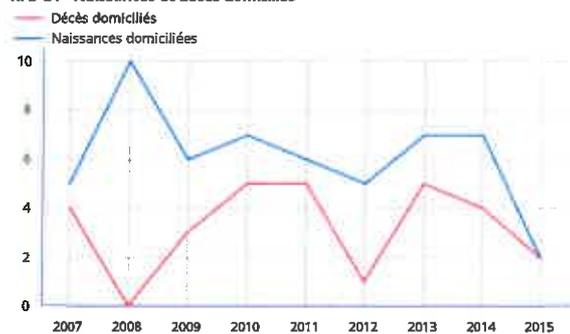
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune de la Taillée (85286)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

### Commune de la Taillée (85286)

#### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>41</b>	<b>100,0</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	11	26,8	8	3	0	0	0
Industrie	2	4,9	0	2	0	0	0
Construction	12	29,3	7	5	0	0	0
Commerce, transports, services divers	12	29,3	9	3	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	3	7,3	3	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	4	9,8	1	3	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

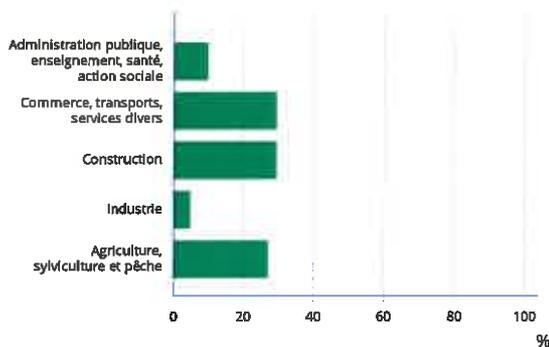
	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>39</b>	<b>100,0</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	4	10,3	4	0	0	0	0
Industrie	4	10,3	4	0	0	0	0
Construction	17	43,6	17	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	4	10,3	4	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	0	0,0	0	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	10	25,6	10	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

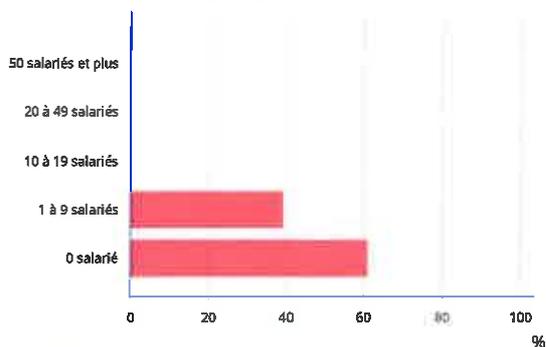


Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>41</b>	<b>100,0</b>	<b>39</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	18	43,9	7	17,9
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	23	56,1	32	82,1
<i>dont domaine public</i>	3	7,3	10	25,6

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

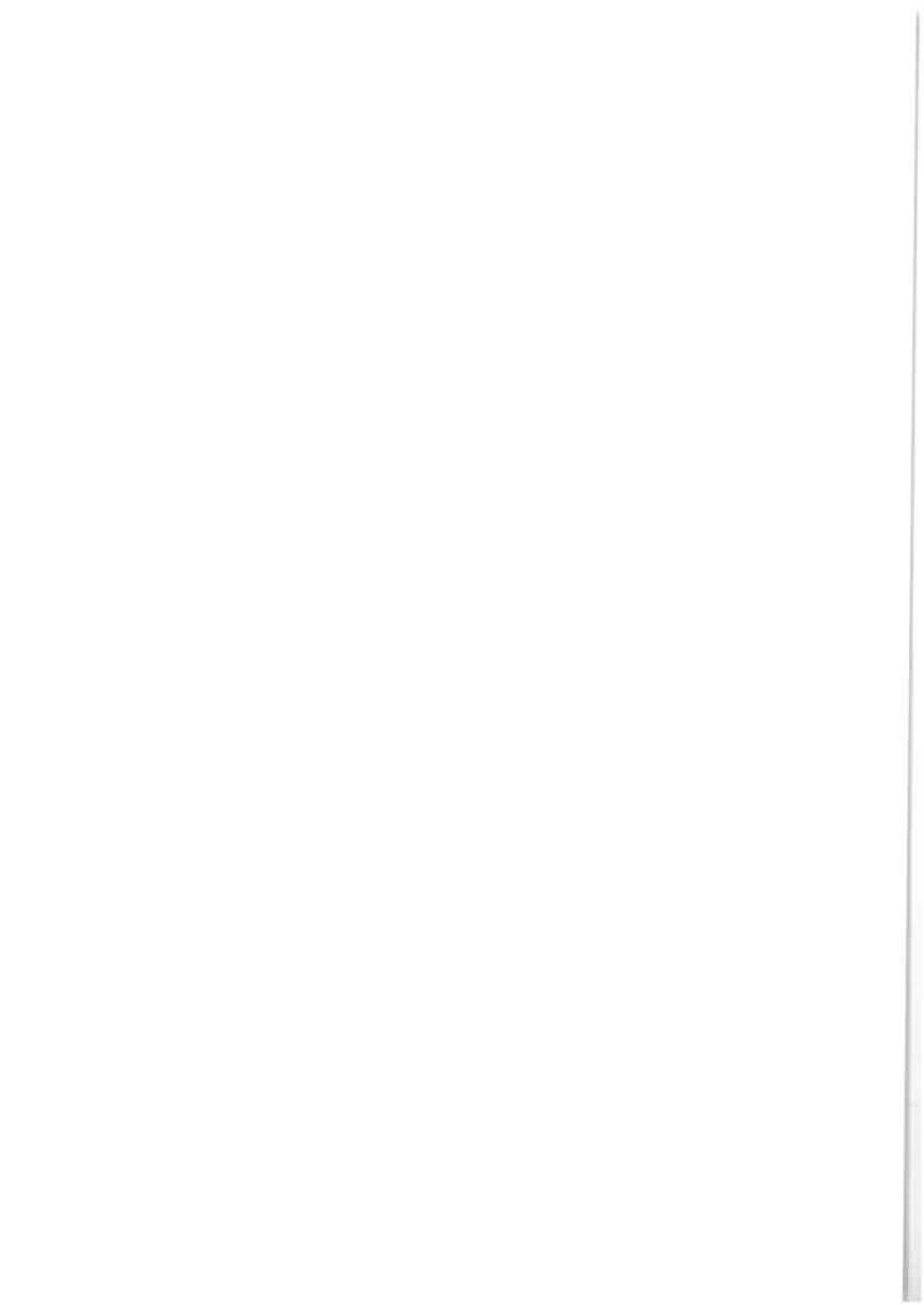
Commune de la Taillée (85286)

### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	222
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	568,0
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	18 832
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

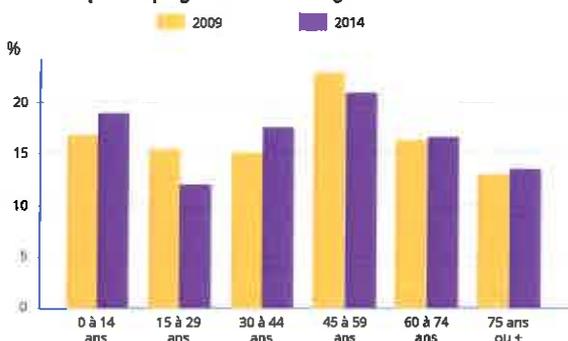
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>656</b>	<b>100,0</b>	<b>628</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	125	19,0	106	16,9
15 à 29 ans	79	12,1	97	15,5
30 à 44 ans	116	17,6	95	15,2
45 à 59 ans	138	21,0	144	23,0
60 à 74 ans	110	16,7	103	16,4
75 ans ou plus	89	13,6	82	13,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>320</b>	<b>100,0</b>	<b>336</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	61	19,2	63	18,8
15 à 29 ans	42	13,0	38	11,2
30 à 44 ans	63	19,8	52	15,6
45 à 59 ans	64	20,1	73	21,8
60 à 74 ans	56	17,6	53	15,9
75 à 89 ans	32	9,9	47	14,1
90 ans ou plus	1	0,3	9	2,6
0 à 19 ans	80	25,1	76	22,6
20 à 64 ans	174	54,5	172	51,2
65 ans ou plus	65	20,4	88	26,2

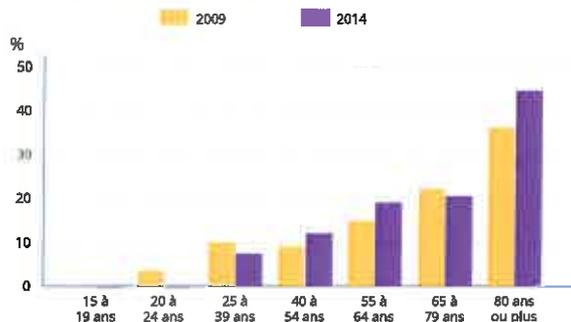
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Couples - Familles - Ménages en 2014

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

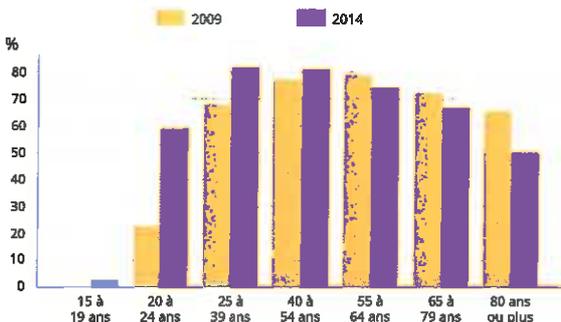
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

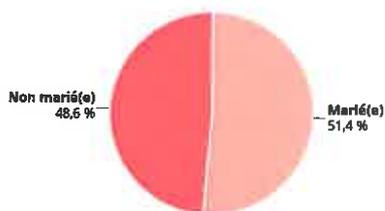
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>378</b>	<b>376</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>76,4</b>	<b>72,0</b>
actifs ayant un emploi en %	64,4	60,3
chômeurs en %	12,0	11,7
<b>Inactifs en %</b>	<b>23,6</b>	<b>28,0</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,8	8,8
retraités ou préretraités en %	9,7	12,0
autres inactifs en %	7,1	7,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>378</b>	<b>289</b>	<b>76,4</b>	<b>243</b>	<b>64,4</b>
15 à 24 ans	58	30	50,8	22	37,3
25 à 54 ans	227	210	92,6	182	80,3
55 à 64 ans	93	49	53,2	40	42,6
<b>Hommes</b>	<b>193</b>	<b>150</b>	<b>77,9</b>	<b>133</b>	<b>68,7</b>
15 à 24 ans	35	18	51,4	13	37,1
25 à 54 ans	113	112	99,1	102	90,4
55 à 64 ans	46	21	45,7	18	39,1
<b>Femmes</b>	<b>185</b>	<b>139</b>	<b>74,9</b>	<b>111</b>	<b>59,9</b>
15 à 24 ans	24	12	50,0	9	37,5
25 à 54 ans	114	98	86,1	80	70,4
55 à 64 ans	47	29	60,4	22	45,8

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

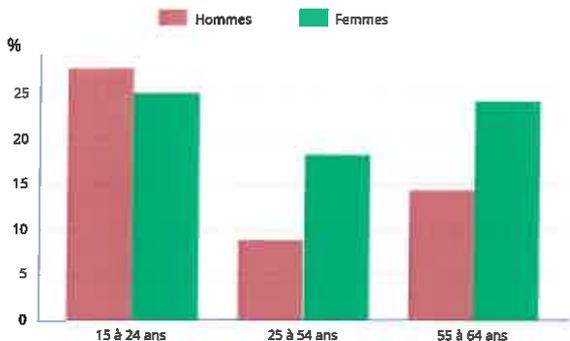
	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>46</b>	<b>44</b>
Taux de chômage en %	15,8	16,3
Taux de chômage des hommes en %	11,8	16,3
Taux de chômage des femmes en %	20,0	16,3
Part des femmes parmi les chômeurs en %	60,9	47,7

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

### EMP T5 - Emploi et activité

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	81	75
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	244	226
Indicateur de concentration d'emploi	33,2	33,1
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	54,6	51,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>81</b>	<b>100,0</b>	<b>75</b>	<b>100,0</b>
<i>Salariés</i>	49	60,9	48	63,9
<i>dont femmes</i>	33	40,2	32	42,4
<i>dont temps partiel</i>	18	21,9	15	19,9
<b>Non-salariés</b>	<b>32</b>	<b>39,1</b>	<b>27</b>	<b>36,1</b>
<i>dont femmes</i>	9	11,0	8	10,6
<i>dont temps partiel</i>	5	6,1	5	7,9

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>244</b>	<b>100,0</b>	<b>21,1</b>	<b>45,7</b>
Salariés	207	84,6	22,5	50,2
Non-salariés	38	15,4	13,2	21,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>133</b>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>100</b>
<b>Salariés</b>	<b>103</b>	<b>77,6</b>	<b>104</b>	<b>92,9</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	89	67,2	82	73,5
<i>Contrats à durée déterminée</i>	5	3,7	16	14,2
<i>Intérim</i>	5	3,7	3	2,7
<i>Emplois aidés</i>	2	1,5	2	1,8
<i>Apprentissage - Stage</i>	2	1,5	1	0,9
<b>Non-Salariés</b>	<b>30</b>	<b>22,4</b>	<b>8</b>	<b>7,1</b>
<i>Indépendants</i>	19	14,2	3	2,7
<i>Employeurs</i>	11	8,2	4	3,5
<i>Aides familiaux</i>	0	0,0	1	0,9

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>103</b>	<b>4,8</b>	<b>103</b>	<b>39,4</b>
<i>15 à 24 ans</i>	12	8,3	9	22,2
<i>25 à 54 ans</i>	76	5,2	75	36,8
<i>55 à 64 ans</i>	15	0,0	19	57,9

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>244</b>	<b>100</b>	<b>226</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	47	19,0	41	18,1
dans une commune autre que la commune de résidence	198	81,0	185	81,9

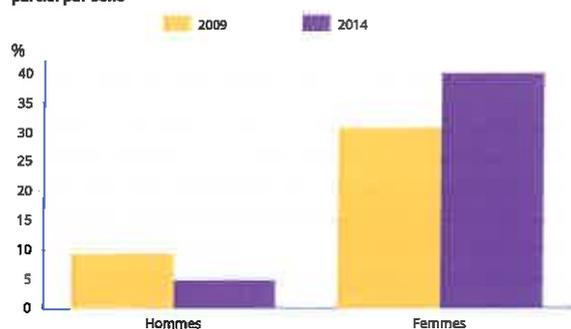
Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

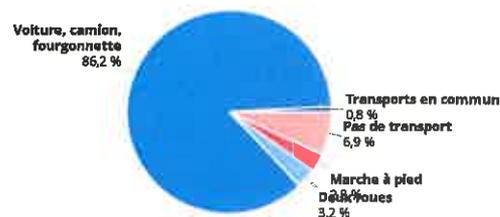
### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

#### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>367</b>	<b>100,0</b>	<b>353</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	288	78,5	273	77,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	47	12,9	65	18,3
Logements vacants	32	8,6	15	4,3
Maisons	350	95,5	346	98,1
Appartements	16	4,2	5	1,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	0	0,0	0	0,0
2 pièces	16	5,5	10	3,7
3 pièces	41	14,1	35	12,8
4 pièces	85	29,6	71	26,0
5 pièces ou plus	146	50,9	157	57,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>
maison	4,6	4,9
appartement	3,7	2,7

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

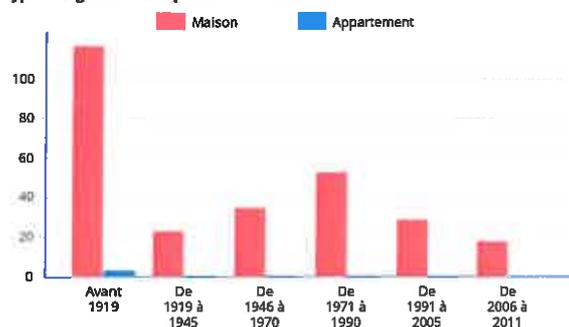
### LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>278</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	120	43,1
De 1919 à 1945	23	8,2
De 1946 à 1970	36	12,8
De 1971 à 1990	53	19,2
De 1991 à 2005	29	10,3
De 2006 à 2011	18	6,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

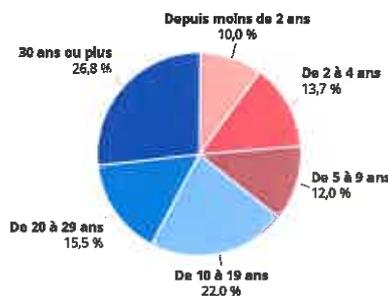
### LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>656</b>	<b>4,6</b>	<b>2,0</b>
Depuis moins de 2 ans	29	10,0	78	4,3	1,6
De 2 à 4 ans	40	13,7	110	4,2	1,5
De 5 à 9 ans	35	12,0	88	4,6	1,8
10 ans ou plus	185	64,3	380	4,7	2,3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>656</b>	<b>21,1</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	223	77,3	512	25,0	209	76,6
<i>Locataire</i>	62	21,6	141	7,5	61	22,3
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	36	12,4	73	9,2	26	9,5
<i>Logé gratuitement</i>	3	1,0	3	18,3	3	1,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T8M - Confort des résidences principales

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	276	95,9	266	97,4
<i>Chauffage central collectif</i>	2	0,7	0	0,0
<i>Chauffage central individuel</i>	153	53,3	137	50,2
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	77	26,8	54	19,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>100,0</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>	222	77,0	208	76,2
<b>Au moins une voiture</b>	<b>260</b>	<b>90,4</b>	<b>248</b>	<b>90,8</b>
<i>1 voiture</i>	131	45,4	130	47,6
<i>2 voitures ou plus</i>	130	45,0	118	43,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

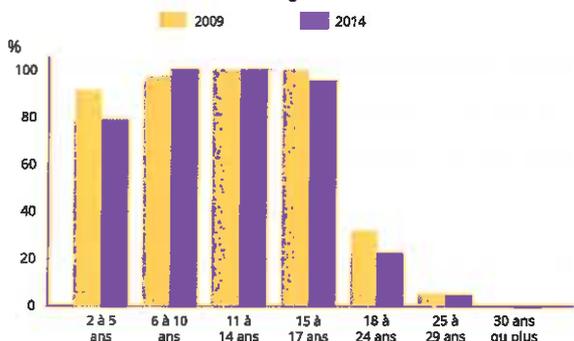
#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	33	26	78,8	76,5	81,2
6 à 10 ans	48	48	100,0	100,0	100,0
11 à 14 ans	31	31	100,0	100,0	100,0
15 à 17 ans	24	23	95,8	91,7	100,0
18 à 24 ans	35	8	22,9	30,4	8,3
25 à 29 ans	21	1	4,8	0,0	7,1
30 ans ou plus	452	0	0,0	0,0	0,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

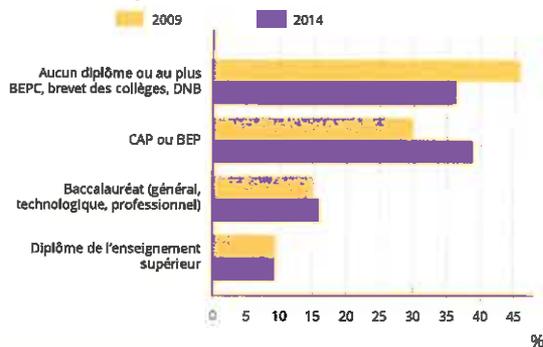
#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>500</b>	<b>240</b>	<b>259</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	36,2	28,8	43,1
d'un CAP ou d'un BEP	38,6	47,7	30,2
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	15,8	15,6	16,0
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	9,3	7,8	10,7

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	712	728	693	666	633	628	656
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	42,0	42,9	40,9	39,3	37,3	37,1	38,7

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

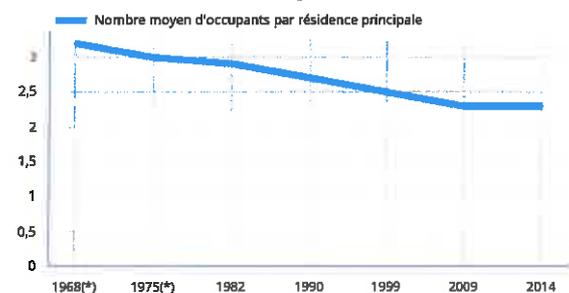
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,3	-0,7	-0,5	-0,6	-0,1	0,9
due au solde naturel en %	0,3	0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,0
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,0	-0,8	-0,4	-0,4	-0,1	0,9
Taux de natalité (‰)	15,6	13,4	9,9	8,4	9,8	6,6
Taux de mortalité (‰)	12,4	12,4	11,2	9,9	9,5	6,6

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>271</b>	<b>302</b>	<b>307</b>	<b>332</b>	<b>338</b>	<b>353</b>	<b>367</b>
Résidences principales	222	243	240	248	258	273	288
Résidences secondaires et logements occasionnels	31	42	49	57	44	65	47
Logements vacants	18	17	18	27	36	15	32

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

**Tourisme en 2017****Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)****TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017**

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017**

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017**

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	0	0,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0,0
Services aux entreprises	1	33,3
Services aux particuliers	2	66,7

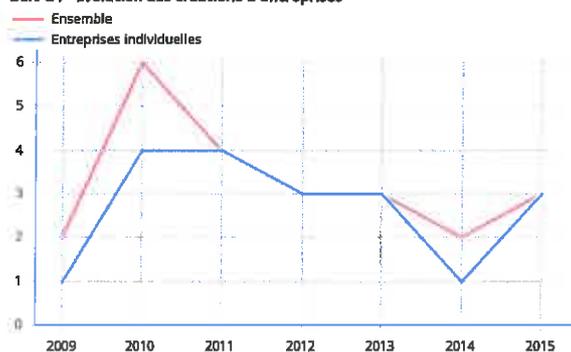
Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Entreprises individuelles créées

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	
Construction	0	
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	
Services aux entreprises	1	100,0
Services aux particuliers	2	100,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>21</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	3	14,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	4	19,0
Services aux entreprises	5	23,8
Services aux particuliers	9	42,9

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

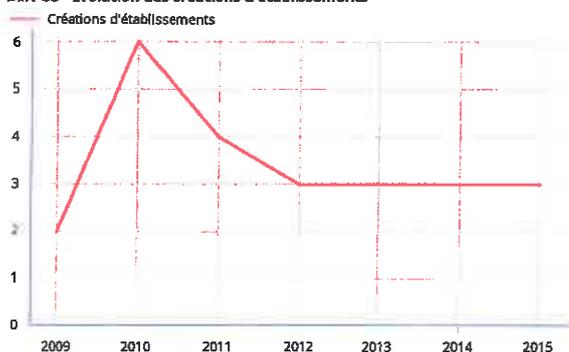
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	0	0,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0,0
Services aux entreprises	1	33,3
Services aux particuliers	2	66,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements

DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>23</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	3	13,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	4	17,4
Services aux entreprises	7	30,4
Services aux particuliers	9	39,1

Champ : activités marchandes hors agriculture.

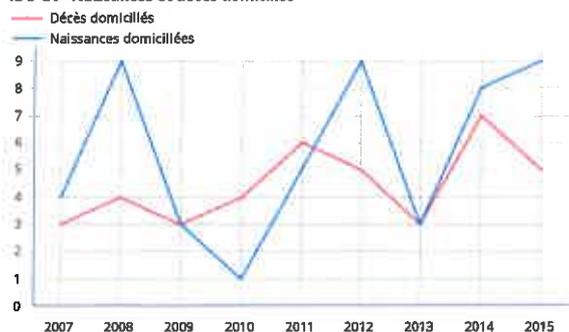
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>52</b>	<b>100,0</b>	<b>41</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	12	23,1	8	4	0	0	0
Industrie	2	3,8	2	0	0	0	0
Construction	5	9,6	4	1	0	0	0
Commerce, transports, services divers	23	44,2	20	3	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	5	9,6	4	1	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	10	19,2	7	3	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

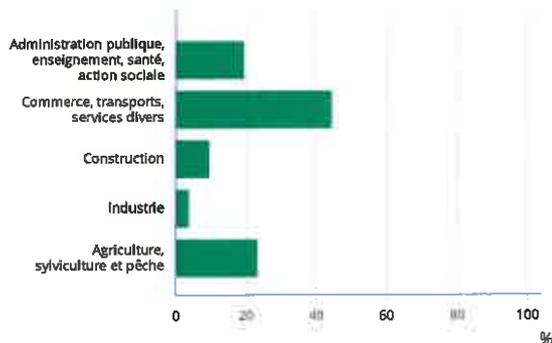
	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	11	34,4	11	0	0	0	0
Industrie	0	0,0	0	0	0	0	0
Construction	1	3,1	1	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	7	21,9	7	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	2	6,3	2	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	13	40,6	13	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

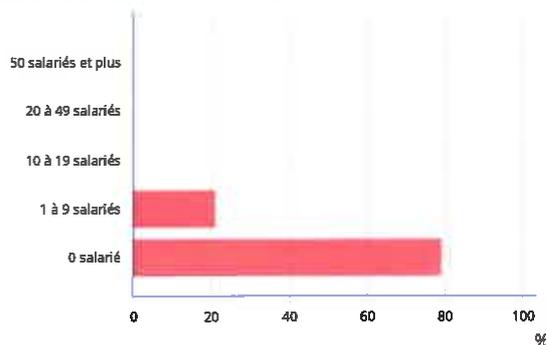


Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

**CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015**

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>52</b>	<b>100,0</b>	<b>32</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	22	42,3	16	50,0
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	30	57,7	16	50,0
<i>dont domaine public</i>	3	5,8	13	40,6

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

Commune du Poiré-sur-Velluire (85177)

### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	290
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	676,5
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	18 272
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune de Velluire (85299)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune de Velluire (85299)

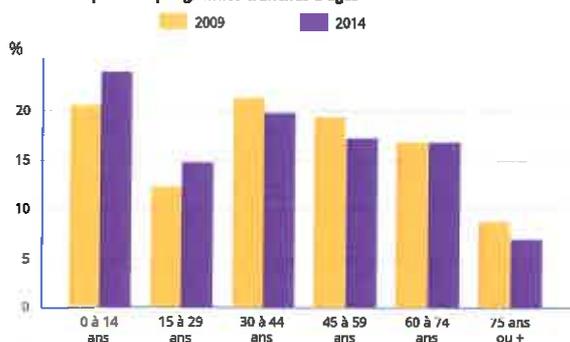
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>654</b>	<b>100,0</b>	<b>545</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	157	24,1	113	20,7
15 à 29 ans	97	14,8	68	12,4
30 à 44 ans	130	19,9	117	21,5
45 à 59 ans	113	17,3	106	19,5
60 à 74 ans	111	16,9	93	17,0
75 ans ou plus	46	7,0	48	8,9

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>312</b>	<b>100,0</b>	<b>342</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	74	23,8	83	24,3
15 à 29 ans	47	15,0	50	14,7
30 à 44 ans	63	20,2	67	19,5
45 à 59 ans	57	18,2	57	16,6
60 à 74 ans	53	17,0	58	16,8
75 à 89 ans	18	5,9	25	7,2
90 ans ou plus	0	0,0	3	0,8
0 à 19 ans	88	28,2	102	29,7
20 à 64 ans	171	54,8	180	52,7
65 ans ou plus	53	17,0	60	17,6

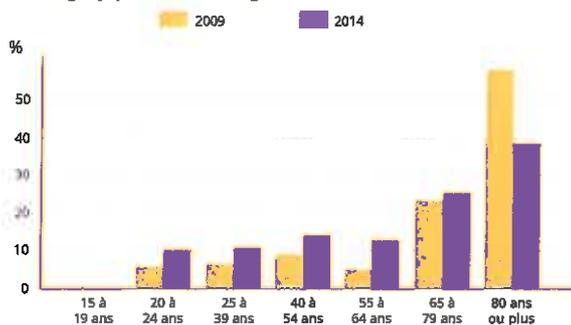
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Couples - Familles - Ménages en 2014

### Commune de Velluire (85299)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

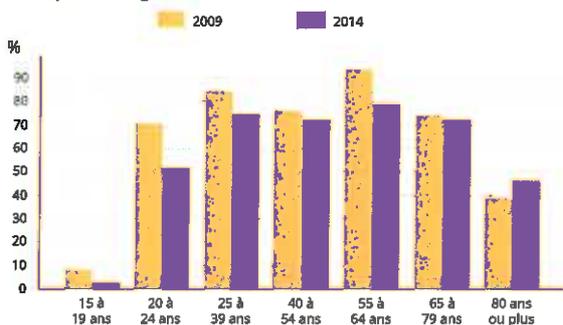
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

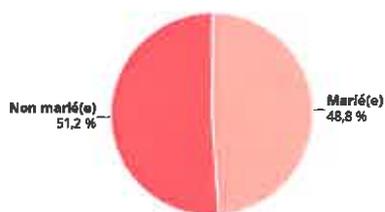
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune de Velluire (85299)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>383</b>	<b>328</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>75,7</b>	<b>74,0</b>
actifs ayant un emploi en %	61,1	68,4
chômeurs en %	14,6	5,6
<b>Inactifs en %</b>	<b>24,3</b>	<b>26,0</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,4	5,0
retraités ou préretraités en %	9,8	13,9
autres inactifs en %	8,1	7,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

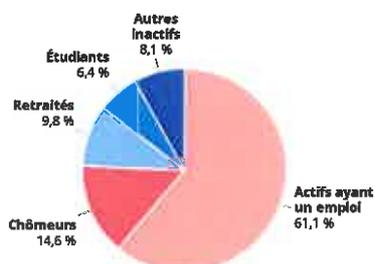
#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>383</b>	<b>290</b>	<b>75,7</b>	<b>234</b>	<b>61,1</b>
15 à 24 ans	59	29	50,0	14	23,4
25 à 54 ans	247	228	92,2	194	78,5
55 à 64 ans	78	33	42,4	27	34,1
<b>Hommes</b>	<b>185</b>	<b>153</b>	<b>82,7</b>	<b>123</b>	<b>66,3</b>
15 à 24 ans	29	19	65,6	9	31,2
25 à 54 ans	119	118	99,2	100	83,8
55 à 64 ans	37	16	42,5	14	37,5
<b>Femmes</b>	<b>198</b>	<b>137</b>	<b>69,1</b>	<b>112</b>	<b>56,2</b>
15 à 24 ans	29	10	34,4	5	15,6
25 à 54 ans	128	110	85,7	94	73,6
55 à 64 ans	41	17	42,2	13	31,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

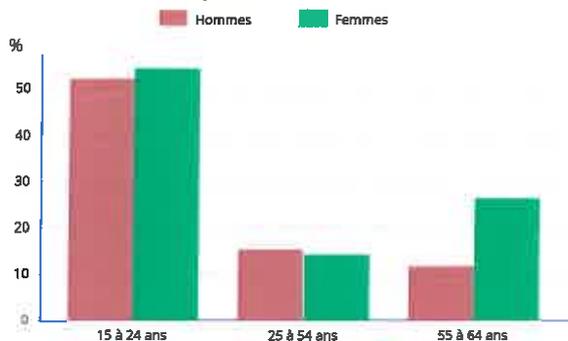
	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>56</b>	<b>18</b>
Taux de chômage en %	19,2	7,6
Taux de chômage des hommes en %	19,8	5,6
Taux de chômage des femmes en %	18,7	9,4
Part des femmes parmi les chômeurs en %	45,9	63,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

### EMP T5 - Emploi et activité

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	106	99
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	234	225
Indicateur de concentration d'emploi	45,3	44,2
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	58,4	56,4

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>106</b>	<b>100,0</b>	<b>99</b>	<b>100,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>84</b>	<b>79,6</b>	<b>81</b>	<b>81,3</b>
<i>dont femmes</i>	<i>28</i>	<i>26,8</i>	<i>31</i>	<i>30,8</i>
<i>dont temps partiel</i>	<i>16</i>	<i>14,7</i>	<i>14</i>	<i>13,8</i>
<b>Non-salariés</b>	<b>22</b>	<b>20,4</b>	<b>19</b>	<b>18,7</b>
<i>dont femmes</i>	<i>6</i>	<i>5,4</i>	<i>7</i>	<i>6,9</i>
<i>dont temps partiel</i>	<i>3</i>	<i>2,6</i>	<i>5</i>	<i>4,9</i>

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

### Commune de Velluire (85299)

#### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>	<b>19,5</b>	<b>47,7</b>
Salarisés	210	89,8	19,1	48,7
Non-salarisés	24	10,2	23,1	38,5

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>123</b>	<b>100</b>	<b>112</b>	<b>100</b>
<b>Salarisés</b>	<b>108</b>	<b>88,1</b>	<b>102</b>	<b>91,8</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	92	75,4	73	65,6
<i>Contrats à durée déterminée</i>	10	8,2	20	18,0
<i>Intérim</i>	5	4,5	3	2,5
<i>Emplois aidés</i>	0	0,0	5	4,9
<i>Apprentissage - Stage</i>	0	0,0	1	0,8
<b>Non-Salarisés</b>	<b>15</b>	<b>11,9</b>	<b>10</b>	<b>8,2</b>
<i>Indépendants</i>	6	5,2	7	6,6
<i>Employeurs</i>	8	6,7	2	1,6
<i>Aides familiaux</i>	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T3 - Salarisés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>108</b>	<b>1,7</b>	<b>102</b>	<b>37,5</b>
<i>15 à 24 ans</i>	8	11,1	5	20,0
<i>25 à 54 ans</i>	91	1,0	87	37,9
<i>55 à 64 ans</i>	9	0,0	11	41,7

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>234</b>	<b>100</b>	<b>225</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	36	15,2	36	15,9
dans une commune autre que la commune de résidence	198	84,8	189	84,1

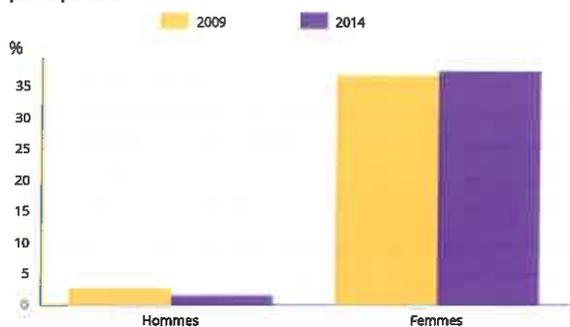
Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

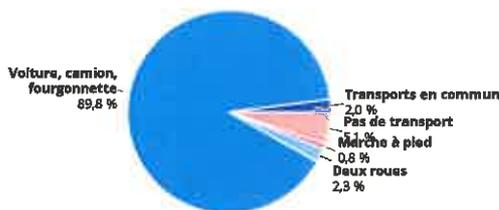
### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014 Commune de Velluire (85299)

### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>352</b>	<b>100,0</b>	<b>307</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	273	77,7	234	76,3
Résidences secondaires et logements occasionnels	43	12,1	49	16,0
Logements vacants	36	10,2	24	7,7
Maisons	351	99,7	305	99,4
Appartements	1	0,3	2	0,6

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	1	0,3	0	0,0
2 pièces	2	0,7	7	2,9
3 pièces	55	20,1	36	15,3
4 pièces	81	29,8	74	31,8
5 pièces ou plus	134	49,2	117	50,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>
maison	4,6	4,8
appartement	4,0	4,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

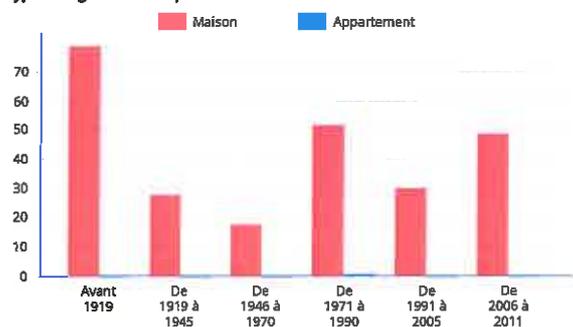
### LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>258</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	79	30,5
De 1919 à 1945	28	11,0
De 1946 à 1970	18	7,1
De 1971 à 1990	53	20,6
De 1991 à 2005	30	11,7
De 2006 à 2011	49	19,1

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

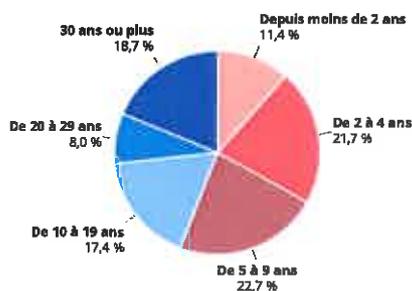
### LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>	<b>654</b>	<b>4,6</b>	<b>1,9</b>
Depuis moins de 2 ans	31	11,4	70	4,0	1,8
De 2 à 4 ans	59	21,7	143	4,1	1,7
De 5 à 9 ans	62	22,7	184	4,6	1,6
10 ans ou plus	121	44,1	258	5,1	2,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2014			2009		
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>	<b>654</b>	<b>14,2</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	197	71,9	469	18,0	186	79,8
<i>Locataire</i>	75	27,4	180	4,2	44	19,0
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	49	18,1	111	5,2	26	11,2
<i>Logé gratuitement</i>	2	0,7	5	5,0	3	1,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T8M - Confort des résidences principales

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	271	99,0	233	99,6
<i>Chauffage central collectif</i>	4	1,3	0	0,0
<i>Chauffage central individuel</i>	112	40,8	104	44,6
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	114	41,8	84	36,0

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## LOG T9 - Équipement automobile des ménages

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>273</b>	<b>100,0</b>	<b>234</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>	234	85,6	187	80,2
<b>Au moins une voiture</b>	<b>255</b>	<b>93,3</b>	<b>218</b>	<b>93,4</b>
<i>1 voiture</i>	133	48,5	103	44,2
<i>2 voitures ou plus</i>	123	44,8	115	49,2

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

### Commune de Velluire (85299)

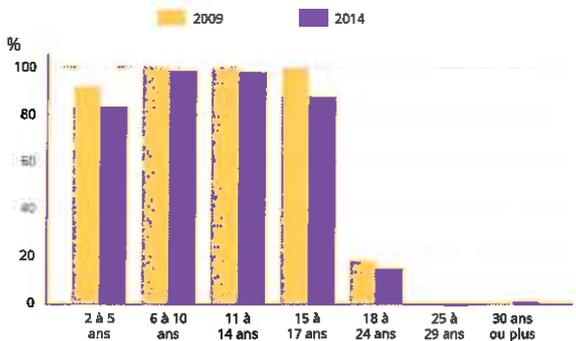
#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	44	37	83,3	90,9	76,9
6 à 10 ans	50	49	98,2	96,6	100,0
11 à 14 ans	47	46	98,0	100,0	96,3
15 à 17 ans	22	19	87,5	66,7	100,0
18 à 24 ans	37	5	15,0	4,3	29,4
25 à 29 ans	38	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	400	4	0,9	1,0	0,9

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

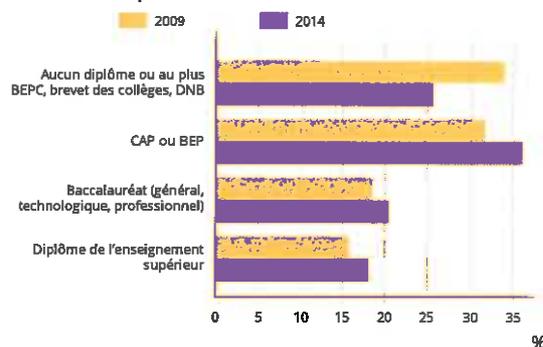
#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>468</b>	<b>230</b>	<b>239</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	25,6	22,3	28,7
d'un CAP ou d'un BEP	35,9	39,8	32,2
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	20,5	19,1	21,8
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	18,0	18,7	17,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune de Velluire (85299)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	420	400	492	514	508	545	654
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	44,0	41,9	51,6	53,9	53,2	57,1	68,6

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

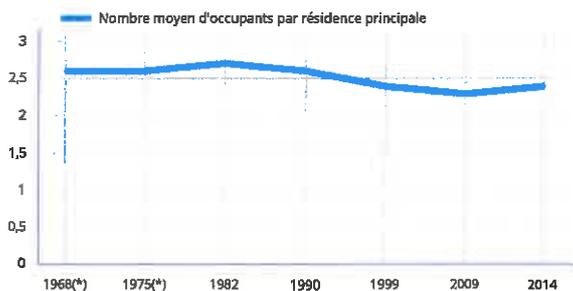
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,7	3,0	0,5	-0,1	0,7	3,7
due au solde naturel en %	-0,9	-0,1	0,3	0,2	0,4	0,7
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,2	3,1	0,2	-0,4	0,3	2,9
Taux de natalité (‰)	9,8	14,0	14,2	11,3	13,0	14,3
Taux de mortalité (‰)	18,5	15,3	11,0	8,9	9,2	6,5

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>208</b>	<b>207</b>	<b>233</b>	<b>251</b>	<b>268</b>	<b>307</b>	<b>352</b>
Résidences principales	163	154	182	194	210	234	273
Résidences secondaires et logements occasionnels	20	35	38	39	43	49	43
Logements vacants	25	18	13	18	15	24	36

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

**Tourisme en 2017****Commune de Velluire (85299)****TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017**

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	<b>1</b>	<b>11</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	1	11
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017**

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017**

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	0	0
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune de Velluire (85299)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	33,3
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	1	33,3

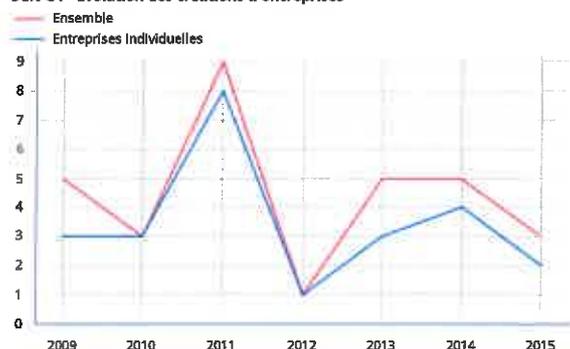
Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>66,7</b>
Industrie	0	
Construction	1	100,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0,0
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	1	100,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>18</b>	<b>100,0</b>
Industrie	2	11,1
Construction	4	22,2
Commerce, transport, hébergement et restauration	5	27,8
Services aux entreprises	2	11,1
Services aux particuliers	5	27,8

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015

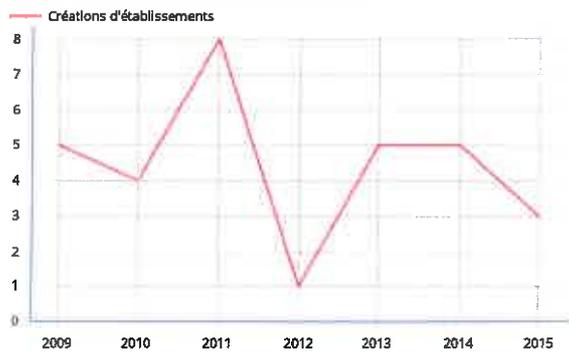
	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	1	33,3
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	33,3
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	1	33,3

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements

DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>20</b>	<b>100,0</b>
Industrie	3	15,0
Construction	4	20,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	6	30,0
Services aux entreprises	2	10,0
Services aux particuliers	5	25,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

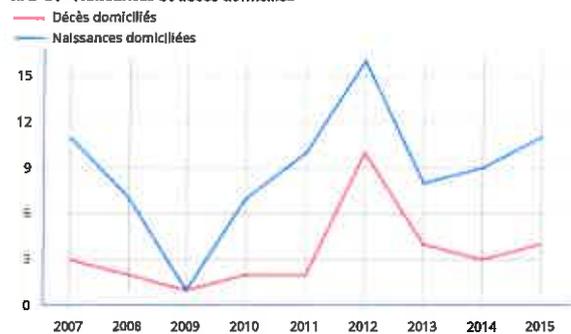
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune de Velluire (85299)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

##### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

Commune de Velluire (85299)

### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>46</b>	<b>100,0</b>	<b>37</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	8	17,4	6	2	0	0	0
Industrie	5	10,9	4	0	0	1	0
Construction	6	13,0	4	2	0	0	0
Commerce, transports, services divers	24	52,2	22	1	1	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	9	19,6	8	0	1	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	3	6,5	1	2	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

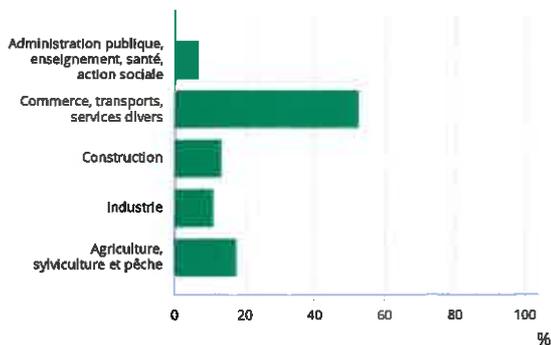
	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>86</b>	<b>100,0</b>	<b>35</b>	<b>12</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	13	15,1	13	0	0	0	0
Industrie	39	45,3	0	0	39	0	0
Construction	2	2,3	2	0	0	0	0
Commerce, transports, services divers	21	24,4	9	12	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	12	14,0	0	12	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	11	12,8	11	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

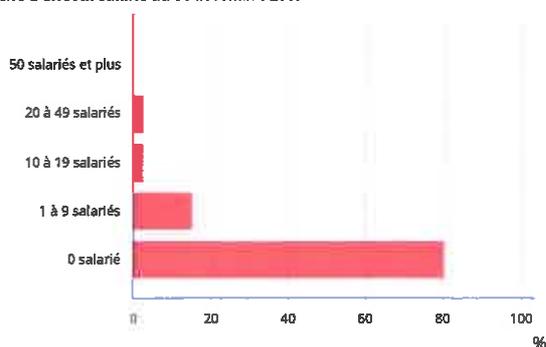


Champ : ensemble des activités.

Source : insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>46</b>	<b>100,0</b>	<b>86</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	20	43,5	64	74,4
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	26	56,5	22	25,6
<i>dont domaine public</i>	2	4,3	11	12,8

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

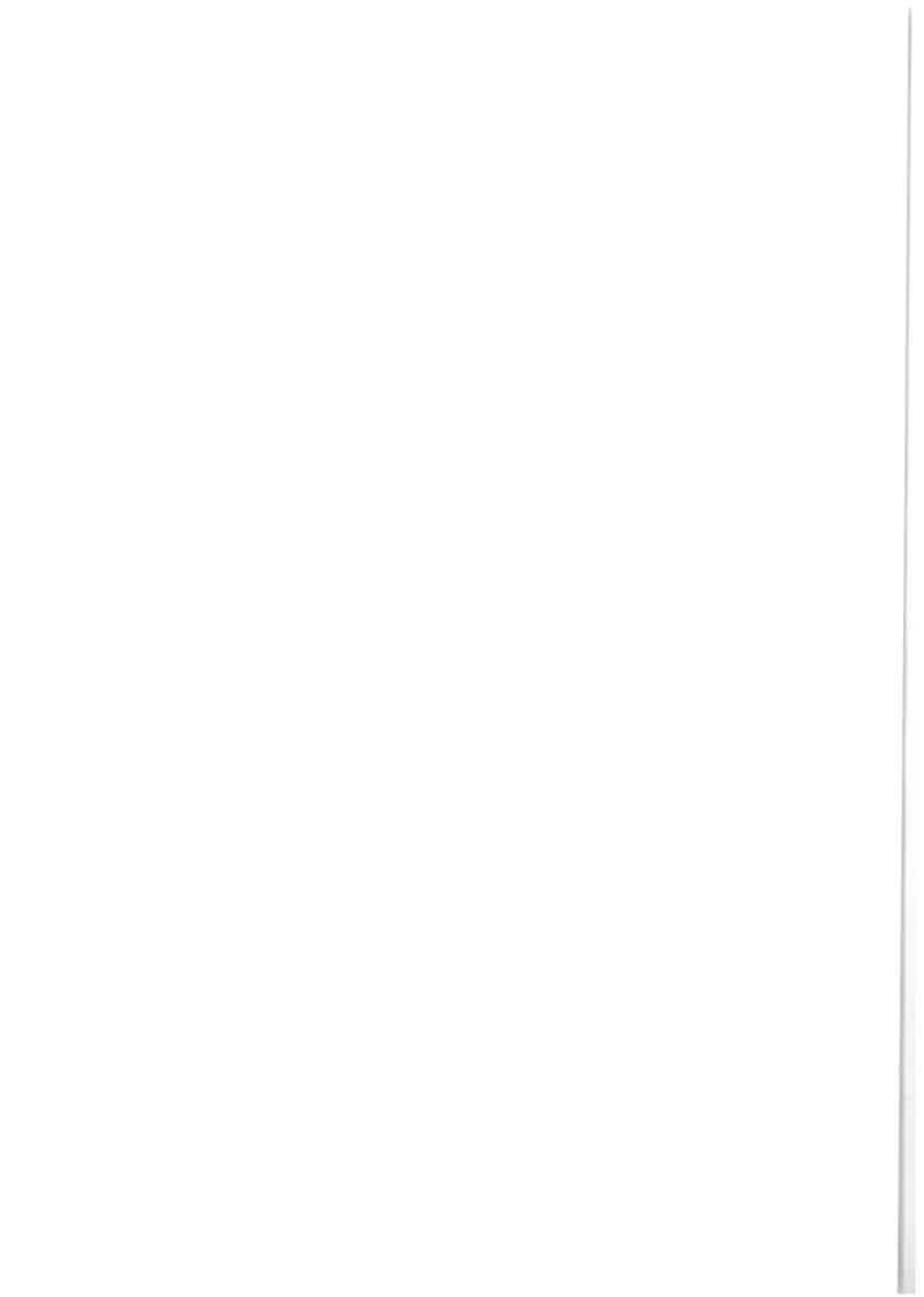
### Commune de Velluire (85299)

#### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	286
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	694,5
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	17 468
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.





Institut national de la statistique  
et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

CHIFFRES DÉTAILLÉS

Paru le : 04/08/2017

# Dossier complet

## Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

### Évolution et structure de la population en 2014

Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

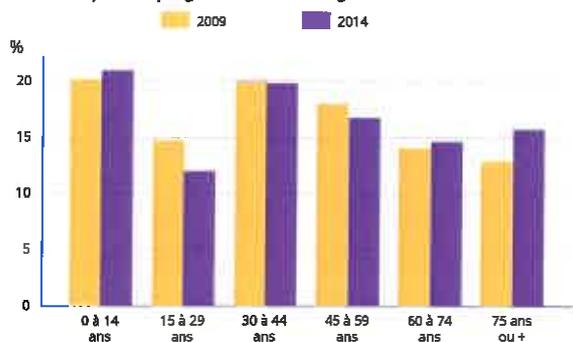
#### POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>765</b>	<b>100,0</b>	<b>683</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	160	21,0	138	20,2
15 à 29 ans	91	12,0	101	14,8
30 à 44 ans	152	19,9	137	20,0
45 à 59 ans	128	16,8	123	18,0
60 à 74 ans	112	14,6	96	14,1
75 ans ou plus	121	15,8	88	12,9

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP G2 - Population par grandes tranches d'âges

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### POP T3 - Population par sexe et âge en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>366</b>	<b>100,0</b>	<b>399</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	85	23,3	75	18,8
15 à 29 ans	45	12,3	46	11,6
30 à 44 ans	77	21,0	75	18,8
45 à 59 ans	60	16,3	69	17,3
60 à 74 ans	56	15,4	55	13,9
75 à 89 ans	39	10,5	61	15,3
90 ans ou plus	4	1,1	17	4,3
0 à 19 ans	104	28,3	96	24,0
20 à 64 ans	187	51,0	194	48,7
65 ans ou plus	76	20,6	109	27,3

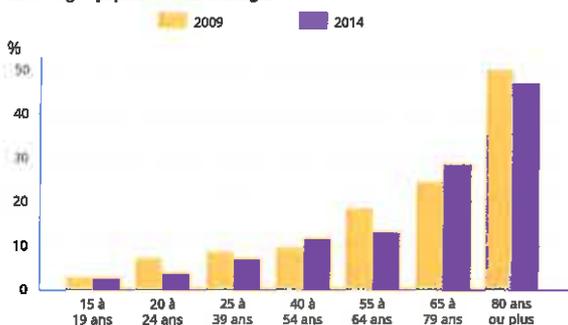
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Couples - Familles - Ménages en 2014

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages

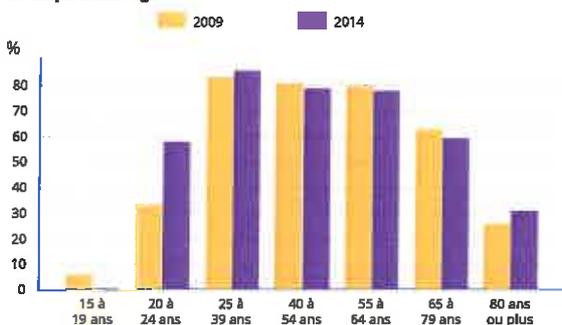
FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge

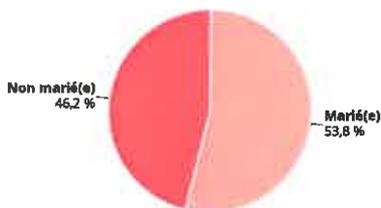
FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Population active, emploi et chômage en 2014

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2014	2009
<b>Ensemble</b>	<b>420</b>	<b>386</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>76,0</b>	<b>74,0</b>
actifs ayant un emploi en %	62,6	66,9
chômeurs en %	13,4	7,1
<b>Inactifs en %</b>	<b>24,0</b>	<b>26,0</b>
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,8	6,6
retraités ou préretraités en %	10,0	8,7
autres inactifs en %	6,1	10,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2014

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
<b>Ensemble</b>	<b>420</b>	<b>320</b>	<b>76,0</b>	<b>263</b>	<b>62,6</b>
15 à 24 ans	66	30	45,3	17	26,6
25 à 54 ans	266	249	93,4	210	78,8
55 à 64 ans	88	41	46,5	36	40,7
<b>Hommes</b>	<b>205</b>	<b>162</b>	<b>79,0</b>	<b>133</b>	<b>64,5</b>
15 à 24 ans	33	17	53,1	10	31,3
25 à 54 ans	129	126	97,6	107	82,6
55 à 64 ans	43	18	42,9	15	35,7
<b>Femmes</b>	<b>215</b>	<b>157</b>	<b>73,2</b>	<b>130</b>	<b>60,8</b>
15 à 24 ans	33	12	37,5	7	21,9
25 à 54 ans	137	122	89,5	103	75,2
55 à 64 ans	45	23	50,0	21	45,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

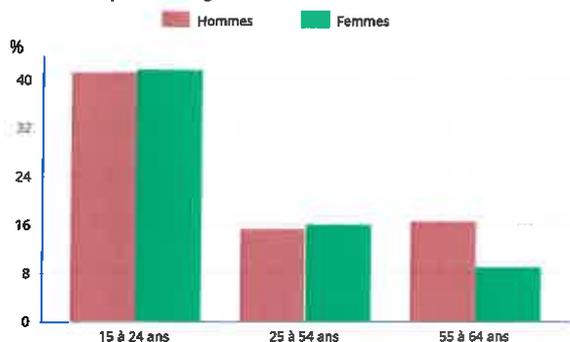
#### EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2014	2009
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>56</b>	<b>27</b>
Taux de chômage en %	17,7	9,6
Taux de chômage des hommes en %	18,3	5,2
Taux de chômage des femmes en %	17,0	14,8
Part des femmes parmi les chômeurs en %	47,3	70,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### EMP T5 - Emploi et activité

	2014	2009
Nombre d'emplois dans la zone	136	135
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	264	261
Indicateur de concentration d'emploi	51,6	51,8
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	53,0	52,8

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

### EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>136</b>	<b>100,0</b>	<b>135</b>	<b>100,0</b>
<b>Salariés</b>	<b>104</b>	<b>76,2</b>	<b>110</b>	<b>81,2</b>
<i>dont femmes</i>	66	48,2	53	39,5
<i>dont temps partiel</i>	37	27,4	26	19,4
<b>Non-salariés</b>	<b>32</b>	<b>23,8</b>	<b>25</b>	<b>18,8</b>
<i>dont femmes</i>	15	11,2	8	6,0
<i>dont temps partiel</i>	4	3,0	2	1,5

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales lieu de travail.

## Caractéristiques de l'emploi en 2014

Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

### ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2014

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
<b>Ensemble</b>	<b>264</b>	<b>100,0</b>	<b>23,7</b>	<b>49,4</b>
Salariés	220	83,3	25,7	51,9
Non-salariés	44	16,7	14,0	37,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>134</b>	<b>100</b>	<b>130</b>	<b>100</b>
<b>Salariés</b>	<b>106</b>	<b>79,2</b>	<b>114</b>	<b>87,4</b>
<i>Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée</i>	96	71,5	95	72,4
<i>Contrats à durée déterminée</i>	4	3,1	14	11,0
<i>Intérim</i>	2	1,5	2	1,6
<i>Emplois aidés</i>	0	0,0	1	0,8
<i>Apprentissage - Stage</i>	4	3,1	2	1,6
<b>Non-Salariés</b>	<b>28</b>	<b>20,8</b>	<b>16</b>	<b>12,6</b>
<i>Indépendants</i>	17	13,1	14	11,0
<i>Employeurs</i>	10	7,7	1	0,8
<i>Aides familiaux</i>	0	0,0	1	0,8

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2014

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
<b>Ensemble</b>	<b>106</b>	<b>6,8</b>	<b>114</b>	<b>43,3</b>
<i>15 à 24 ans</i>	10	0,0	7	14,3
<i>25 à 54 ans</i>	88	5,8	87	44,7
<i>55 à 64 ans</i>	7	28,6	19	47,4

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

### ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>264</b>	<b>100</b>	<b>261</b>	<b>100</b>
Travaillent :				
dans la commune de résidence	51	19,5	48	18,3
dans une commune autre que la commune de résidence	213	80,5	213	81,7

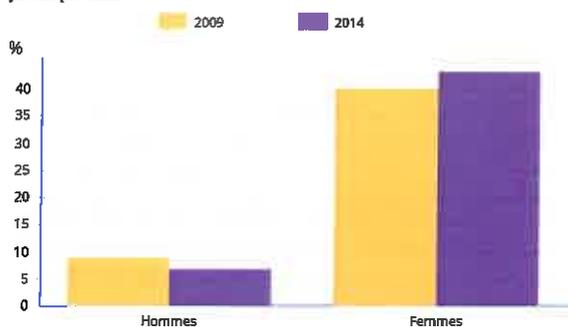
Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

### ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

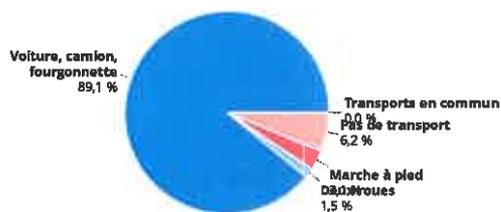
### ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2014



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.  
Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## Logement en 2014

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>394</b>	<b>100,0</b>	<b>369</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	291	73,7	269	72,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	62	15,6	69	18,7
Logements vacants	42	10,7	31	8,5
Maisons	386	97,9	365	98,9
Appartements	8	2,1	3	0,8

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>100,0</b>	<b>269</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	0	0,0	0	0,0
2 pièces	14	4,9	12	4,5
3 pièces	57	19,4	56	20,8
4 pièces	79	27,2	79	29,4
5 pièces ou plus	141	48,4	122	45,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

#### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2014	2009
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>
maison	4,5	4,4
appartement	2,7	3,3

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

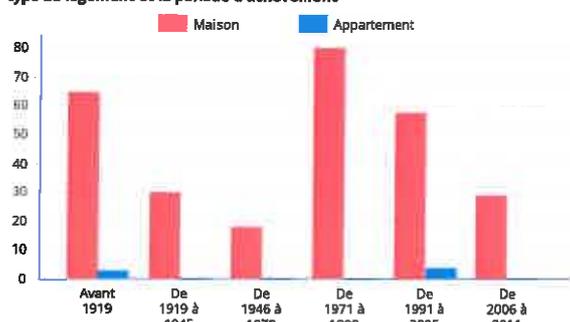
## LOG T5 - Résidences principales en 2014 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2012</b>	<b>287</b>	<b>100,0</b>
Avant 1919	68	23,7
De 1919 à 1945	30	10,4
De 1946 à 1970	18	6,5
De 1971 à 1990	80	28,0
De 1991 à 2005	62	21,5
De 2006 à 2011	29	10,0

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement

LOG G1 - Résidences principales en 2014 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2012.

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>100,0</b>	<b>703</b>	<b>4,5</b>	<b>1,9</b>
Depuis moins de 2 ans	32	11,0	76	4,0	1,7
De 2 à 4 ans	53	18,4	162	4,5	1,5
De 5 à 9 ans	65	22,3	168	4,5	1,7
10 ans ou plus	141	48,4	297	4,6	2,2

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

## LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2014



Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

**LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation**

	2014				2009	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>100,0</b>	<b>703</b>	<b>15,1</b>	<b>269</b>	<b>100,0</b>
<i>Propriétaire</i>	212	72,8	536	17,7	191	70,9
<i>Locataire</i>	77	26,5	163	8,3	75	27,9
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	35	12,0	72	9,9	39	14,3
<i>Logé gratuitement</i>	2	0,7	3	5,0	3	1,1

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

**LOG T8M - Confort des résidences principales**

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>100,0</b>	<b>269</b>	<b>100,0</b>
<i>Salle de bain avec baignoire ou douche</i>	289	99,3	267	99,2
<i>Chauffage central collectif</i>	0	0,0	2	0,8
<i>Chauffage central individuel</i>	78	26,9	102	38,1
<i>Chauffage individuel "tout électrique"</i>	141	48,4	125	46,4

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

**LOG T9 - Équipement automobile des ménages**

	2014	%	2009	%
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>100,0</b>	<b>269</b>	<b>100,0</b>
<i>Au moins un emplacement réservé au stationnement</i>	250	85,9	258	95,8
<b>Au moins une voiture</b>	<b>270</b>	<b>92,9</b>	<b>242</b>	<b>90,2</b>
<i>1 voiture</i>	128	44,2	122	45,3
<i>2 voitures ou plus</i>	142	48,8	121	44,9

Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Diplômes - Formation en 2014

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

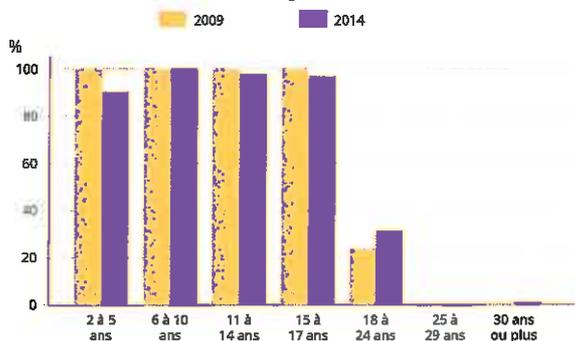
#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2014

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
			2 à 5 ans	42	38
6 à 10 ans	52	52	100,0	100,0	100,0
11 à 14 ans	45	44	97,7	95,8	100,0
15 à 17 ans	30	29	96,6	92,3	100,0
18 à 24 ans	36	11	31,4	31,6	31,2
25 à 29 ans	26	0	0,0	0,0	0,0
30 ans ou plus	513	5	1,0	1,3	0,7

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

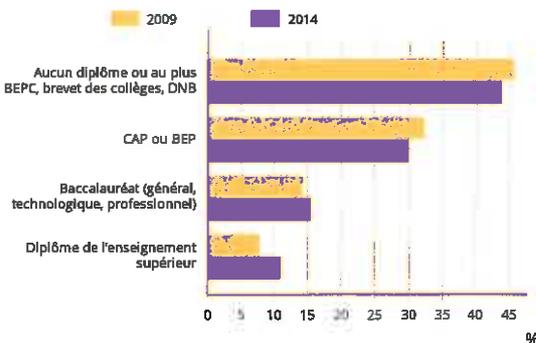
#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>559</b>	<b>259</b>	<b>300</b>
<i>Part des titulaires en %</i>			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	43,6	36,2	50,0
d'un CAP ou d'un BEP	29,9	36,8	24,0
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	15,4	17,4	13,7
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	11,0	9,5	12,3

Source : Insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP2009 (géographie au 01/01/2011) et RP2014 (géographie au 01/01/2016) exploitations principales.

## Séries historiques sur la population et le logement en 2014

Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

### POP T1 - Population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
Population	390	391	460	528	529	683	765
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	42,7	42,8	50,3	57,8	57,9	74,7	83,7

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques

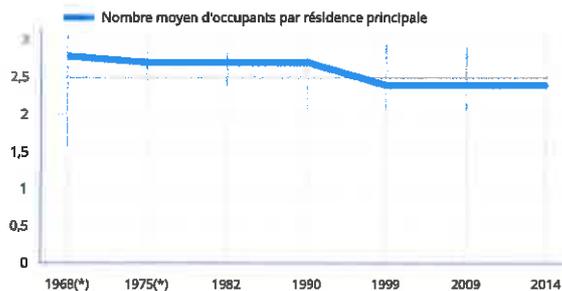
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,0	2,3	1,7	0,0	2,6	2,3
dé du solde naturel en %	-0,9	-0,4	-0,6	-1,2	-1,2	-0,6
dé du solde apparent des entrées sorties en %	0,9	2,8	2,3	1,2	3,8	2,9
Taux de natalité (‰)	15,1	13,2	10,7	8,4	10,4	13,7
Taux de mortalité (‰)	23,9	17,6	16,4	20,2	22,2	20,1

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales - État civil.

### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

### LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2009	2014
<b>Ensemble</b>	<b>183</b>	<b>182</b>	<b>217</b>	<b>247</b>	<b>260</b>	<b>369</b>	<b>394</b>
Résidences principales	133	131	159	184	202	269	291
Résidences secondaires et logements occasionnels	26	40	48	40	39	69	62
Logements vacants	24	11	10	23	19	31	42

(\*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2016.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2009 et RP2014 exploitations principales.

**Tourisme en 2017**

## Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

**TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2017**

	Hôtels	Chambres
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2017**

	Terrains	Emplacements
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1 étoile	0	0
2 étoiles	0	0
3 étoiles	0	0
4 étoiles	0	0
5 étoiles	0	0
Non classé	0	0

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

**TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2017**

	Hébergement	Nombre de places lit (1)
<b>Ensemble</b>	<b>1</b>	<b>166</b>
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	0	0
Village vacances - Maison familiale	1	166
Auberge de jeunesse - Centre sportif	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs...

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2016

## Démographie des entreprises en 2015

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2015

	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>7</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	2	28,6
Commerce, transport, hébergement et restauration	4	57,1
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	1	14,3

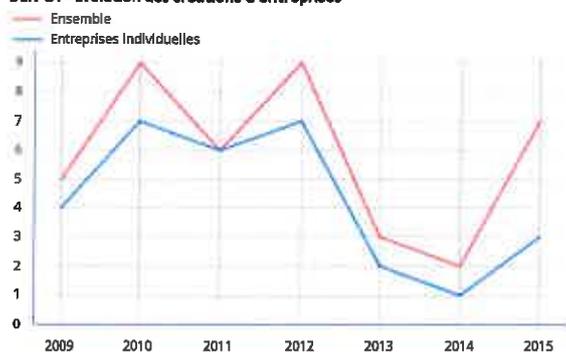
Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises

#### DEN T2 - Créations d'entreprises individuelles par secteur d'activité en 2015

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>42,9</b>
Industrie	0	
Construction	0	0,0
Commerce, transport, hébergement et restauration	2	50,0
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	1	100,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

#### DEN T3 - Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1er janvier 2015

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>38</b>	<b>100,0</b>
Industrie	5	13,2
Construction	11	28,9
Commerce, transport, hébergement et restauration	8	21,1
Services aux entreprises	9	23,7
Services aux particuliers	5	13,2

Champ : activités marchandes hors agriculture.

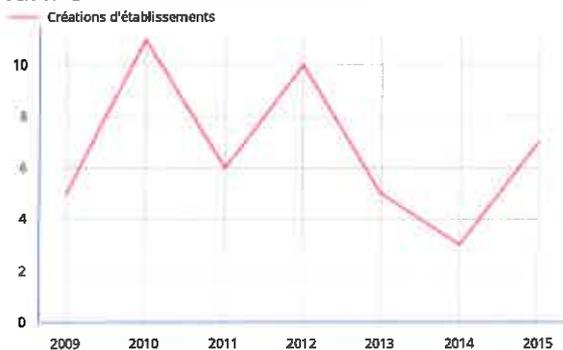
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

**DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2015**

	Ensemble	%
<b>Ensemble</b>	<b>7</b>	<b>100,0</b>
Industrie	0	0,0
Construction	2	28,6
Commerce, transport, hébergement et restauration	4	57,1
Services aux entreprises	0	0,0
Services aux particuliers	1	14,3

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

**DEN G3 - Évolution des créations d'établissements****DEN G3 - Évolution des créations d'établissements**

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

**DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2015**

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>38</b>	<b>100,0</b>
Industrie	5	13,2
Construction	11	28,9
Commerce, transport, hébergement et restauration	8	21,1
Services aux entreprises	9	23,7
Services aux particuliers	5	13,2

Champ : activités marchandes hors agriculture.

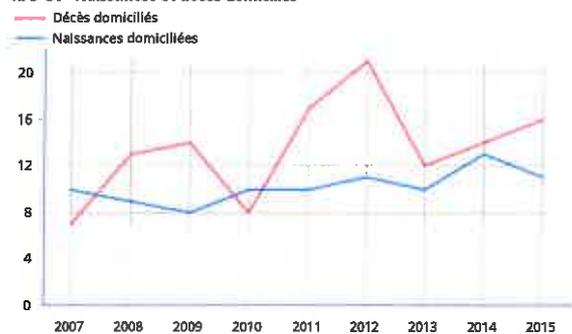
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

## Naissances et décès domiciliés 2007-2015

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### RFD G1 - Naissances et décès domiciliés

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Les données d'une année N sont en géographie au 01/01/N+1.  
Exemple : les données 2015 sont en géographie au 01/01/2016.  
Source : Insee, statistiques de l'état civil.

## Caractéristiques des établissements en 2015

### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>70</b>	<b>100,0</b>	<b>59</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	7	10,0	6	1	0	0	0
Industrie	8	11,4	7	1	0	0	0
Construction	10	14,3	7	2	0	1	0
Commerce, transports, services divers	40	57,1	37	3	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	13	18,6	11	2	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5	7,1	2	2	0	0	1

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2015

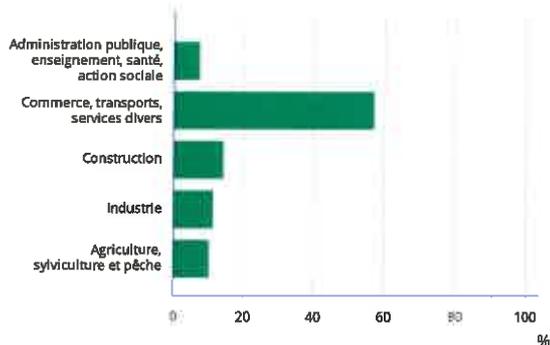
	Total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>115</b>	<b>100,0</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>54</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	7	6,1	7	0	0	0	0
Industrie	5	4,3	5	0	0	0	0
Construction	29	25,2	3	0	26	0	0
Commerce, transports, services divers	7	6,1	7	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	3	2,6	3	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	67	58,3	13	0	0	54	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2015

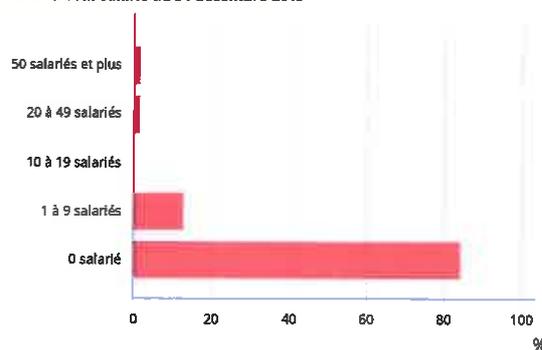


Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

#### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015

CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2015



Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

**CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2015**

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>70</b>	<b>100,0</b>	<b>115</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	32	45,7	11	9,6
<i>dont domaine public</i>	0	0,0	0	0,0
Sphère présentielle	38	54,3	104	90,4
<i>dont domaine public</i>	2	2,9	13	11,3

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP en géographie au 01/01/2015.

## Revenus et pauvreté des ménages en 2013

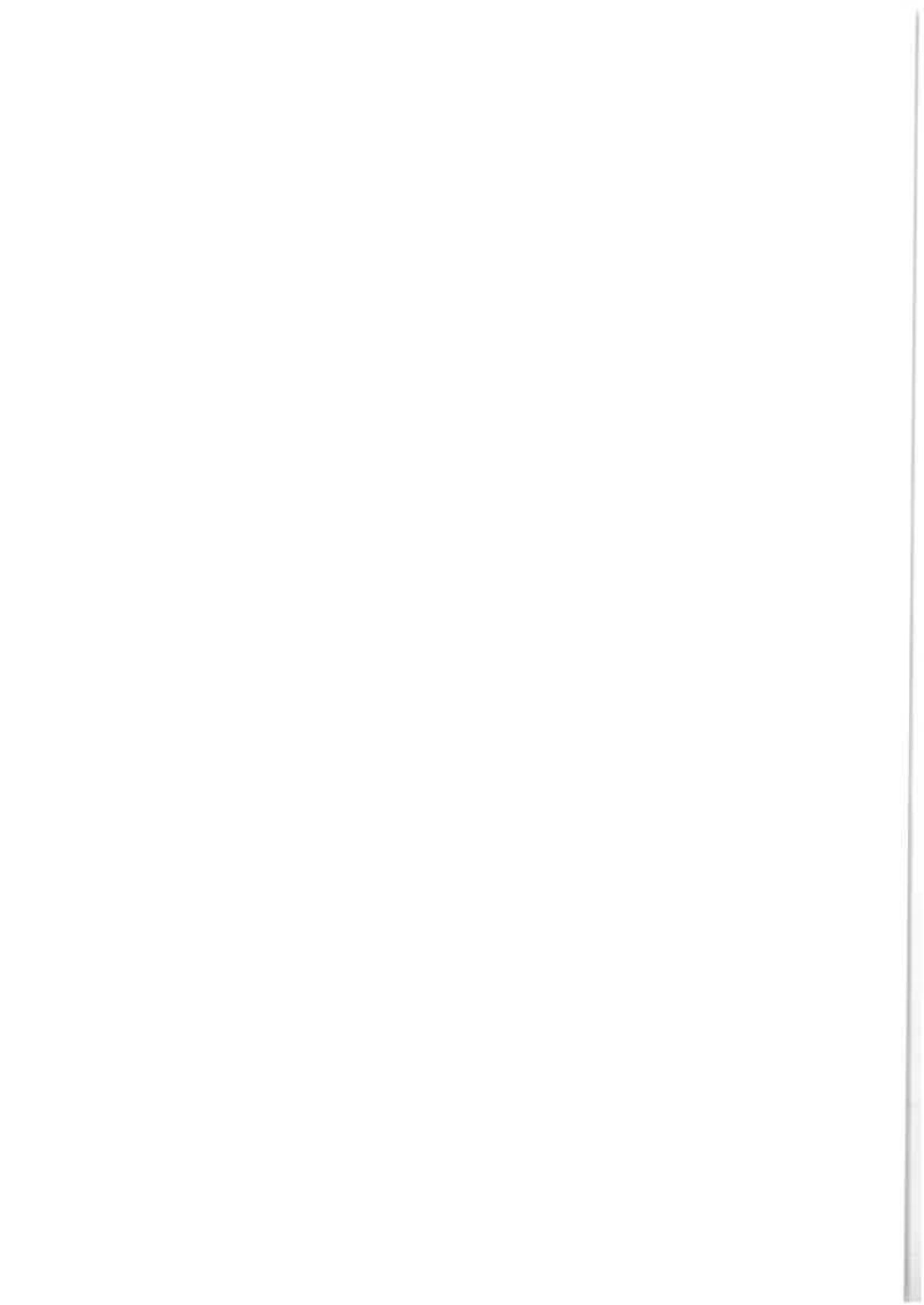
### Commune de Vouillé-les-Marais (85304)

#### REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2013

	2013
Nombre de ménages fiscaux	289
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	692,5
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	17 684
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2014.



# ANNEXE 4





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

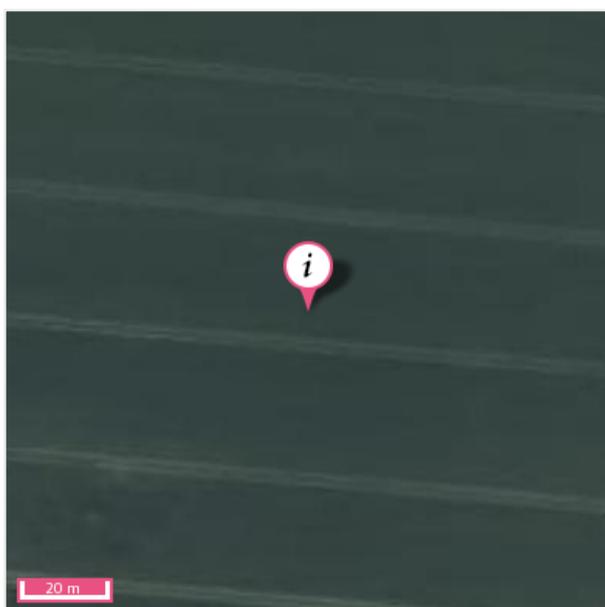
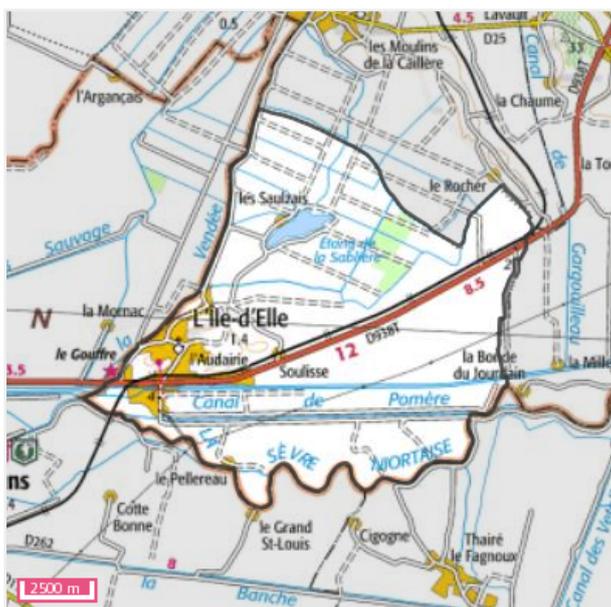
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.33504

longitude = -0.92356



## Informations sur la commune

Nom : L'ILE-D'ELLE

Code Postal : 85770

Département : VENDEE

Région : Pays de la Loire

Code INSEE : 85111

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 9 (*détails en annexe*)

Population à la date du 01/12/2015 : 1447

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

*Aléa moyen*



Séismes

*3 - MODEREE*



Installations industrielles



Canalisations m. dangereuses



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

**LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?**

**Territoire à Risque important d'Inondation - TRI**

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

**Atlas de Zone Inondable - AZI**

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

1 évènement historiques d'inondations sont identifiés sur la commune de L'ILE-D'ELLE

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
20/12/1982 - 24/12/1982	Barrage,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**

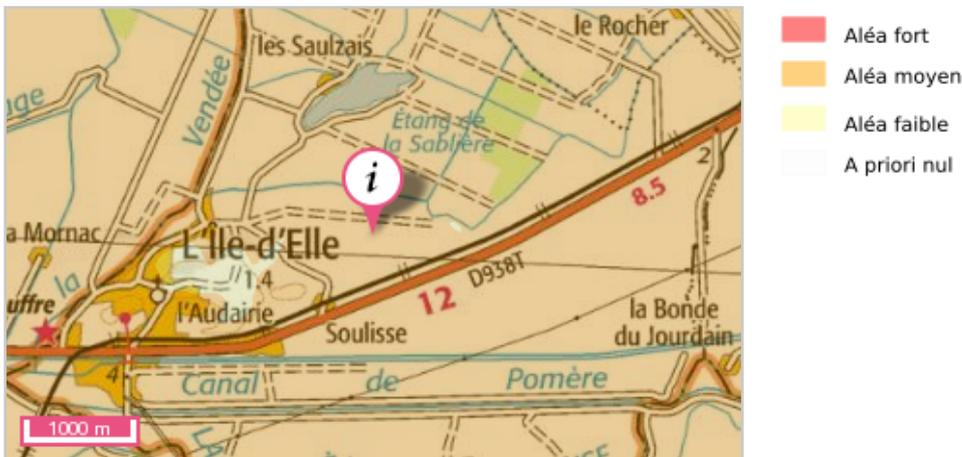
? La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**

? Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

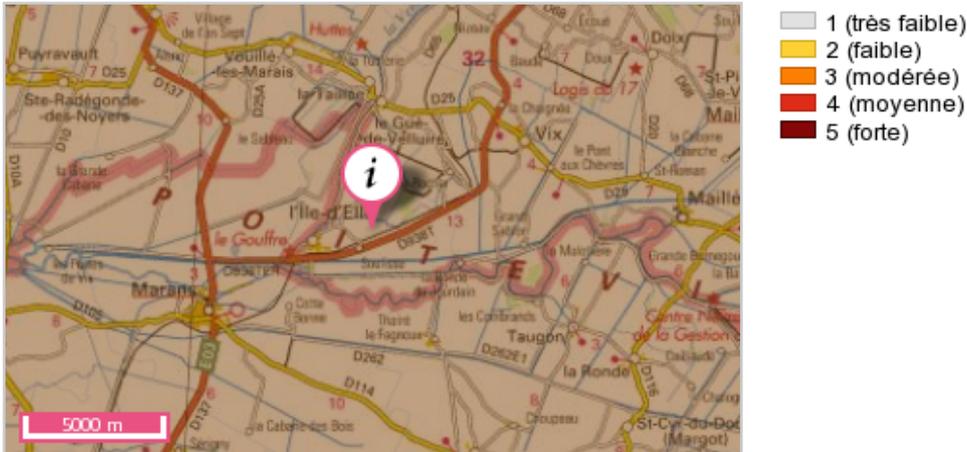
La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Non**

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Non**

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

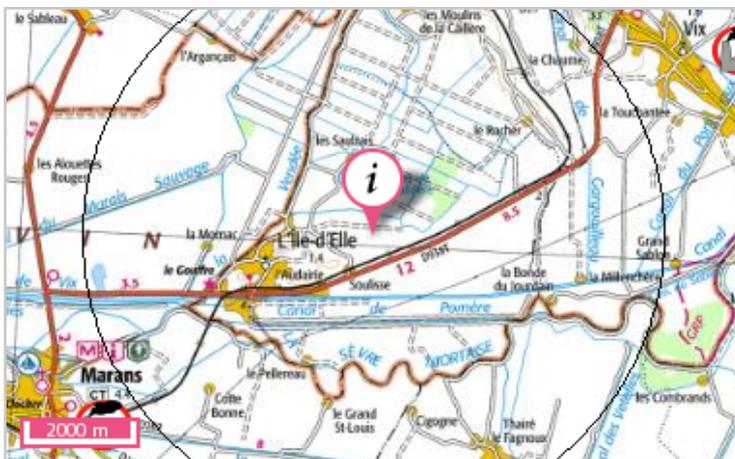
LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 0  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 0

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

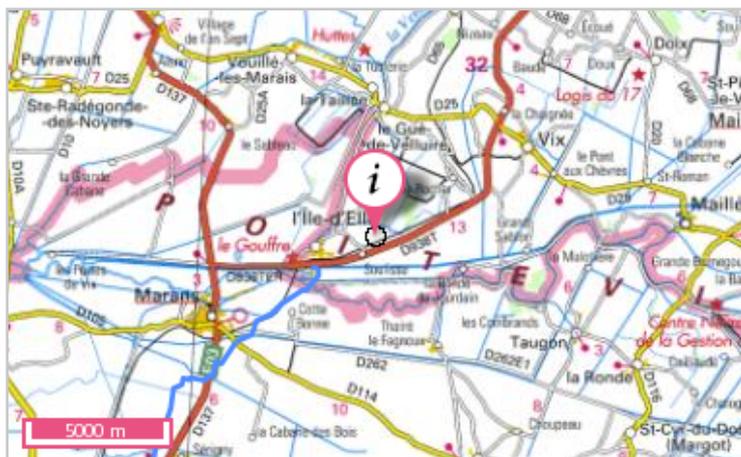
-  STEP
-  Elevage
-  Industries
-  Zone de recherche

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : **Oui**

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



-  Gaz
-  Hydrocarbures
-  Produits chimiques
-  Zone de recherche

Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

### Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 9

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990114	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100105	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830036	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
85PREF19940007	03/01/1994	25/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
85PREF19950037	22/01/1995	05/02/1995	21/02/1995	24/02/1995
85PREF20000016	29/09/1999	30/09/1999	07/02/2000	26/02/2000

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19910019	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19970006	01/01/1991	30/09/1996	19/09/1997	11/10/1997
85PREF20040012	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site [Géorisques.gouv.fr](http://Géorisques.gouv.fr), développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

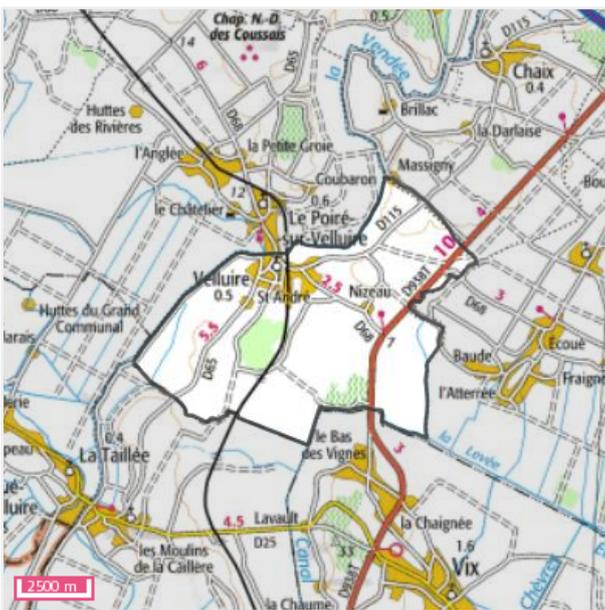
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.39983

longitude = -0.8872



## Informations sur la commune

Nom : VELLUIRE

Code Postal : 85770

Département : VENDEE

Région : Pays de la Loire

Code INSEE : 85299

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 4 (*détails en annexe*)

Population à la date du 01/12/2015 : 555

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

*Aléa faible*



Séismes

3 - MODEREE



Installations industrielles



Sites inventaire BASIAS



Canalisations m. dangereuses

**?** L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

**LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?**

**Territoire à Risque important d'Inondation - TRI**

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

**Atlas de Zone Inondable - AZI**

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

2 évènements historiques d'inondations sont identifiés sur les communes de CHAIX, LE POIRE-SUR-VELLUIRE, LE GUE-DE-VELLUIRE, MONTREUIL, LA TAILLEE, VIX

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
20/12/1982 - 24/12/1982	Barrage,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
01/12/1935 - 28/03/1936	Ecoulement sur route,Mer/Marée,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**

? La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa faible**

? Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

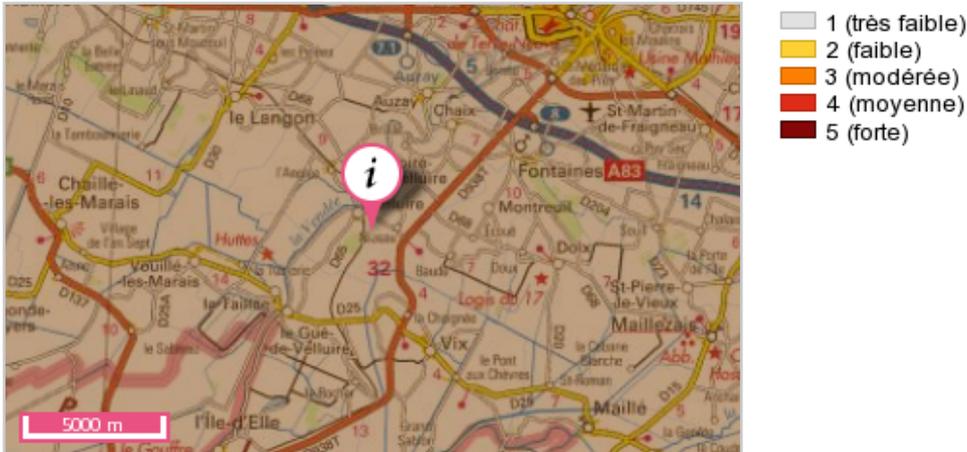
La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

? Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Oui

? Sur cette carte sont indiqués tous les sites industriels en cessation d'activités, pour lesquels l'Etat souhaite conserver la mémoire. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 500m a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: MEDDE

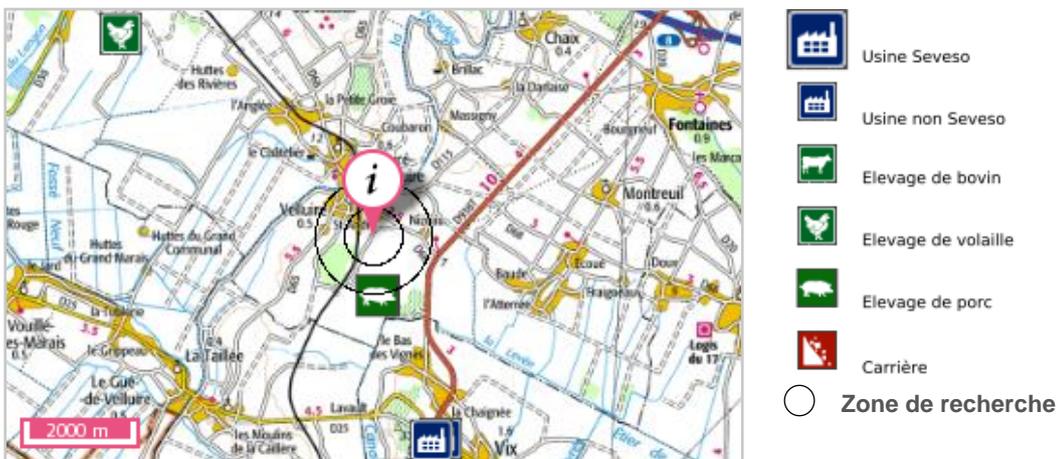
- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

## LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 5  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 5

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.

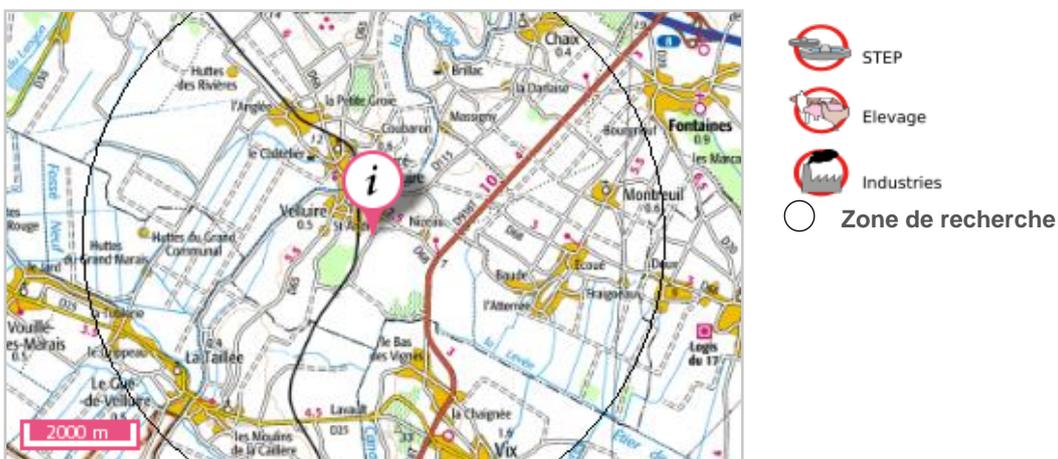


Source: BRGM

## LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

### Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 4

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990284	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100275	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830083	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20040032	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

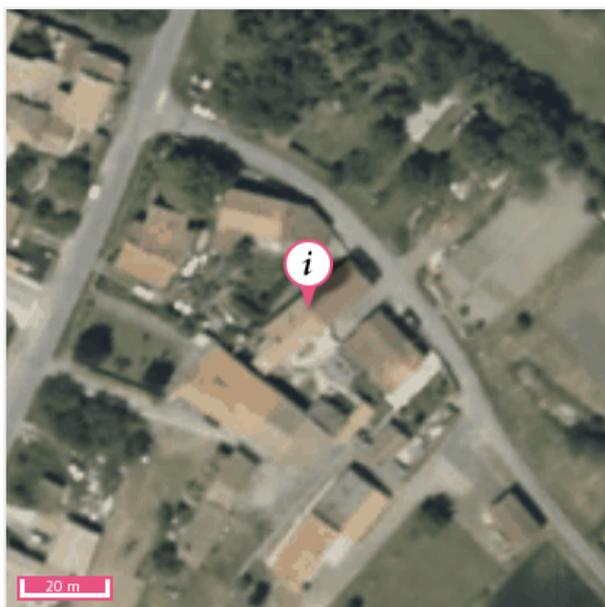
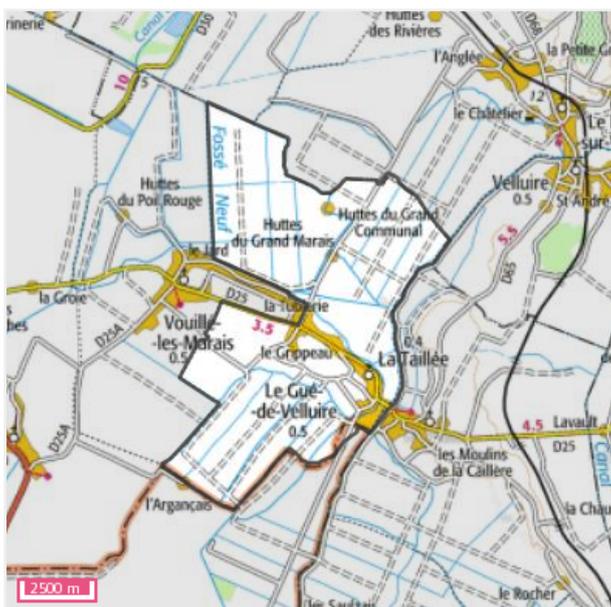
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.38579

longitude = -0.93954



## Informations sur la commune

Nom : LA TAILLEE

Code Postal : 85450

Département : VENDEE

Région : Pays de la Loire

Code INSEE : 85286

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10 (*détails en annexe*)

Population à la date du 01/12/2015 : 551

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

*Aléa moyen*



Séismes

*3 - MODEREE*



Installations industrielles



Canalisations m. dangereuses

? L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

**LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?**

**Territoire à Risque important d'Inondation - TRI**

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

**Atlas de Zone Inondable - AZI**

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

3 évènements historiques d'inondations sont identifiés sur les communes de VOUILLE-LES-MARAIS, CHAILLE-LES-MARAIS, LE LANGON, LE POIRE-SUR-VELLUIRE, LE GUE-DE-VELLUIRE, VELLUIRE, MARANS

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
30/11/1993 - 27/01/1994	rupture d'ouvrage de défense,Nappe affleurante,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 10 à 99 morts ou disparus	inconnu
01/12/1935 - 28/03/1936	Ecoulement sur route,Mer/Marée,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu
09/01/1924 - 09/01/1924	Action des vagues,Mer/Marée	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**

Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Non**

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

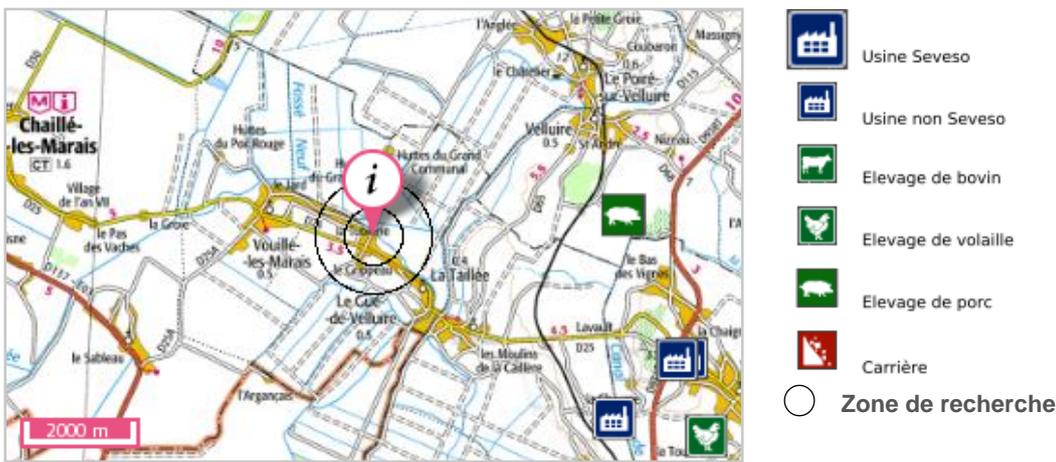
Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Non**

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 1  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 6

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

## Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990271	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100262	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830080	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
85PREF19830180	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
85PREF19950039	22/01/1995	05/02/1995	21/02/1995	24/02/1995

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19910045	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 4

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19980034	01/01/1991	31/12/1997	12/06/1998	01/07/1998
85PREF20040028	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
85PREF20080079	01/01/2005	31/03/2005	07/10/2008	10/10/2008
85PREF20080080	01/07/2005	30/09/2005	07/10/2008	10/10/2008

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

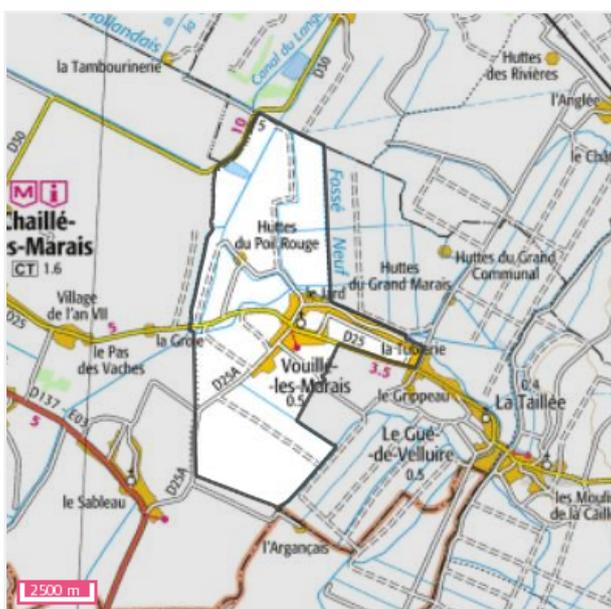
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.39015

longitude = -0.96104



## Informations sur la commune

Nom : VOUILLE-LES-MARAIS

Code Postal : 85450

Département : VENDEE

Région : Pays de la Loire

Code INSEE : 85304

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 5 (*détails en annexe*)

Population à la date du 01/12/2015 : 690

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

Aléa moyen



Séismes

3 - MODEREE



Installations industrielles



Sites inventaire BASIAS



Canalisations m. dangereuses



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

**LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?**

**Territoire à Risque important d'Inondation - TRI**

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

**Atlas de Zone Inondable - AZI**

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

1 évènement historiques d'inondations sont identifiés sur la commune de VOUILLE-LES-MARAIS

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
01/12/1935 - 28/03/1936	Ecoulement sur route,Mer/Marée,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**

Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

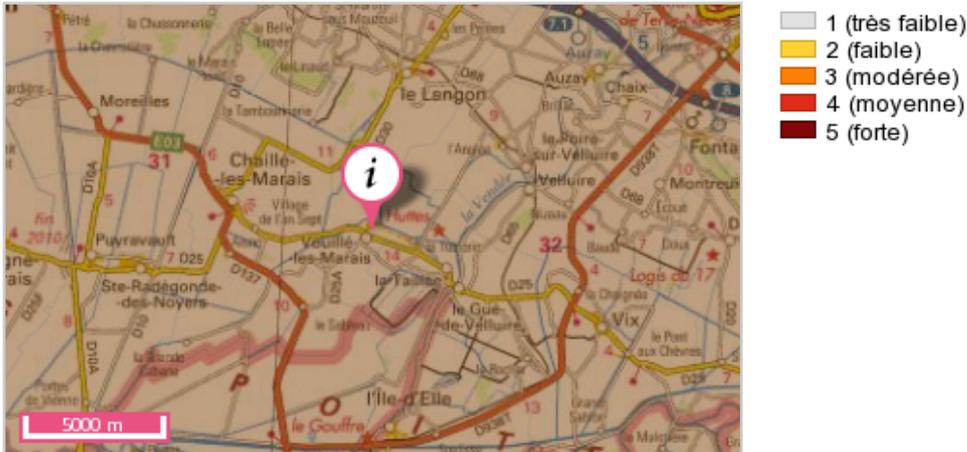
La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

? Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Non**

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Oui**

? Sur cette carte sont indiqués tous les sites industriels en cessation d'activités, pour lesquels l'Etat souhaite conserver la mémoire. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 500m a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: MEDDE

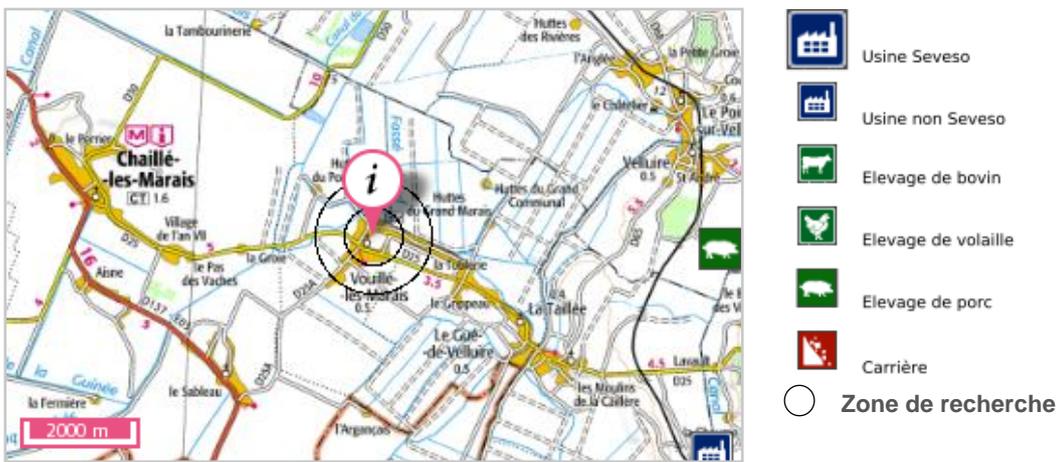
- Sites Basias (XY du centre du site)
- Sites Basias (XY de l'adresse du site)

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 4  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 5

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

### Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 5

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990289	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100280	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830085	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19910050	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20080046	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

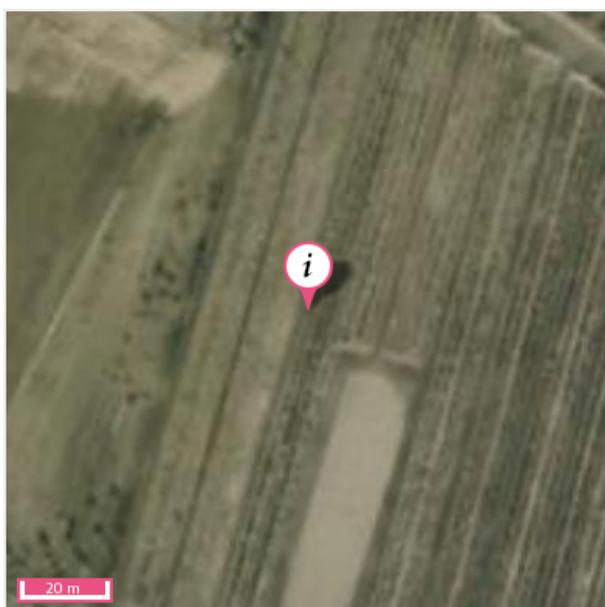
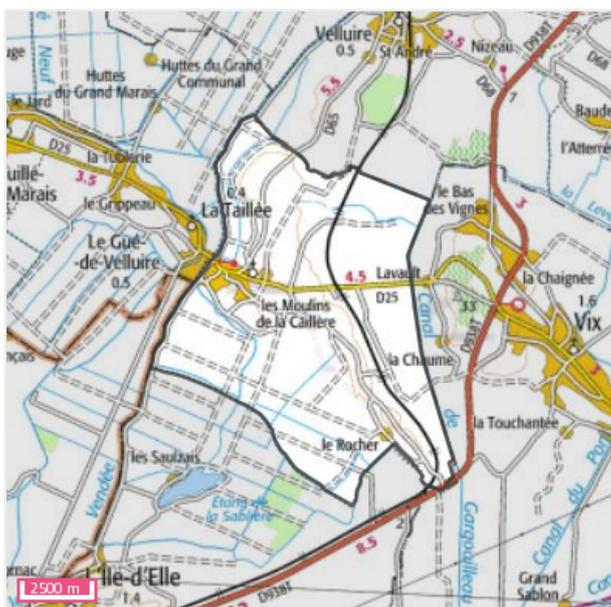
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.36821

longitude = -0.90658



## Informations sur la commune

Nom : LE GUE-DE-VELLUIRE

Code Postal : 85770

Département : VENDEE

Région : Pays de la Loire

Code INSEE : 85105

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 8 (*détails en annexe*)

Population à la date du 01/12/2015 : 556

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

*Aléa moyen*



Séismes

*3 - MODEREE*



Installations industrielles



Canalisations m. dangereuses



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?

#### Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : **Non**

#### Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : **Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

3 évènements historiques d'inondations sont identifiés sur les communes de L'ILE-D'ELLE, LA TAILLEE, VIX, VELLUIRE, MARANS

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
30/11/1993 - 27/01/1994	rupture d'ouvrage de défense,Nappe affleurante,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 10 à 99 morts ou disparus	inconnu
20/12/1982 - 24/12/1982	Barrage,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu
09/01/1924 - 09/01/1924	Action des vagues,Mer/Marée	de 1 à 9 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**

? La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**

? Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

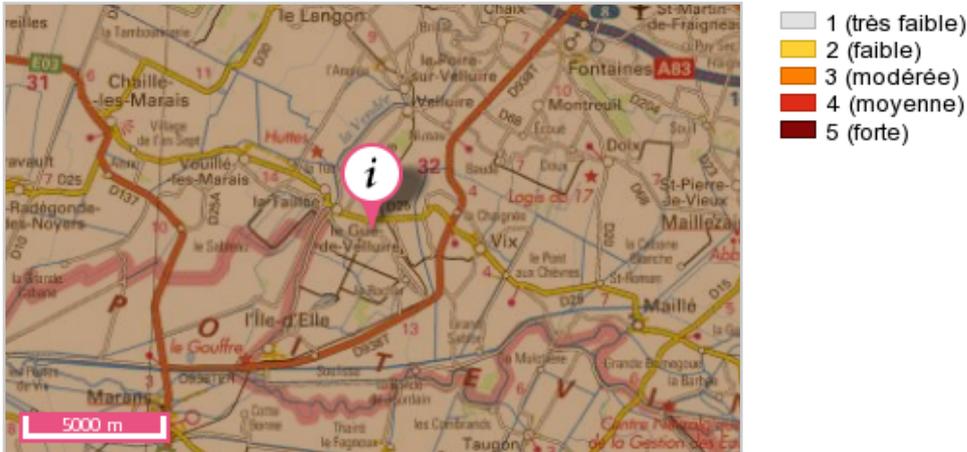
La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Non**

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

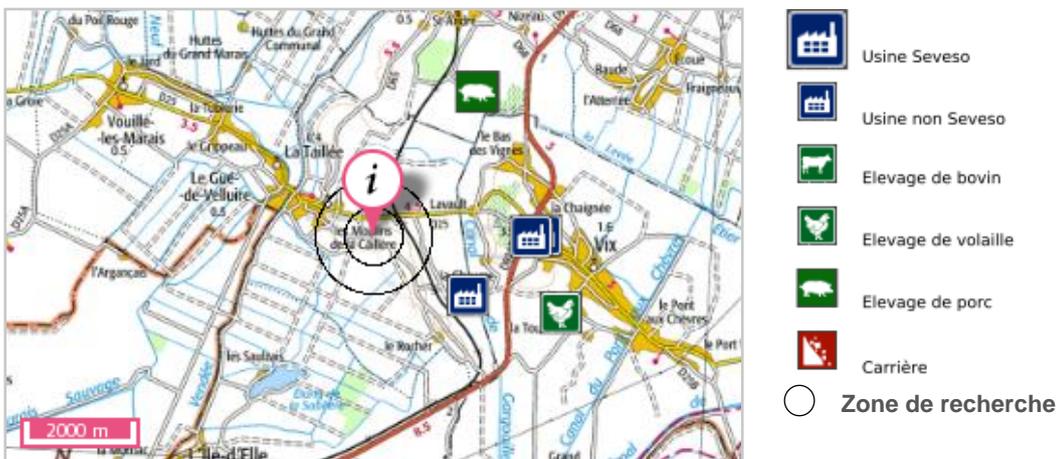
Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Non**

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 1  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 1

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.

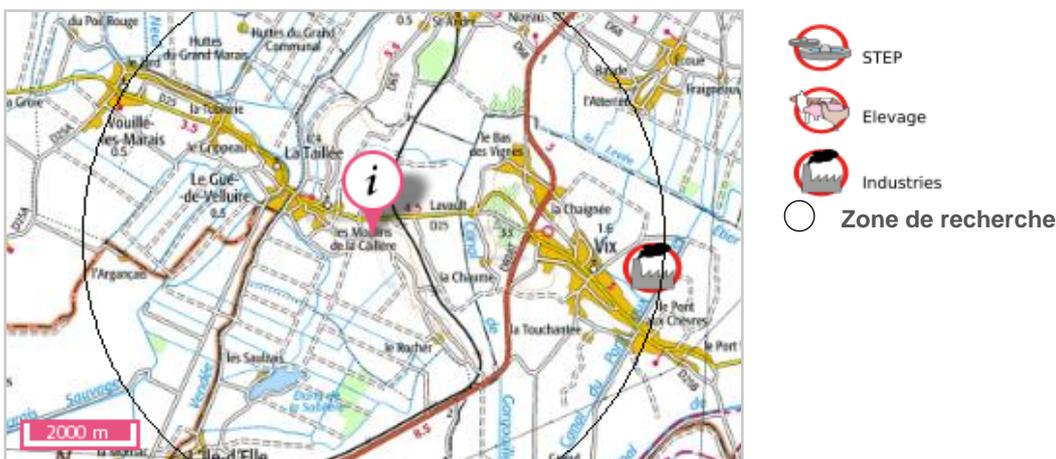


Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

### Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 8

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990108	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100099	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830034	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
85PREF19830144	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983
85PREF19950036	22/01/1995	05/02/1995	21/02/1995	24/02/1995

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19910018	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20040011	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
85PREF20080016	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site Géorisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.





Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERNMT) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

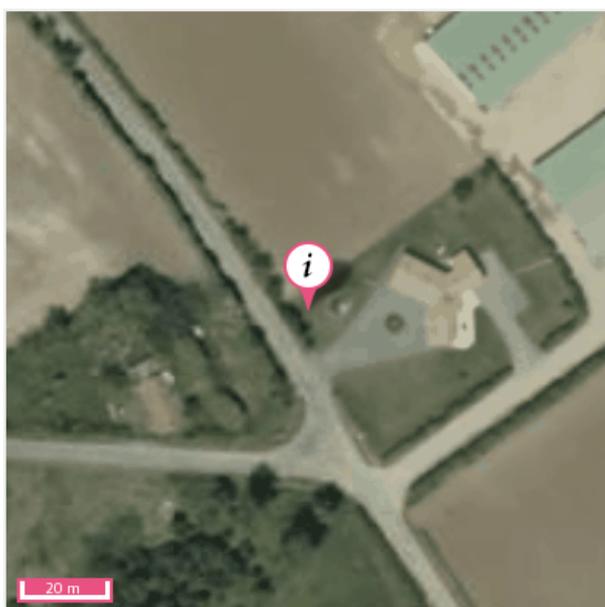
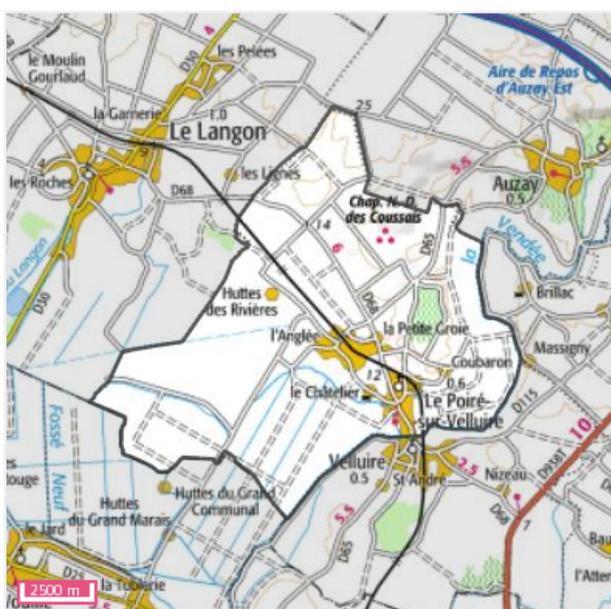
## Localisation



### Coordonnées GPS:

latitude = 46.42154

longitude = -0.91268



## Informations sur la commune

Nom : LE POIRE-SUR-VELLUIRE

Code INSEE : 85177

Code Postal : 85770

Commune dotée d'un DICRIM : Non

Département : VENDEE

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 13 (*détails en annexe*)

Région : Pays de la Loire

Population à la date du 11/12/2015 : 627

## Quels risques peuvent impacter la localisation ?



Retrait-gonflements des sols

*Aléa moyen*



Séismes

*3 - MODEREE*



Installations industrielles



Canalisations m. dangereuses



L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

**LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INNONDATIONS ?**

**Territoire à Risque important d'Inondation - TRI**

**Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non**

**Atlas de Zone Inondable - AZI**

**Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui**

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
85DDTM20080002 - AZI Marais Poitevin	Inondation - Par une crue à débordement lent de cours d'eau		
85DDTM20080013 - ASM	Inondation - Par submersion marine		

## Informations historiques sur les inondations

1 évènement historiques d'inondations sont identifiés sur la commune de LE POIRE-SUR-VELLUIRE

Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Dommages sur le territoire national	
		Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels(€)
01/12/1935 - 28/03/1936	Ecoulement sur route,Mer/Marée,Crue pluviale (temps montée indéterminé)	inconnu	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

**La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Non**



La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : **Oui**

Type d'exposition de la localisation : **Aléa moyen**



Un « aléa élevé » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : **Non**



Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

### LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : **Non**



Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : **Non**

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

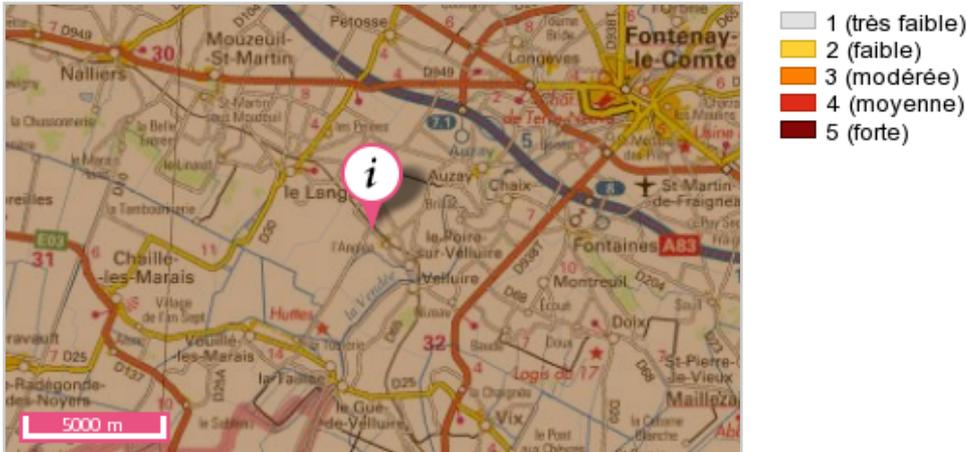
La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : **Non**

? Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

### QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 3 - MODEREE

? Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



Source: BRGM

### LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non



Cette rubrique recense les différentes sites qui accueillent ou ont accueillis dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Afin de conserver la mémoire de ces activités, différentes bases de données ont été créées

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN SITE INDUSTRIEL EN DÉPOLLUTION ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : **Non**

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UN ANCIEN SITE INDUSTRIEL ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : **Non**

? Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE ÊTRE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 500 m : 4  
 Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 4

? Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.

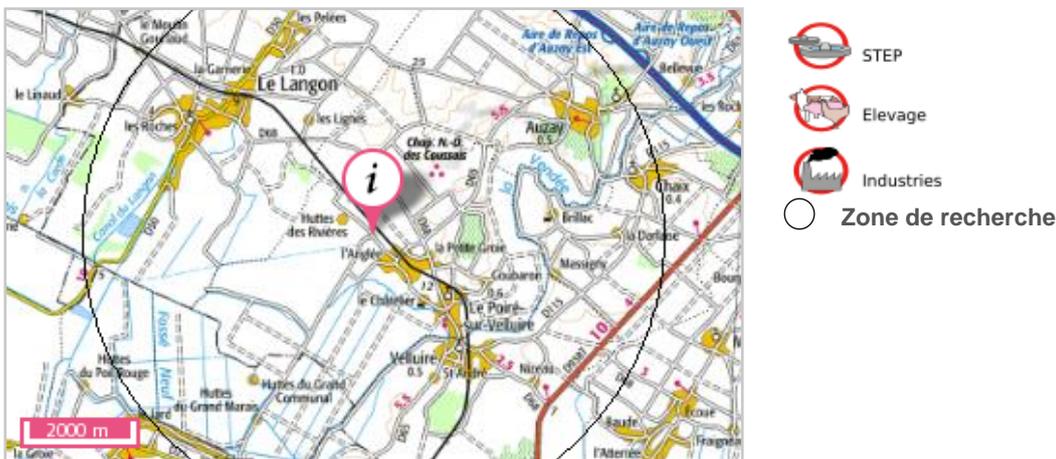


Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5 km : 1

? Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentent autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Source: BRGM

? Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

### LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 500 m : Oui

? La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: CEREMA



Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

### LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10 km : **Non**

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20 km : **Non**

## Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

*Définition juridique (source : décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 et décret n° 2004-554 du 9 juin 2004)*

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.

Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

## Catastrophe naturelle

*Définition juridique (source : guide général PPR)*

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

## Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

*Définition juridique (source: <http://www.prim.net>)*

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.

Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.

Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.

Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).

Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://glossaire.prim.net/>.

## Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 13

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19990176	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF20100167	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 3

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19830058	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
85PREF19830187	08/04/1983	10/04/1983	21/06/1983	24/06/1983
85PREF20000031	29/09/1999	30/09/1999	07/02/2000	26/02/2000

Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19910033	01/05/1989	31/12/1990	12/08/1991	30/08/1991

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 7

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
85PREF19970012	01/01/1991	30/09/1996	19/09/1997	11/10/1997
85PREF20040021	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
85PREF20080031	01/01/2005	31/03/2005	20/02/2008	22/02/2008
85PREF20080032	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008
85PREF20080049	01/07/2005	30/09/2005	18/04/2008	23/04/2008
85PREF20130090	01/06/2011	30/06/2011	11/07/2012	17/07/2012
85PREF20130096	01/06/2011	30/06/2011	11/07/2012	17/07/2012

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

### Description des données

Le site [Géorisques.gouv.fr](http://Géorisques.gouv.fr), développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

### Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apporte aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR ou le BRGM utilise les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercie par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantit pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peut modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

### Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :

- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  - sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

### Accès et disponibilité du service et des liens

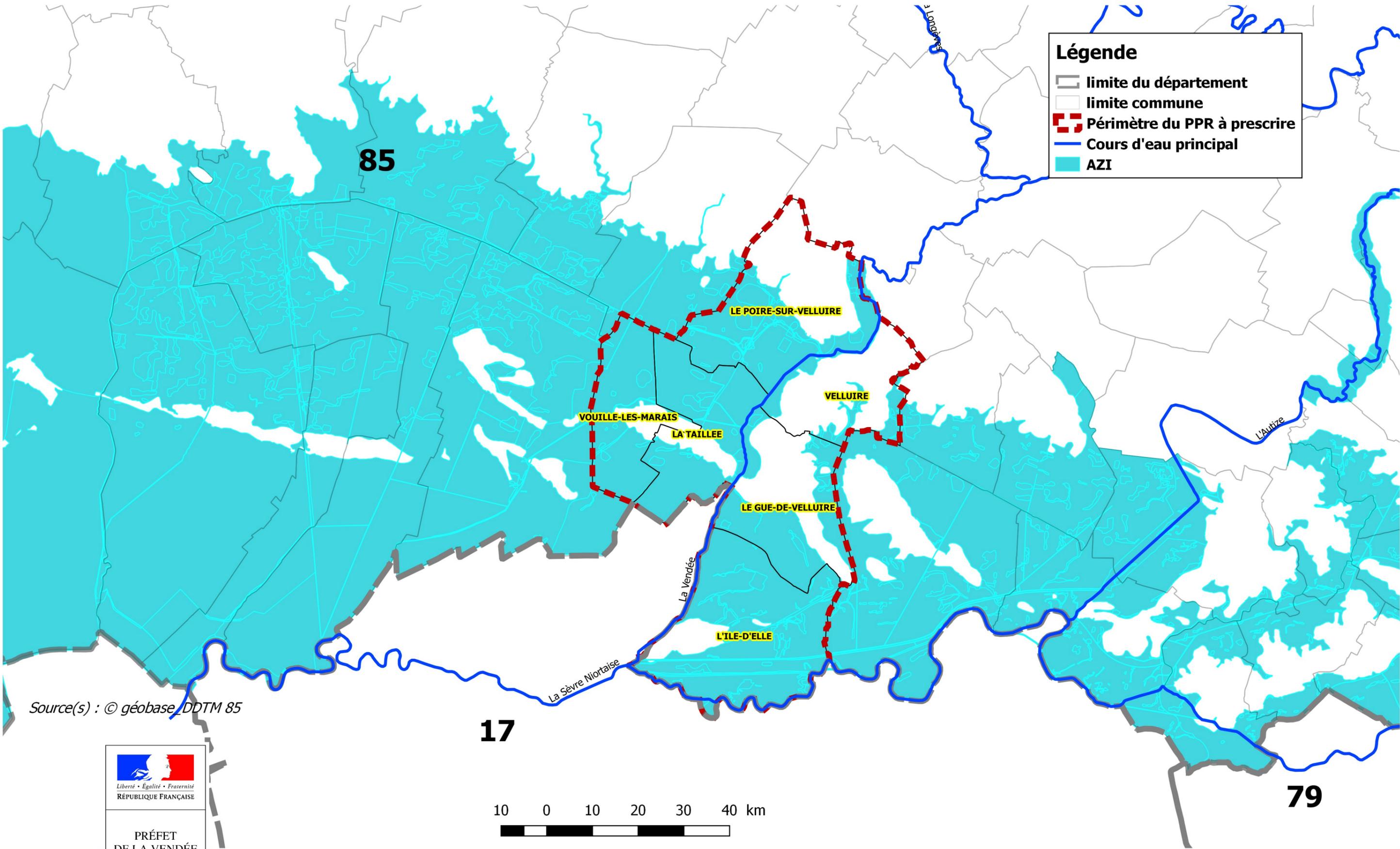
Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.



# ANNEXE 5

# PPRI Vendée Aval - Septembre 2017

## AZI (atlas des zones inondables)

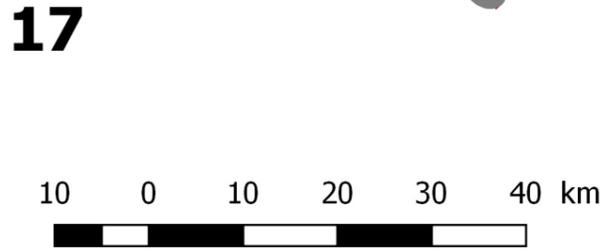


**Légende**

- limite du département
- limite commune
- - - Périmètre du PPR à prescrire
- Cours d'eau principal
- AZI

Source(s) : © géobase/DDTM 85

PRÉFET  
DE LA VENDÉE



Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de Vendée